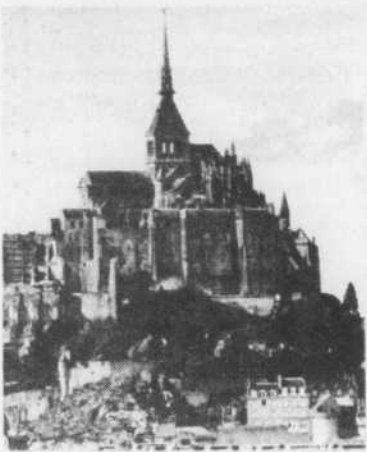


## tourisme



### Au péril de la mer

Les Gaulois déjà venaient y adorer leurs dieux. Les Bretons le revendiquaient sur le territoire. On le surnomme la Merveille de l'Occident: Saint-Michel-au-péril-de-la-mer, l'appelaient-on au Moyen-Âge alors que des marées de 15 mètres le séparaient de la terre ferme. Monique Nuytemans nous décrit cet oratoire construit sur l'ordre exprès d'un archevêque. **Page 7**

### AU SOMMAIRE



### Réussir à Montréal

Tel est le thème qui guidera le nouveau président de la Chambre de commerce du district de Montréal, M. Serge Saucier, qui succède à M. Pierre Lortie. Douze nouveaux comités ont été créés dans le but de poursuivre la relance de Montréal. **Page 9**

### Éditorial

Jean-Pierre Proulx examine les recommandations du Conseil supérieur de l'éducation sur la professionnalité scolaire: il est satisfait des conclusions, mais déçu par certains aspects irréalistes et incomplets du document. **Page 16**

### Le monde

- L'expérience socialiste risque de prendre fin lundi en Norvège. **Page 4**
- Les États-Unis et Israël vont renforcer leurs liens stratégiques. **Page 5**
- Sadate fait plébisciter une nouvelle «épuration». **Page 5**

### Brouille entre Québec et l'ACDI

Le climat se détériore entre l'ACDI et le ministre québécois des Affaires intergouvernementales alors qu'Ottawa aurait décidé de ne plus solliciter le gouvernement du Québec pour le recrutement de coopérants en vue de la réalisation des programmes d'aide à l'étranger. **Page 3**

### CLUB 402

PRÊT-À-PORTER POUR HOMMES!

Achetez directement chez l'importateur les grandes marques de costumes importés

D'ITALIE

2160 rue de la Montagne, Suite 402, Montréal

## L'Office de l'énergie condamne le programme Lalonde

# L'entente Ottawa-Edmonton ne garantit pas l'autosuffisance

par Michel Vastel

OTTAWA — Le Canada n'a aucune chance de produire tout le pétrole dont il a besoin avant l'an 2000.

L'Office de l'énergie a prétendu hier que dans le meilleur des cas — une réduction extraordinaire de la consommation des Canadiens et un véritable «boom» de l'exploration et de l'exploitation de nou-

veaux champs de pétrole — le Canada importera encore près de 300,000 barils de pétrole par jour en 1990 et 150,000 barils en l'an 2000.

L'ONE ajoute que le Programme énergétique national d'octobre dernier conduisait le Canada à un véritable désastre énergétique. N'eût été de la résistance de la province de l'Alberta et des compagnies pétrolières au programme Lalonde,

le Canada aurait dû importer 60% de ses besoins en pétrole d'ici à la fin du siècle.

Alors que M. Marc Lalonde prétendait dans son programme énergétique que «le Canada pourra s'affranchir du marché mondial du pétrole d'ici à 1990 ou même avant», l'Office de l'énergie, lui, affirme qu'en 1990, le Canada aurait dû importer 328,000 barils par jour et près du triple d'aujourd'hui, 1,15 million de barils par

jour, d'ici à l'an 2000.

Le verdict de l'ONE est sans équivoque: «les politiques fédérale et provinciales n'accorderaient pas de stimulants suffisants aux producteurs pour assurer la production d'une quantité maximale de pétrole.»

Le rapport de l'Office survient neuf jours après que le gouvernement fédéral, dans une volte-face sans précédent, ait fi-

nalement accepté de modifier son programme énergétique et conclu un accord avec la province de l'Alberta. Le rapport était prêt depuis le début de juin et sans doute en possession du cabinet, ce qui explique sa soudaine souplesse dans les négociations au cours de l'été.

Les membres de l'ONE, qui ont rédigé leur rapport après l'analyse du pro-

**Voir page 18: Autosuffisance**

## L'électricité reste la source d'énergie la moins chère

OTTAWA (LE DEVOIR) — L'électricité sera la source d'énergie la plus économique pour les ménages canadiens à partir de 1994. C'est du moins ce qu'affirme l'Office de l'énergie sur la foi de données fournies par les provinces au printemps dernier.

Par exemple en Ontario, l'Office de l'énergie affirme que l'électricité sera aussi économique que le pétrole dans le secteur résidentiel dès l'année 1983. Le coût de l'électricité aura rattrapé celui du gaz vers 1994.

Mais, prévient l'ONE, la situation peut changer d'une province à l'autre. Actuellement, plusieurs provinces dont le Québec ont d'importants surplus de production d'électricité parce que leurs investissements ont été basés sur des prévisions trop optimistes. L'Office affirme que les compagnies d'électricité au Canada pourraient satisfaire à une augmentation de 30% de la demande sans construire d'installations importantes.

**Voir page 18: Électricité**



Wayne Gretzky s'est assis à son aise dans l'autobus qui a amené les joueurs d'Équipe-Canada à l'aréna de Ville Saint-Laurent, hier, où ils se sont entraînés pendant une heure et demie en préparation de leur match de demi-finale de ce soir qui les opposera à la formation des États-Unis. Gretzky a compté un but et fourni deux aides dans la victoire de 7-3 d'Équipe-Canada contre l'Union Soviétique. (Photo CP)

## Washington songe à des sanctions contre Ottawa

WASHINGTON (AFP) — La politique énergétique menée par Ottawa, qui vise à limiter les participations étrangères dans l'industrie canadienne, suscite les préoccupations de la Maison-Blanche qui envisage d'éventuelles sanctions.

Le gouvernement du premier ministre Pierre Trudeau entend ramener les investissements étrangers dans le secteur du pétrole et du gaz de 72% actuellement à 50% d'ici à 1990. Il veut également soumettre à un contrôle renforcé les activités des filiales des sociétés étrangères dans les secteurs autres que l'énergie.

Les plaintes des entreprises américaines, qui représentent près de 80% des investissements étrangers au Canada, ont reçu une oreille favorable au Congrès, où deux projets de loi ont été déposés. Ils

**Voir page 18: Washington**

## Québec remet la souveraineté au premier plan

par Jean-Claude Picard

DRUMMONDVILLE — Loin d'avoir abandonné ses objectifs indépendantistes, le gouvernement Lévesque entend consacrer les prochaines années non seulement à bien administrer le Québec mais aussi à préparer le terrain en vue de l'accession de la province à la souveraineté politique.

Fort de l'appui non équivoque reçu en avril dernier, le gouvernement péquiste se sent en effet pleinement autorisé à dépasser le strict mandat de «bon gouvernement» des premières années du régime et à se lancer ouvertement dans la promotion de la souveraineté politique.

Réuni en session spéciale à Drummondville le conseil des ministres a en effet consacré une bonne partie de la journée d'hier à discuter du contentieux fédéral-provincial et de l'attitude à adopter comme gouvernement vis-à-vis de la souveraineté-association.

Selon les informations du DEVOIR, il se dégage de cette discussion qu'une majorité de ministres auraient convenu de revenir à une attitude plus ferme vis-à-vis d'Ottawa et de préparer solidement le terrain en vue de ce qui pourrait devenir le thème central de la prochaine élection, soit le mandat de négocier l'accession du Québec à sa souveraineté politique.

«C'est bien jolii de défendre les attitudes traditionnelles du Québec mais on en est rendu à un point où on doit constater que les gouvernements Lesage et Johnson faisaient plus et mieux que ce qu'on a fait au cours des dernières années. C'est ça qui doit changer», a confié un participant à la réunion d'hier.

«Le temps est venu de se montrer plus agressif et d'expliquer concrètement aux Québécois ce à quoi on croit profondément, l'accession du Québec à sa souveraineté politique», a indiqué un autre participant.

«Depuis quelques années, nous n'avons fait que réagir à ce qui provenait d'Ottawa; il faut maintenant reprendre l'initiative dans le cadre de notre projet politique global», d'expliquer un troisième.

Certes, cette évolution se fera lentement et ne sera peut-être vraiment perceptible que dans plusieurs mois mais il se pourrait aussi qu'on en voit les premiers signes dès les prochains jours à l'occasion de la conférence fédérale-provinciale des ministres de la Main-d'Oeuvre, qui commence demain à Québec.

Ainsi, selon les informations du DEVOIR, le ministre québécois du Travail et de la Main-d'Oeuvre, M. Pierre Marois, s'opposera vigoureusement aux propositions fédérales visant de nouvelles coupures dans les programmes d'assurance-chômage et à sa volonté d'accentuer son emprise dans tout le secteur des politiques de main-d'oeuvre et de sé-

curité du revenu.

Mais il semble que le vrai virage se prendra au moment de l'annonce de la décision de la Cour suprême sur le projet de rapatriement unilatéral de la constitution. «C'est à partir de là que nous commencerons vraiment, selon le type de décision qui sera rendue par la Cour», a confié hier un ministre.

Cette discussion sur l'état des relations fédérales-provinciales et sur l'ensemble de la problématique des quatre prochaines années s'est ouverte à partir d'un do-

**Voir page 18: Québec**

## La colère gronde chez les médecins à la veille des négociations avec Québec

par Marie Laurier

QUÉBEC — La colère gronde chez les médecins omnipraticiens du Québec. Ils sont fatigués de passer pour des Crésus — rien de plus faux, disent-ils — et les négociations qui s'amorcent entre leur syndicat professionnel et le gouvernement risquent de prendre l'allure d'un affrontement très dur.

À preuve, pour se préparer à toute éventualité, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) créait en sourdine l'année dernière «un fonds de

## Baisse des taux d'intérêt et du dollar; reprise à la Bourse

par Michel Nadeau

Les tensions sur le marché de l'argent commencent timidement à se relâcher alors que les principaux taux d'intérêt ont enregistré hier une baisse de 1/4 de 1%.

La détente a débuté avec le fléchissement du taux d'escompte de la Banque du Canada qui a reculé de 20,69% à 20,18%. Cet important indicateur économique a perdu 1% au cours des huit derniers jours. Le taux d'escompte sert de baromètre aux milieux financiers pour voir la direction des taux.

Aussi les institutions bancaires

n'ont pas tardé à réagir en réduisant d'une proportion similaire leur taux préférentiel qui descend de 22 1/4% à 21 3/4%. Ce dernier taux est le loyer réclamé aux clients des banques qui fournissent les meilleures garanties au moment d'un prêt. La plupart des emprunteurs doivent ajouter au moins une fraction de pourcentage.

Dans le même mouvement, plusieurs grandes banques montréalaises et torontoises ont indiqué que leur taux hypothécaire était coupé de 1/2 de 1% également. Les propriétaires de maison peuvent donc ce matin obtenir un prêt au taux de 20%; ce taux est fixe pour un an.

Ce léger repli n'annonce pas cependant une dégringolade marquée des taux d'intérêt; aucun facteur ne permet d'envisager présentement une baisse substantielle des taux d'intérêt.

Cette diminution des taux s'est répercutée à la Bourse où la plupart des indices ont repris une partie du chemin perdu au cours des derniers jours. A Montréal, l'indice composé a progressé de 1,41 point; les banques et les services publics ont eu droit aux faveurs des investisseurs. Les pétroles baissent quelque peu; à y regarder de près, l'entente Lalonde-Leitch n'est pas très favorable aux entreprises, es-

**Voir page 18: Bourse**

## Les délégués de Solidarité font confiance à Lech Walesa

GDANSK (Pologne) (d'après Reuter et AFP) — Le syndicat indépendant polonais Solidarité a mis fin hier à Gdansk à la première partie de son congrès après deux votes entérinant le rôle de M. Lech Walesa et l'adoption d'une résolution réclamant des élections libres.

À l'issue d'un conflit de procédure de dernière minute, les délégués ont toutefois adopté une version «adoucie» de la résolution, qui équivaut à un défi ouvert aux autorités communistes. Les travaux ont été ajournés jusqu'au 26 septembre.

Face à la tournure nettement politique du congrès de Gdansk, les autorités polonaises ont réagi en accusant le syndicat

de chercher à s'emparer du pouvoir, tentative qu'elles déclarent vouée à l'échec.

De son côté, l'URSS a lancé hier sa plus violente attaque contre le congrès de Solidarité, qualifié par l'agence TASS d'«orgie antisocialiste et antisoviétique». L'agence a présenté l'appel lancé mardi par les congressistes aux «travailleurs de l'Europe de l'Est» comme une provocation patente aux pays socialistes.

D'autre part, le ministre polonais des Affaires étrangères, M. Jozef Czyrek, a accusé Solidarité de menacer la raison d'État polonaise, dans un exposé présenté hier devant la commission des Affaires étrangères de la Diète, a annoncé

l'agence PAP.

Selon l'agence, M. Czyrek «s'est plaint de ce que certaines résolutions et déclarations du congrès de Solidarité reviennent à entreprendre des activités dirigées contre la raison d'État polonaise et à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres États».

Il importe maintenant, a-t-il ajouté, d'empêcher que la «carte polonaise» ne soit employée à «entraver le processus de détente, à tenter de changer l'alignement des forces et à perturber les relations d'alliance de la Pologne avec les États socialistes».

**Voir page 18: Solidarité**

### chez VITO

Cuisine Italienne authentique

La meilleure cave à Montréal

ATMOSPHÈRE, TRADITION, EXCELLENCE

5412 Côte des Neiges Montréal

735-3623

# Fox admet que les provinces ont un mot à dire sur la télé à péage

par Donald Charette

WINNIPEG (PC) — Les provinces respiraient d'aise, hier, après avoir marqué des points sur le dossier de la télévision à péage durant la conférence fédérale-provinciale sur les communications, qui vient de prendre fin à Winnipeg.

Le gouvernement fédéral a reconnu dans une certaine mesure qu'il existe une double compétence dans ce secteur, qui connaîtra bientôt une forte expansion.

Au sein de la délégation québécoise, qui a mené le combat pour que l'on reconnaisse aux provinces le droit de réglementer les entreprises qui vont vendre des blocs d'émissions télévisées à leurs abonnés, on ne criait pas victoire, mais presque.

C'est le sourire aux lèvres que le ministre des Communications du Québec, M. Jean-François Bertrand, a quitté la salle où se déroulaient, à huis clos, les discussions entre ministres.

«Nous avons battu en brèche l'attitude unilatérale du gouvernement canadien», a commenté le ministre.

D'autres ministres, dont ceux de la Saskatchewan et de l'Alberta, auraient contribué à cette victoire morale des provinces.

Le fait est qu'Ottawa a dû réviser ses positions. Il faut rappeler que le ministre fédéral des Communications, M. Francis Fox, n'était pas intéressé à aborder ce sujet.

Avant même le début des travaux, il avait

laissé savoir qu'il n'avait pas l'intention de discuter de compétence, puisque le dossier constitutionnel est entre les mains des premiers ministres.

Dans une déclaration préalable remise aux journalistes mardi, il est d'ailleurs écrit que «le fédéral a compétence sur la télédistribution, y compris la télévision à péage télédiffusée et sur les systèmes qui intègrent ce qu'on appelle le circuit fermé».

Pourtant, M. Fox a reconnu à la fin de la conférence que, de l'avis même de ses juristes, il s'agit d'un domaine où peut s'exercer une compétence fédérale et provinciale.

Le gouvernement fédéral et les provinces ont donc convenu de confier à un comité de sous-ministres la mission de concilier leurs intérêts respectifs. Le rapport sera déposé d'ici la fin de novembre et les ministres en discuteront en décembre, en Alberta. Pour éviter l'échec constitutionnel, le mandat de ce groupe de travail est d'étudier «la portée et les limites de leurs domaines d'intérêts respectifs», formulation qui permet d'éviter de parler carrément de compétence.

En pratique, cela signifie que les fonctionnaires devront déterminer s'il est possible de faire cohabiter ces deux niveaux de compétence. Ainsi, une compagnie désireuse de vendre des émissions télévisées au Québec devrait d'abord obtenir un permis de diffusion national du

CRTC, organisme fédéral, puis se soumettre à une réglementation de la Régie des services publics du Québec.

Le Québec tient à exercer un certain contrôle sur ce nouveau système, qui a des résonances culturelles importantes. Il pourrait exiger, par exemple, que les câblodistributeurs diffusent une partie de leur programmation en français.

En 1978, le gouvernement québécois avait obligé les entreprises de câble à détenir un permis du Québec, ce qui avait déclenché la fameuse «guerre du câble». Débuté en Cour suprême dans cette affaire, le Québec considère que, cette fois-ci, il est en terrain solide, car il s'agit de télévision en circuit fermé.

Fait à noter, M. Roy Romanow, de la Saskatchewan, a lancé un avertissement à ses collègues. Si cette dernière tentative échoue, a-t-il dit, le gouvernement fédéral sera tenté d'agir de façon unilatérale, ce qui entraînerait une riposte similaire des provinces.

Le CRTC tiendra des audiences le 24 septembre prochain sur des demandes de permis et l'on estime que les consommateurs pourront bénéficier de ce service dans un an environ.

Outre la télévision à péage, les ministres ont discuté, durant ces deux jours, d'une variété de sujets à haute teneur technologique, y compris la délégation de pouvoirs en câblodistribution, la façon d'alimenter les régions éloignées par satellites et les réseaux téléphoniques.

# Joe Clark écarte une course au leadership

OTTAWA (CP-Le Devoir) — Le chef du Parti conservateur, M. Joe Clark, a confié à ses principaux collègues du groupe parlementaire qu'il entend conserver son poste de leader et qu'il n'y aura pas de convention de leadership. C'est du moins ce qu'affirmait hier le *Globe and Mail* dans une dépêche d'Ottawa.

D'autre part, le rédacteur politique de la Presse Canadienne croit savoir que les mutations décidées par M. Clark dans le «cabinet fantôme» des conservateurs aux Communes montrent que le chef a manœuvré habilement pour écarter des rivaux éventuels à la direction du Parti.

Hier, à la manière d'une confirmation, l'ancien premier ministre a déclaré à la presse qu'il ne songeait pas à abandonner son poste.

En remaniant le cabinet fantôme de l'opposition mercredi, M. Clark a confié à ses alliés les plus sûrs des postes de premier plan.

L'ex-critique des questions énergétiques, M. Michael Wilson, s'occupera du dossier des Finances, à la place de M.

John Crosbie, qui se voit confier la responsabilité des Affaires extérieures, un poste qui en fera une figure moins en vue sur la scène politique.

Un autre fidèle allié du chef conservateur, M. Harvie André, sera porte-parole pour les questions énergétiques.

Mlle Flora MacDonald, ex-ministre des Affaires extérieures, devient critique des questions sociales et porte-parole pour la situation de la femme.

MM. Wilson, André, Mlle MacDonald et M. Erik Nielsen — le nouveau leader de la Chambre — sont parmi les plus fervents partisans de M. Clark. Quant à M. Walter Baker, qui était le numéro deux dans l'éphémère gouvernement de M. Clark en 1979, il devient critique du Conseil du Trésor, et voit son salaire annuel réduit de \$25,000.

M. Clark s'est refusé à tout commentaire sur le remanagement de son cabinet fantôme, affirmant sèchement que «la liste parlait d'elle-même». Le chef de l'Opposition a procédé à ces changements à la veille d'une ronde de discussions du caucus conservateur sur l'économie et l'état du parti, en vue de l'ouverture de la prochaine session parlementaire le mois prochain.

D'autre part, M. Clark a salué hier la rentrée politique de Roch LaSalle en lui confiant l'entière responsabilité des questions intéressant le Québec.

«En homme intelligent, je devrai cependant respecter l'opinion de mes collègues», a dit M. LaSalle.

Le député de Joliette affirme qu'il défendra en priorité aux Communes des la reprise, la résistance au projet constitutionnel du gouvernement Trudeau, à la lumière du jugement attendu de la Cour suprême, l'aide aux propriétaires et aux petits entrepreneurs contre la hausse des taux d'intérêt, ainsi que certains sujets «chauds» d'intérêt québécois.

A cet égard, M. LaSalle souligne que l'investissement de la société Volkswagen au Canada devra être envisagé comme une décision politique du gouvernement Trudeau, puisqu'il appartient maintenant au conseil des ministres à choisir entre le Québec et l'Ontario.

Avec 26 pour cent de la population, les Québécois sont en droit d'obtenir une part proportionnelle de l'investissement de l'industrie automobile, a dit M. LaSalle, soulignant que la part du Québec se réduit présentement à six pour cent.

# Les priorités de Centraide: aide aux plus démunis, bénévolat, auto-assistance

Centraide s'est donné trois grandes priorités pour la décennie 80: assister les populations les plus démunies et les plus délaissées par les services publics et parapublics; promouvoir l'engagement bénévole et la participation communautaire; et encourager les personnes aux prises avec des problèmes à se prendre elles-mêmes en charge.

C'est ce qui ressort d'un rapport issu d'une auto-évaluation de huit mois, et qui a été présenté aux médias hier par le président du conseil d'administration de Centraide, M. Bernard Côté.

Centraide, qui tiendra en novembre sa campagne annuelle de souscription, dont l'objectif sera de \$15 millions, avait chargé un «comité de révision» de 12 personnes présidé par M. Jean-Guy Bissonnette de faire le point sur sa mission sociale et sa situation précise dans la société.

Après de très nombreuses consultations auprès des 170 organismes bénéficiaires de Centraide, des donateurs (grandes entreprises, PME,

centrales syndicales et particulières), des membres des divers comités de Centraide, de chercheurs et de sociologues, le comité de révision a produit un rapport qui «a reçu un accueil très favorable du milieu», selon M. Côté, et qui servira à réorienter l'action des différentes agences de Centraide.

Une réflexion de cette ampleur s'imposait, au dire des responsables de Centraide, non seulement parce que la société a évolué rapidement depuis dix ans mais parce que Centraide gère des sommes beaucoup plus importantes maintenant qu'à ses débuts.

Le rapport du comité Bissonnette a placé au centre de la nouvelle réalité sociale qui vivent les citoyens du Grand Montréal, l'inflation galopante des dernières années. Ce sont les économiquement faibles, les personnes âgées à revenu fixe, les jeunes chômeurs sans expérience, notamment qui ont le plus à souffrir de l'inflation, souligne le rapport de Centraide.

Cette situation précise-t-il,

est aggravée par les coupures dans les dépenses publiques que pratiquent les gouvernements en période inflationniste. «Un tel climat social permet de restreindre les budgets et les coupures s'adressent aux groupes dont on voit moins l'utilité immédiate ou à ceux qui sont politiquement moins rentables.»

Par ailleurs, le réseau des affaires sociales est apparu à plusieurs membres du comité comme le «labyrinthe des services sociaux et de santé» et un amalgame d'organismes plus ou moins isolés les uns des autres plutôt qu'un véritable réseau. Le coût très élevé de ce «réseau», le gaspillage qu'il génère, la participation symbolique des citoyens, la lourdeur, la bureaucratie, le peu d'innovation du système public, la façon de traiter la population comme des usagers consommateurs et dépendants a peut-être permis de «redécouvrir les vertus du

secteur privé et du bénévolat», ajoute le rapport.

Face aux limites de l'intervention gouvernementale, Centraide a constaté l'émergence «remarquable» de groupes de citoyens décidés à prendre leurs propres problèmes en main, signe évident de «santé dans notre société».

C'est ainsi que Centraide favorisera une participation bénévole à tous les niveaux de ses opérations aussi bien à l'intérieur de sa propre structure qu'au sein des organis-

mes qu'il subventionne. En utilisant à fond sa campagne annuelle de souscription, Centraide privilégiera des programmes qui permettront aux gens de faire l'apprentissage de leurs responsabilités et d'une autonomie de plus en plus grande face à leurs problèmes et aux solutions à leur apporter.

Centraide a de plus décidé de consacrer chaque année des sommes pour de nouveaux programmes d'aide et obligera les organismes béné-

ciaires à procéder à des examens sérieux de leur fonctionnement pour s'ajuster à ses nouvelles priorités.

Dans le cas d'abandons de programmes, Centraide précise qu'il se désengagera progressivement et souhaite renforcer ses communications avec les différents organismes qui le composent. De plus, il mettra sur pied un comité permanent de planification sociale et un comité permanent des admissions pour les nouvelles demandes.

«J'aurai préséance en Chambre sur les dossiers d'intérêt québécois», a dit M. LaSalle, à la sortie d'une réunion avec M. Clark.

Auparavant, rappelle M. LaSalle, j'étais limité au secteur de l'expansion économique régionale, mais maintenant, j'aurai la possibilité de me prononcer aux Communes sur tous les intérêts des Québécois, comme je l'ai promis à mes électeurs au cours de la dernière partielle dans Joliette.

«Je suis bien heureux que M. Clark ait bien saisi la por-

**Impasse chez Canada Dry**

Les employés de la société Canada Dry, de Lachine, en grève depuis plus de trois mois, ont réclamé hier l'intervention du ministère du Travail pour hâter leur retour au travail. Ces travailleurs ont accepté les dernières propositions de leur employeur, le 31 août, mais aucun porte-parole patronal n'a pu jusqu'à présent leur préciser la date du retour au travail.

## les minutes de vérité

(?)

**Accord avec les provinces sur la GRC**

EDMONTON (PC) — Un adjoint du procureur général de la Colombie-Britannique a fait savoir cette semaine que les huit provinces qui n'ont pas de police provinciale ont renouvelé pour 10 ans leur contrat avec la GRC.

M. Tim McGhee a précisé que le procureur général a fait parvenir un télex au solliciteur général du Canada, pour lui dire que les huit gouvernements entérinaient le projet d'accord du mois dernier.

Le dernier contrat, d'une durée de cinq ans, était expiré depuis le mois d'avril. On n'a pas fait connaître les détails du nouveau contrat.

# Venez visiter une maison-témoin!

Venez voir comment une maison construite selon les recommandations du Programme d'efficacité énergétique mis de l'avant par la Ligue de l'Électricité du Québec vous fera économiser de l'énergie.

Ces maisons-témoins ont été conçues pour ne consommer que très peu d'énergie. Elles se distinguent par la qualité de l'isolation thermique, l'étanchéité des portes et des fenêtres, l'efficacité du système de chauffage et du chauffe-eau.

Ces maisons ont été construites par des entrepreneurs accrédités auprès de la Ligue de l'Électricité du Québec qui sont les spécialistes à qui vous pouvez faire appel dans votre région.

Si vous projetez l'achat d'une maison, vous avez tout intérêt à visiter une maison-témoin de la Ligue de l'Électricité du Québec.

Et cet hiver, vous aussi pourrez dire:

Mes économies, je les garde bien au chaud!

Dans votre région, une maison-témoin est située à l'adresse suivante:

**2870, rue Métivier Ville Saint-Laurent**

Suivez ces enseignes directionnelles

Ligue de l'Électricité du Québec

OUVERT LES SAMEDIS et DIMANCHES DE 10h à 17h.

**Guérin** l'éditeur qui édite

4574 rue Saint-Denis, Montréal H2J 2L3 Tél.: (514) 842-3481

## Sciences de la nature (Primaire)

Une équipe de naturalistes



Ces cahiers veulent offrir des moyens nouveaux additionnels aux maîtres dans leur tâche quotidienne. Ils se veulent un auxiliaire pédagogique utile dans l'étude des réalités de l'environnement. Ils permettent à l'enfant de s'impliquer dans sa démarche expérimentale et d'engager toute sa personnalité.

Les différents ateliers concerneront les sciences physiques, biologiques et technologiques. Ils concerneront, selon l'âge, des faits rencontrés quotidiennement par l'enfant et l'intervention dirigée du maître prendra une valeur éducative extrêmement importante dans le dérou-

lement d'une leçon de sciences de la nature.

**Sciences de la nature**

6 ans - élève - 27,5 cm x 21 cm - 64 p.	2,95\$ 1re
7 ans - élève - 27,5 cm x 21 cm - 64 p.	2,95\$ 2e
8 ans - élève - 27,5 cm x 21 cm - 64 p.	2,95\$ 3e
9 ans - élève - 27,5 cm x 21 cm - 64 p.	2,95\$ 4e
10 ans - élève - 27,5 cm x 21 cm - 64 p.	2,95\$ 5e
11 ans - élève - 27,5 cm x 21 cm - 64 p.	2,95\$ 6e
6 ans - maître 22,5 cm x 15 cm - 141 p.	6,00\$
7 ans - maître 22,5 cm x 15 cm - 135 p.	6,00\$
8 ans - maître 22,5 cm x 15 cm - 133 p.	6,00\$
9 ans - maître 22,5 cm x 15 cm - 133 p.	6,00\$
10 ans - maître 22,5 cm x 15 cm - 137 p.	6,00\$
11 ans - maître 22,5 cm x 15 cm - 137 p.	6,00\$

En vente dans toutes bonnes librairies et aux librairies Guérin:

4560 rue Saint-Denis Montréal, Québec Tél.: (514) 849-1112	Station Métro-Longueuil Longueuil, Québec Tél.: (514) 677-8525	168 est, rue Sainte-Catherine Montréal, Québec Tél.: (514) 861-5647	4440 rue Saint-Denis Montréal, Québec Tél.: (514) 843-8241
--	--	---	--

# en bref...

## ■ Nos députés méritent d'être mieux payés

QUÉBEC (PC) — Le leader du gouvernement à l'Assemblée nationale, M. Claude Charron, a annoncé pour l'automne un projet de loi destiné à hausser le salaire des députés. Sans donner de précisions, le premier ministre, M. René Lévesque, a signalé à ce sujet que l'augmentation serait «décence». Les députés québécois reçoivent actuellement un salaire annuel de \$33,110. Ils ont de plus une allocation de \$7,500 non-taxables, pour un total de \$40,610. Ils jouissent, également, d'une allocation de \$5,400 pour leur logement de Québec. Le chef de l'opposition, M. Claude Ryan, et les ministres ont \$71,190 et le premier ministre Lévesque \$83,653. Par comparaison, le premier ministre de l'Ontario reçoit \$79,200 et le premier ministre du Canada \$108,500. «Si vous tenez compte du nombre d'heures que nous travaillons, nous ne sommes pas suffisamment payés», a noté un député du PQ, M. Guy Bisailon, un ancien organisateur syndical. Selon certains députés, ils doivent travailler de 80 à 100 heures par semaine, soit à l'Assemblée nationale soit dans leur circonscription. Mais M. Bisailon préférerait que les salaires soient fixés selon une formule établie, plutôt que par une décision périodique de l'Assemblée nationale.

## ■ L'archevêque de Chicago soupçonné de malversation

CHICAGO (AFP) — Le cardinal-archevêque de Chicago, Mgr John Cody, fait l'objet d'une enquête sur un détournement de fonds de l'Église catholique, qu'il aurait commis au profit d'une amie personnelle, rapporte hier le Chicago Sun Times. Selon le journal, un jury fédéral d'accusation a requis les dossiers fiscaux de l'archevêque de Chicago, de Mgr Cody et de son amie, Mme Helen Wilson. Mgr Cody, affirme le Sun Times, aurait donné près de \$90,000 à Mme Wilson en 1969 et 1970 pour l'achat d'une maison en Floride. Le jury cherche à retrouver l'origine de ces fonds. Monseigneur Cody, âgé de 73 ans, est à la tête du plus grand diocèse catholique des États-Unis avec 2,4 millions d'âmes.

## ■ L'Inde extradera Charles Sobraj

BANGKOK (AFP) — L'Inde a accepté d'extrader «prochainement» vers la Thaïlande Charles Sobraj, 38 ans, un ressortissant français soupçonné d'avoir assassiné dans ce dernier pays cinq étrangers (trois Hollandais, une Française et une Américaine) entre septembre 1975 et février 1976, a-t-on appris hier de sources officielles thaïlandaises. On ne connaît pas encore la date de cette extradition, mais la détention de Sobraj pour meurtre en Inde touche à sa fin, précise-t-on de même source. De même, on ne sait pas si son amie canadienne Marie-Andrée Leclerc, qui aurait été libérée sous caution, sera remise aux autorités thaïlandaises en même temps que lui. Charles Sobraj et Marie-Andrée Leclerc doivent en effet répondre devant la justice indienne de plusieurs meurtres et tentatives de meurtres perpétrés avec un complice indien en fuite, Ajay Chowdhury. Sobraj, qui est d'origine vietnamienne et indienne, a été décrit par la police comme «un des hommes les plus dangereux du continent asiatique». Il est aussi recherché pour meurtre au Népal.

## ■ Soupçonné d'être l'auteur des meurtres du 25 juin

La police a arrêté un Montréalais de 24 ans en rapport avec le meurtre de trois personnes survenu durant les festivités de la Saint-Jean, Maurice Limoges comparaitra le 16 septembre à son enquête préliminaire. Serge Desmarais, 18 ans, Bruno Michaud, 23 ans, et Manon Laprise 19 ans, avaient été tués le 25 juin quand un individu a ouvert le feu sur un groupe de citoyens qui fêtaient tard en soirée. Trois autres personnes avaient été blessées dans cette affaire, que la police avait qualifié de règlement de comptes au sein du monde interlope.

## ■ Soixante vols à chaque heure aux États-Unis

WASHINGTON (AP) — La criminalité a progressé de neuf pour cent l'an dernier aux États-Unis, ou l'on a enregistré un assassinat toutes les 23 minutes et un vol toutes les minutes. Selon les statistiques publiées hier par le FBI, 13 millions de délits graves ont été recensés l'année dernière, soit plus du double du niveau enregistré dix ans plus tôt. Les criminels ont été appréhendés dans quatre cas sur cinq et le taux des arrestations a atteint 19% pour l'ensemble des délits. Si les assassins ont été arrêtés dans 72% des cas, les voleurs d'automobiles et les cambrioleurs coururent encore pour la plupart: 14% seulement d'entre eux ont été appréhendés. La criminalité avait déjà progressé de 9,1% en 1979, soit quatre fois plus vite que l'augmentation de la population.

# Plusieurs attachés politiques dénoncent le boycottage des mandarins de Québec

par Rodolphe Morissette

Une bonne dizaine de membres du personnel politique rattaché aux cabinets ministériels à Québec dénoncent le boycottage systématique, voire le «pontificat» de nombreux hauts fonctionnaires plus ou moins hostiles, disent-ils, au gouvernement du Parti québécois. Au fait, ils étaient une bonne vingtaine de membres du personnel politique des ministres du gouvernement Lévesque à se réunir en août pour décider du parti à prendre devant une situation qu'ils estiment dramatique. Finalement, une dizaine d'entre eux ont décidé de préparer un document qu'ils ont adressé au DEVOIR. Les dix appartiennent à des ministères différents, à l'exclusion des cabinets des six ministres d'État (Aménagement, Développement social, Économie, Culture, Condition féminine et Réforme électorale).

Plus immédiatement, ces attachés politiques (chefs de cabinet, attachés de presse, conseillers, etc.) déplorent que «la commande» placée en juin dans les ministères, après la réélection du gouvernement Lévesque, en vue de préparer des projets législatifs «populaires» pour la rentrée d'automne n'a pas été remplie en règle générale — «à un mois du discours inaugural», confie l'un d'eux. Plus généralement, les protestataires, qui, au retour de vacances de leurs ministères respectifs, ont informé ces derniers de la situation, s'attaquent à cette classe privilégiée des hauts fonctionnaires, les pontifes ou à ce qu'on appelle les mandarins du pouvoir (en première ligne les sous-ministres), lesquels sont pratiquement indélogeables, estiment-ils.

Des observateurs politiques avaient constaté il y a quelques années que le gouvernement Lévesque, succédant à six ans de régime libéral, avait choisi, pour gouverner, de compenser l'hostilité souvent rencontrée parmi la classe des hauts fonctionnaires héritée du gouvernement Bourassa par un singulier renforcement, dans chaque ministère, des cabinets politiques.

Les protestataires reconnaissent le fait, non sans préciser que de 1977 au référendum de mai 1980, les attachés politiques (qui proviennent le plus

souvent des instances du parti porté au pouvoir), en neophytes, étaient restés «un peu en recul» par rapport aux technocrates et avaient fait appel à des bénévoles de leur entourage pour contrer «l'obstruction» pratiquée par les hauts fonctionnaires. Ils constatent que dès après la défaite péquiste au référendum, le mandarinat politique reprit vite son pouvoir un peu effrité au cours des années précédentes. Même depuis la réélection du gouvernement péquiste en avril dernier, les protestataires jugent que ces technocrates se sont rapidement réorganisés et qu'ils ont plus de pouvoir qu'auparavant.

Pour exemples, les protestataires citent les retards encourus, sinon les avortements de projets politiques: «Le plan de transport intégré pour Montréal, le problème du taxi, la restructuration scolaire, l'indexation des prestations de l'assistance sociale, le code de protection du consommateur, l'aide à la création d'emplois...» Ils prétendent que la mise au point des programmes OSE (aide à la PME et création d'emplois) visait pro-

blement à «en retirer la grâce à des fonctionnaires». Les protestataires identifient trois catégories de hauts fonctionnaires dans les ministères: les péquistes, les libéraux et les carriéristes. Les premiers, disent-ils, sont plutôt rares: «Malheureusement, notre propre gouvernement a très peu nommé de péquistes à des postes clés...»

Quant aux libéraux, ils estiment qu'ils avaient peine à s'organiser car leur «obstruction» devenait par trop manifeste; aussi plusieurs sont-ils partis, dont MM. René Dussault (ex-sous-ministre à la Justice) et Claude Garcia (aux Affaires sociales), qui se sont présentés pour les libéraux à l'élection d'avril et qui furent défaits. C'est surtout à ceux qu'ils identifient comme «carriéristes», soit les attachés politiques. Ils en identifient deux qui constituent à leurs yeux «des exemples», soit le sous-ministre (en titre) au ministère de l'Industrie et du Commerce, M. Claude Descoeurs, et son homologue des Affaires intergouvernementales, M. Robert Normand.

Au premier ils reprochent de faire de «la rétention d'information», de contrôler parfaitement l'ensemble du ministère et de mettre un frein «à toutes les idées neuves et dynamiques». Le ministre, en l'occurrence M. Rodrigue Biron, «est lui-même prisonnier de son seul et unique informateur, son sous-ministre».

Du sous-ministre aux Affaires intergouvernementales, qui avait un poste équivalent à la Justice sous le régime Bourassa et qui fut l'un des lieutenants les plus puissants de l'administration libérale, les attachés politiques disent que le ridicule atteint ici ses limites, car c'est «ce fédéraliste avoué qui détermine et gère la lutte du Québec pour sa souveraineté». Ils parlent d'autre part de «l'approche maladroite conservatrice du sous-ministre en relations internationales», qui a «fait de ce ministère une sacristie canadienne».

Les protestataires attribuent aux hauts fonctionnaires du gouvernement la responsabilité de maintes situations économiques et sociales «qui semblent échapper au gouvernement» et que dénonçaient récemment onze

députés péquistes à l'occasion d'un caucus des députés ministériels. Reconnaisant la nécessité de coupures ou de compressions budgétaires, les protestataires jugent que c'est d'abord en «dégraissant la machine administrative du gouvernement» qu'on devrait y procéder et, entre autres, en amenant les hauts fonctionnaires à réduire leur personnel superflu et à troquer l'avion pour la voiture ou l'autobus lorsqu'ils se rendent à Montréal.

Enfin, les attachés politiques blâment le système québécois suivant lequel les hauts fonctionnaires jugés inefficaces sont placés sur des tablettes plutôt que carrément «dégoimés». Ils sont au contraire inamovibles et irrétrogradables au plan du salaire.

Ce qu'ils réclament du chef du gouvernement péquiste, maintenant, c'est «la volonté politique» de modifier ces «règles du jeu». Les protestataires ne s'en cachent point: «Les rapports entre les cabinets (ministériels) et les hauts fonctionnaires sont aujourd'hui à un point tournant, dont l'enjeu est tout simplement le pouvoir».

# Des directives politiques bloqueraient des accords d'aide entre l'ACDI et le Québec

par Pierre O'Neill

Le gouvernement fédéral aurait décidé de ne plus avoir recours à l'intermédiaire du gouvernement du Québec dans le processus de recrutement des coopérateurs pour la réalisation des programmes d'aide à l'étranger. Les dirigeants de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) auraient en effet été prévenus de ne plus signer d'accord de coopération avec le ministère québécois des Affaires intergouvernementales. D'après les confidences recueillies auprès de plusieurs hauts fonctionnaires de l'ACDI, la directive a d'abord été transmise «verbalement» par M. Pierre De Bané, ministre fédéral de l'Expansion économique régionale, puis par M. Marc Lalonde, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Interrogé par LE DEVOIR, le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, a confirmé que l'ACDI a cessé de solliciter l'accord de son ministère pour l'engagement de fonctionnaires désireux de travailler à la réalisation de programmes d'aide à l'étranger. Du côté de l'ACDI, la responsable de la direction générale des Affaires publiques, Mme Anne Jamieson, a déclaré qu'il n'y a pas eu telle directive, que la politique de l'ACDI à l'égard du Québec demeure inchangée et que chaque dossier continuera d'être étudié au mérite. Pour ce qui est des hauts fonctionnaires interrogés ces derniers jours, ils soutiennent que la consigne de boycottage de MM. Lalonde et De Bané a engendré une malaise au sein de l'ACDI et c'est une initiative que la plupart déplorent vivement. Certains allèguent toutefois que ce sont les nouvelles garanties exigées par le Québec qui ont détérioré le climat entre l'ACDI et le ministère québécois des Affaires intergouvernementales. Ces exigences, soulignent-ils, sont principalement responsables de l'impasse actuelle.



M. Marc Lalonde



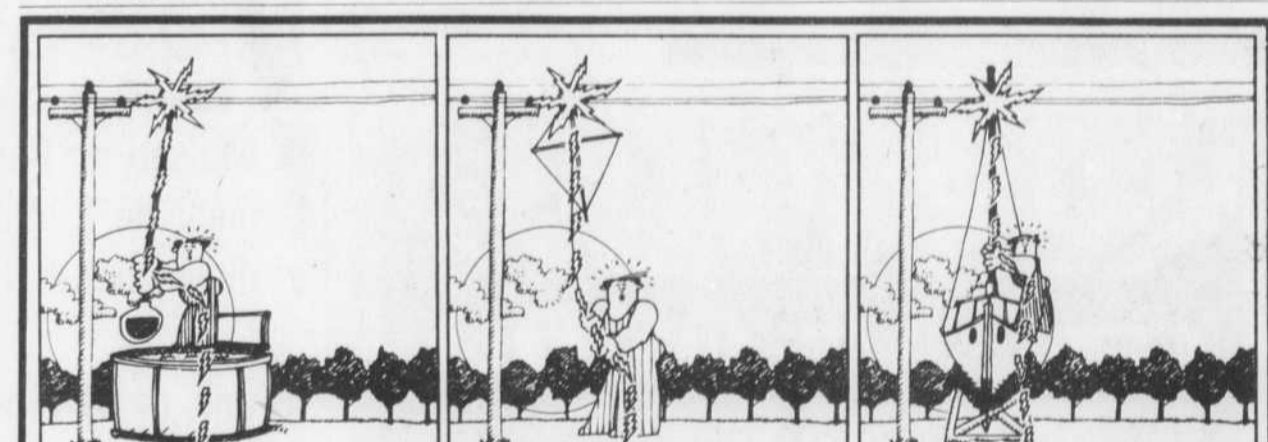
M. Pierre De Bané

2) La construction de l'école polytechnique de l'université de Cotonou au Bénin, avec la participation sur les lieux de 14 techniciens du Québec tandis que 12 homologues sont en formation au Québec. Le projet a débuté en 1977 et c'est lorsque viendra le temps d'entreprendre la seconde phase, en 1982, que la directive de l'ACDI risque d'écarter le Québec.

3) La mise sur pied de centres pédagogiques régionaux à

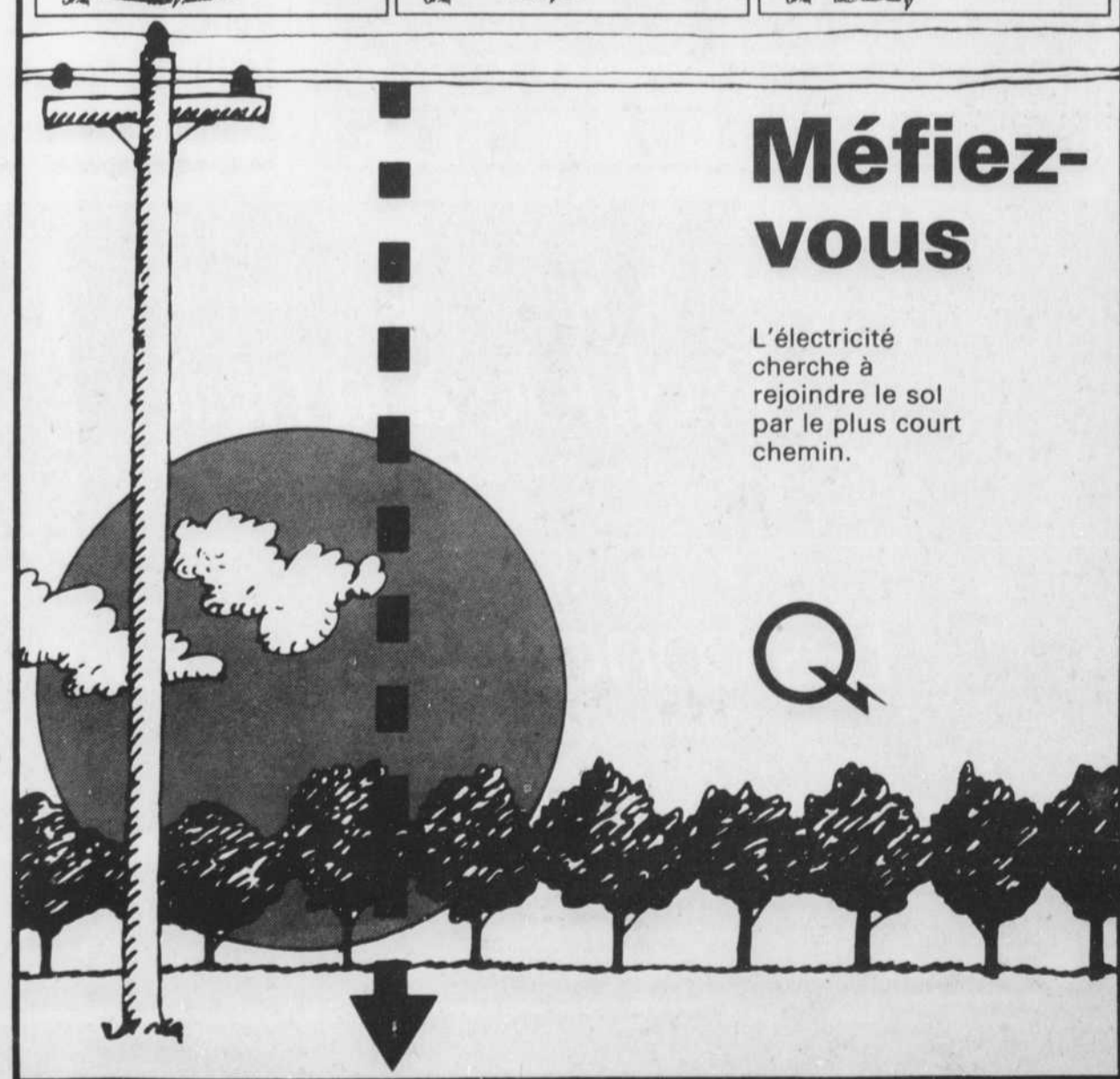
des projets conjoints avec des pays étrangers. Le second type de programme visé prévoit une participation financière conjointe ACDI-QUEBEC à la réalisation de programmes faisant appel à savoir-faire d'organismes non-gouvernementaux, les ONG. Ainsi, le Québec s'est associé à des organismes non-gouvernementaux pour dépêcher 15 professeurs aux Îles Seychelles pour une durée de deux ans. Dans ce petit pays considéré par beaucoup comme le paradis, les français et l'anglais ont le statut de langues officielles. La directive de MM. Lalonde et De Bané pénalise le Québec en ce que la présence de l'ACDI est particulièrement importante dans les pays d'Afrique francophone et que le Québec constitue le principal bassin de recrutement du savoir-faire, qu'il s'agisse de professeurs, d'ingénieurs, de médecins ou de techniciens d'autres disciplines. Selon M. Claude Morin, le boycottage du Québec profitera surtout aux francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick mais il croit que cela ne pourra suffire aux besoins de l'ACDI. L'ACDI aurait trouvé une autre façon de contourner le problème en confiant à des

firmes privées le soin de recruter l'expertise et de signer des ententes individuelles sans passer par le gouvernement du Québec. Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales soutient que la nouvelle attitude de l'ACDI s'inscrit dans le premier volet d'une offensive beaucoup plus vaste. Il parle d'un «coup de force» administratif et souligne qu'il n'y a pas seulement le Québec qui en est la victime. Cette nouvelle menace constitutionnelle a fait l'objet d'entretiens entre certains ministres provinciaux des affaires intergouvernementales. Dans le cas de l'ACDI, qui tente de contourner le gouvernement québécois pour passer par l'entremise de firmes privées, M. Morin indique que cette procédure est en outre illégale en ce qu'elle viole les articles 20 et 21 de la loi 74 qui interdisent à d'autres gouvernements, y compris le fédéral, de conclure des ententes avec des organismes publics, dont les corporations municipales, les commissions scolaires, les communautés urbaines, les universités et tous les autres dont les membres du conseil d'administration sont majoritairement nommés par le gouvernement du Québec.



## Méfiez-vous

L'électricité cherche à rejoindre le sol par le plus court chemin.



## Mais où va donc le patron tous les matins au lever du jour?

**Au marché, pardi!** Et ça fait bientôt vingt ans que ça dure. Au marché, il connaît tout le monde... et tout le monde connaît ses exigences côté fraîcheur. Car il n'entre que des aliments frais dans la cuisine de l'Auberge Saint-Tropez. Même les poissons, dont certains sont fort rares, sont importés tout frais de France, et ils agrémentent le menu du midi comme la carte du soir. Si vous êtes en quête de nouvelles expériences culinaires, l'Auberge Saint-Tropez vous séduira par l'originalité et la diversité de sa bonne cuisine du sud-est de la France et de Provence. Auberge Saint-Tropez, 1208, rue Crescent. 861-3197.

AUBERGE ST-TROPEZ

La carte American Express. Ne partez pas sans elle.

Université de Montréal Service d'animation culturelle

Des ateliers pour tous

Le Service d'animation culturelle de l'U de M organise, chaque session, des ateliers d'initiation et de perfectionnement dans différents domaines. Pour l'automne 1981, le SAC propose au public les ateliers suivants:

Chorale	Dessin (modèle vivant)
Expression sonore	Peinture (gouache)
Flûte à bec	Ballet classique
Guitare classique	Ballet-jazz
Guitare populaire	Danses folkloriques
Céramique	Danse sociale
• tournage	Taichi
• techniques manuelles	Menuiserie
• techniques mixtes	Mécanique automobile
• techniques de décoration	Photographie
• atelier libre	• maniement de la caméra 35 mm
Art textile	• prise de vue et développement N/B
• tissage haute-lisse	• techniques de développement N/B
• tissage basse-lisse	• techniques de développement N/B
• tissage techniques mixtes	• techniques de développement couleur
• filage, teinture, feutrage	Montage et encadrement
Tricot (aiguilles et crochet)	
Vitrail (Tiffany)	

Ces ateliers auront lieu durant la période du 28 septembre au 5 décembre

Les inscriptions se font en personne du lundi au vendredi au secrétariat du SAC, local C-2524 du Centre communautaire 2332, boul. Edouard-Montpetit (métro Laurier, autobus 51) du 14 au 18 septembre, de 09:30 à 20:00

Note: Les frais d'inscription doivent être payés en argent comptant ou par chèque certifié (chèques personnels et cartes de crédits refusés).

Pour information: 343-6524

## Le ton change entre Paris et Londres

LONDRES (AFP) — Deux heures d'entretien en tête-à-tête du président François Mitterrand avec le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, ont donné hier un ton nouveau aux rapports franco-britanniques, caractérisés, jusqu'à récemment encore, par une tenace acrimonie.

Le ton change mais la substance demeure et cette première rencontre du sommet de Londres, si elle a permis de dégager une volonté commune d'ouverture, n'a pas consisté en une tentative de règlement «des problèmes aigus» que connaît la communauté.

Ce qui a véritablement changé, c'est l'atmosphère des relations entre Paris et Londres. De part et d'autre, on soulignait hier soir le caractère «excellent» de l'entretien de Downing Street qui, pour être franc et ouvert, n'en a pas moins, dit-on, été empreint de courtoisie.

Cela n'a pas empêché Mme Thatcher de faire le catalogue des revendications britanniques, qu'il s'agisse de la restructuration du budget de la CEE, de la réforme de la politique agricole ou des problèmes tels que la pêche qui séparent toujours les deux pays.

Mais cet exposé ne s'est pas heurté à une fin de non-recevoir et M. Mitterrand ne s'est pas opposé à des discussions plus approfondies sur ces points et n'a pas non plus posé de préalable.

Il n'en a pas moins manifesté sa volonté de défendre avec vigueur les intérêts français au sein de la CEE. Du côté britannique, on indique que le premier ministre britannique a demandé en quelque sorte que soit fait un bilan de la situation communautaire et que le président y est prêt, à condition qu'il soit complet et ne se limite pas aux problèmes aigus évoqués par Mme Thatcher.

La volonté réciproque d'aller de l'avant n'a pas non plus empêché, par ailleurs, le chancelier de l'Échiquier, Sir Geoffrey

Howe, de réaffirmer lors de son entretien avec M. Jacques Delors, ministre français de l'Économie et des Finances, qu'il serait vain d'espérer tout progrès tant que le problème de la restructuration budgétaire ne serait pas résolu.

Le tête-à-tête entre Mme Thatcher et M. Mitterrand a également porté sur les relations bilatérales. Le président français a fait le point de la coopération entre les deux pays dans les domaines de la technologie, de la recherche et de l'industrie en général. Enfin, ils ont procédé à une mise à jour de leur évaluation de la situation en Pologne et examiné le problème de l'équilibre des forces en Europe.

Après cet entretien, les deux dirigeants se sont rendus au Royal Albert Hall, pour écouter un concert de l'orchestre de Paris dirigé par Daniel Barenboim.

La journée s'est achevée par un dîner officiel offert par Mme Thatcher.

La conversation de Downing Street reprend ce matin pour une heure et sera suivie d'un entretien élargi aux deux délégations. Une conférence de presse conjointe mettra fin à ce 6e sommet franco-britannique.

Dans le cadre des conversations entre les ministres qui accompagnent M. Mitterrand avec leurs collègues britanniques, le chef de la diplomatie française, M. Claude Cheysson, s'est entretenu avec Lord Carlington. Le ministre des Relations extérieures et le secrétaire au Foreign Office ont, en particulier, longuement parlé de la situation en Afrique australe et des perspectives de règlement du problème de la Namibie. M. André Chagnagnor, ministre délégué, chargé des Affaires européennes, a eu, de son côté, une entrevue avec Sir Ian Gilmour, secrétaire adjoint au Foreign Office, qui a consisté en un échange des points de vue respectifs à l'égard du budget communautaire et de la réforme de la politique agricole commune.

## L'expérience socialiste risque de prendre fin dès lundi en Norvège

OSLO (AFP) — Les élections pour le renouvellement du Parlement norvégien, dimanche et lundi prochains, devraient écarter des affaires le «Parti de la rose» du premier ministre, Mme Gro Harlem-Brundtland, selon les derniers sondages publiés mercredi à Oslo, qui accordent à l'opposition conservatrice une confortable avance.

Les sociaux-démocrates, au pouvoir en Norvège depuis la fin de la guerre, avec deux courtes interruptions de 1963 à 1965 et en 1973, semblent en effet voués à une cure de jeunesse sur les bancs de l'opposition, même s'ils pourraient, toujours selon les sondages, rester le parti le plus important au Storting avec 35,5% des intentions de vote. Avec leur allié socialiste de gauche, ils ne disposeraient cependant plus, avec 40% des suffrages, que de 70 mandats contre 78 actuellement.

Le Parti conservateur Hoire de l'économiste Kaare Willoch sera le grand bénéficiaire de cette érosion du pouvoir qu'avaient déjà sanctionnée les résultats des élections cantonales de 1979. Crédité de 32,1% des voix, il devrait, selon l'arithmétique électorale norvégienne, disposer de 52 élus contre 41 actuellement. Les observateurs s'attendent à ce que les conservateurs forment un cabinet minoritaire homogène s'appuyant «au coup par coup» sur un ou plusieurs des autres partis actuellement dans l'opposition.

L'opposition n'a pu s'entendre sur la définition d'un programme de gouvernement. En février dernier, les chrétiens-démocrates avaient fait savoir qu'ils ne participeraient pas à un gouvernement qui ne proposerait pas une modification de la loi libéralisant l'avortement. Ce parti, qui dispose de 22 sièges au Storting, a encore proposé une réduction des impôts pour les familles où l'épouse ne travaille pas, proposition jugée «sexiste» par les autres partis.

M. Willoch se trouve également en désaccord avec le Parti centriste (6,1% des intentions de vote). Celui-ci est opposé à deux points-programmes fondamentaux des conservateurs, qui souhaitent la fin du monopole de la radio et télédiffusion et un accroissement de la production de gaz et de pétrole en mer du Nord. Sur le premier point, un accord semble possible, le leader du parti Hoire évoquant de moins en moins la création d'une télévision commerciale au fur et à mesure que les sondages semblent confirmer qu'il sera le prochain chef de gouvernement. Il tient par contre, notamment sous la pression des milieux industriels qui le soutiennent, à ce

que la production pétrolière soit portée de 50 à 90 millions de tonnes par an, et que soit mis fin au monopole de la société d'État Statoil.

La droite a fait une campagne exploitant les aspects négatifs du relatif bien-être économique et social perceptible dans tous les pays. Elle a mis en évidence qu'au pays des «sheikhs blonds», le prix de l'essence à la pompe était parmi les plus élevés d'Europe, et que la population n'avait pas véritablement bénéficié du «boom» pétrolier, ce qui est exact, le gouvernement norvégien souhaitant avant tout rembourser les lourds emprunts contractés pour les

forages et l'exploitation en mer du Nord.

L'opposition a également dénoncé le «bureaucratisme» social-démocrate qui «paralyse les administrations», pourtant très décentralisées en Norvège. Un emploi sur cinq créé ces dernières années l'a été dans le secteur public. L'opposition a par ailleurs habilement exploité l'ultrapacifisme de l'aile gauche sociale-démocrate, pour mettre en évidence un manque d'unité des gouvernants à propos d'une éventuelle zone nordique dénucléarisée et dans les rapports avec l'OTAN.

Les politologues sont pour

tant unanimes pour estimer que les quelque 2,900,000 électeurs aspirent plus à un changement de personnel qu'à de nouvelles options politiques. En ce sens, l'éviction des sociaux-démocrates en Norvège peut être rapprochée de celle du parti-frère suédois en 1976.

Depuis dix ans, la droite marque des points en Scandinavie, comme le prouvent encore les sondages en provenance du Danemark et les difficultés du centre-gauche en Finlande. Selon les sondages réalisés pour cette consultation en Norvège, un ouvrier sur cinq votera conservateur

et 23% seulement des moins de 24 ans voteront pour un parti de gauche.

La personnalisation de ces élections a par ailleurs tourné à l'avantage de Kaare Willoch, même si «Gro», comme on l'appelle familièrement à Oslo, a réussi à rajeunir l'image de son parti en prenant en février le relais d'Odvar Nordli à la tête du gouvernement. Au cours des débats télévisés, où les deux antagonistes se tutoyaient et se prénoimaient, M. Willoch (52 ans), brillant «débatteur», a su prendre le dessus sur le charme et la personnalité de Mme Harlem-Brundtland, à l'agressivité parfois maladroitement

## Schmidt doit se battre pour faire adopter son programme

BONN (AFP) — Après avoir renoncé à imposer sa coalition, le chancelier Helmut Schmidt se bat maintenant pour faire adopter son programme économique par son propre parti.

Une fraction des sociaux-démocrates (SPD) tient en effet rigueur à M. Schmidt d'avoir

renoncé pour sauver sa coalition à imposer aux libéraux (FDP) un programme d'investissements publics dont ces derniers ne voulaient pas entendre parler. Sans un tel programme, estime-t-elle, le chômage grimperait à deux millions de sans emploi à la fin de l'hiver contre 1,3 million ac-

tuellement et les économies budgétaires record décidées pour 1982 frapperont encore plus durement les petites gens.

Or, c'est de l'attitude du SPD que dépendra le sort au Parlement du projet de budget 1982 adopté la semaine dernière par le cabinet. L'opposition chrétienne-démocrate, majoritaire à la Deuxième chambre, a en effet signalé mercredi sa volonté de démanteler une partie du projet. Si elle maintient son attitude, le budget devra être adopté alors, en vertu des règles constitutionnelles en vigueur, par la majorité absolue du Bundestag et le chancelier aura besoin de toutes les voix de son parti.

Mardi soir, dans un vote interne au groupe parlementaire SPD sur le projet de budget, 17 députés sociaux-démocrates ont refusé leur confiance

au chancelier.

Cette fronde est certes minime puisque le groupe SPD compte 218 députés. Mais dans un parti très discipliné, elle témoigne du mécontentement de la base social-démocrate à l'égard de la politique d'austérité menée par ses dirigeants.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les propos extrêmement virulents du chancelier publiés hier dans l'hebdomadaire du SPD, *Vorwaerts*. Dans cette interview, M. Schmidt explique qu'un programme de relance «comme à Paris» ne servirait à rien et qu'une politique économique à l'américaine serait tout aussi néfaste. Il souligne que c'est la crainte de l'arrivée au pouvoir de la fraction la plus conservatrice des chrétiens-démocrates (CDU-CSU) qui l'incite à préserver la coalition SPD-FDP.

## Les Pays-Bas ont un nouveau gouvernement

LA HAYE (AFP) — Après plus de cent jours d'une crise ouverte par les élections du 26 mai, les Pays-Bas ont un nouveau gouvernement, mais ils gardent le même premier ministre.

M. Andreas Van Agt, 50 ans, démocrate-chrétien, dirigera

une coalition de centre-gauche avec les socialistes et démocratie 66 (néo-libéraux) après avoir présidé quatre ans avec les libéraux une coalition dont l'électorat n'avait pas voulu la continuation.

L'équipe de 15 ministres et 17 secrétaires d'État prêteront

serment aujourd'hui devant la reine Beatrix. Elle disposera d'une majorité parlementaire confortable avec 109 sièges sur 150 à la Deuxième chambre. Dès le soir des élections, il était apparu qu'elle était la seule formule possible arithmétiquement. S'il a fallu plus de trois mois pour lui donner corps, c'est parce que les programmes et les personnes étaient difficiles à concilier.

Avec une économie qui malgré le gaz naturel et le florin lourd supporte de plus en plus mal le poids de 400.000 chômeurs (10% de la population active) les responsables néerlandais se sentent le devoir d'organiser l'austérité.

Les chrétiens-démocrates préfèrent, comme ils l'avaient fait avec les libéraux, tailler dans les dépenses de l'État. Les socialistes ont bataillé pour préserver les ressources des moins favorisés aidés par le secteur public.

Un autre point de friction a été et demeure le stationnement éventuel des nouvelles euro-fusées nucléaires de l'OTAN sur le sol néerlandais.

## les minutes de vérité

(?)

## VENEZ VOIR

la Maison de Radio-Canada

Samedi, de 13h00 à 18h00

et dimanche, de 10h00 à 18h00

10 ans, ça se fête,

Venez fêter avec nous!

1400 est, boulevard Dorchester

Station de métro Beaudry



«Le Comité provincial des malades est une cause pour laquelle je travaille quotidiennement depuis plusieurs années. Les services que nous offrons à environ 60,000 malades et personnes âgées qui vivent en permanence dans les hôpitaux et les centres d'accueil doivent être maintenus. La générosité d'un grand nombre de Québécoises et de Québécois nous a permis de relever d'immenses défis. Répondez à notre appel urgent pour la continuation de nos activités. C'est une question de vie et d'espoir».

Claude Brunet

Ci-joint ma contribution au Comité provincial des malades.  
 Nom.....  
 Adresse.....  
 Ville..... Code postal.....  
 Montant versé: \$..... Chèque  Mandat   
 Veuillez m'envoyer un reçu pour fins d'impôt



Aidez le Comité provincial des malades

Comité provincial des malades  
 Succursale Complexe Desjardins  
 C.P. 458, Montréal, H5B 1B5  
 Tél.: 842-3991

## LOTO SÉLECT

Date 09-09-81

NUMÉRO GAGNANT 0778

Ventes 118 744,00 \$

Mises de 50¢ gagnantes Lot par mise de 50¢

dans l'ordre	4	4 749,70 \$
dans n'importe quel ordre	87	395,80 \$

Le meilleur choix de musique classique sur FM

## Prélude à la nuit

Du lundi au vendredi, de 23h00 à minuit

## Les concerts de la Cité

Dimanche, de 20h00 à 22h00

## RADIO CITÉ



La station FM de l'année au Canada

INFORMATIONS INTERNATIONALES

# Les États-Unis et Israël vont renforcer leurs liens stratégiques

WASHINGTON (AFP) — Les États-Unis et Israël ont décidé d'entamer immédiatement des discussions sur « plusieurs possibilités de coopération dans le domaine stratégique », a déclaré hier le secrétaire d'État Alexander Haig.

Dans une conférence de presse à l'issue de la visite officielle à Washington du premier ministre israélien Menahem Begin, M. Haig a précisé que des discussions qui se tiendront au niveau ministériel porteront essentiellement sur l'organisation de manœuvres militaires conjointes, notamment navales, et sur le stockage en Israël de matériel américain, notamment d'équipement médical.

M. Haig a ajouté que le « dialogue stratégique » israélo-américain porterait également

sur « la poursuite d'une concertation stratégique à la lumière des menaces extérieures contre le Moyen-Orient ». Ces menaces, a-t-il ajouté, sont « soit directes, venant de l'Union soviétique ou de ses comparses, soit indirectes tel que le terrorisme ».

Le secrétaire d'État américain a cependant souligné que la portée de cette coopération stratégique entre les États-Unis et Israël serait soumise à des « limitations d'ordre politique et pratique ». Il a cité à titre d'exemple les difficultés budgétaires que connaît actuellement le gouvernement américain.

Les États-Unis et leur « partenaire stratégique » Israël, devront dans un premier temps « se pencher sur les aspects plus restreints » de la

coopération stratégique entre les deux pays, a dit M. Haig.

De son côté, M. Begin a déclaré, au cours d'une visite au Congrès, que l'accord sur le renforcement de la coopération stratégique entre Washington et Tel Aviv ne prendrait pas la forme d'un traité formel écrit, mais simplement celle d'un accord de principe.

Les deux parties, a indiqué M. Haig, vont « immédiatement entamer leurs discussions en vue de parvenir à un certain nombre de conclusions et d'arrangements conjoints ».

Les États-Unis et Israël sont ainsi convenus de ne pas laisser leur désaccord total sur la vente de matériel militaire américain à l'Arabie saoudite faire obstacle à la création de liens stratégiques bilatéraux encore plus étroits, constatait

on à Washington après la fin des entretiens entre M. Begin et le président Reagan.

Le premier ministre israélien a chargé son ministre de la Défense, M. Ariel Sharon, d'entamer dès aujourd'hui des discussions avec les responsables américains sur les aspects techniques d'un renforcement de la coopération stratégique israélo-américaine.

Il a cependant souligné qu'il n'avait à aucun moment envisagé de demander à M. Reagan, qu'il a rencontré pour la première fois mercredi, d'envoyer des forces américaines en Israël pour garantir la sécurité de l'État hébreu.

« Nous sommes depuis toujours prêts à nous défendre en cas d'attaque, mais ce qu'il nous faut ce sont les outils pour le faire », a dit M. Begin

au cours d'une conférence de presse.

M. Begin a par ailleurs exclu la possibilité d'offrir à l'armée américaine l'usage des bases aériennes d'Eilat et d'Etzion, dans le Sinaï, après le retrait israélien de ce territoire en avril 1982. Il a en effet reconnu que le président Sadate était totalement opposé à un tel projet avant d'ajouter qu'il ne cherchait nullement à embarrasser le chef de l'État égyptien.

Les deux parties, qui se sont félicitées de l'« excellente atmosphère » ayant marqué leurs discussions, n'ont pas modifié d'un iota leurs positions respectives que la vente de matériel militaire américain, dont des avions-radar AWACS, à l'Arabie saoudite.

M. Begin a maintenu jusqu'au bout que ce marché constituait un grave danger pour la sécurité d'Israël, alors que M. Reagan a souligné que les États-Unis étaient résolus à aider les pays pro-occidentaux du Moyen-Orient à faire face à la « menace soviétique ».

D'ailleurs, le secrétaire d'État américain entend rassurer, dès demain, l'Arabie saoudite sur la portée de la coopération stratégique américano-israélienne. On confirme en effet de sources américaines concordantes que M. Haig rencontrera demain à Malaga (Espagne) l'émir Fahd, prince héritier saoudite, à l'occasion d'une escale technique d'une dizaine d'heures du secrétaire d'État, qui entame dimanche une visite en Yougoslavie et en Allemagne de l'Ouest.

M. Haig a tenu à indiquer que les États-Unis demeurent fermement engagés à fournir du matériel militaire, dont cinq avions-radar AWACS et des appareils de combat F-15 à l'Arabie saoudite.

Ce marché, a souligné M. Haig, « contribuera à la sécurité de la région et dans l'intérêt des États-Unis ».

Le secrétaire d'État a également déclaré, en réponse à une question sur les inquiétudes que pourrait susciter à Ryad la visite aux États-Unis de M. Begin, qu'Israël, l'Égypte et les États-Unis étaient toujours fermement engagés à parvenir à un accord sur le problème palestinien.

M. Begin a d'ailleurs fait preuve d'un certain optimisme quant aux perspectives de succès des négociations sur l'autonomie palestinienne, qui doivent reprendre au Caire le 23 septembre prochain.

En dépit des difficultés qui devront être surmontées, M. Begin a exprimé l'espoir qu'un accord pourrait être conclu d'ici à la fin de l'année.



Le président Reagan prend congé du premier ministre Menahem Begin sur les pelouses de la Maison-Blanche après deux jours d'entretiens qualifiés de « chaleureux ». (Photolaser AP)

# Sadate fait plébisciter une nouvelle « épuration »

LE CAIRE (AFP) — L'Égypte sera à partir d'aujourd'hui le théâtre d'une « épuration » sans précédent, dont les tracts distribués hier au Caire par le parti du président Anouar Sadate donnent déjà une idée.

Les 12 millions d'électeurs égyptiens appelés hier par le chef de l'État à se prononcer par référendum sur les mesures draconiennes prises contre l'opposition politique et religieuse, sont invités dans ces tracts à dire « oui à Sadate pour lui permettre d'épurer le

pays des éléments haineux, des corrupteurs et des âmes perdues qui exploitent la religion ».

Le feu vert à cette épuration sera donné aujourd'hui à midi quand paraîtront les résultats de la consultation.

Cinq référendums ont été organisés ces cinq dernières années en Égypte, et la majorité de « oui » a été écrasante, entre 98,29 et 99,95 pour cent. À propos du référendum d'hier, le président Sadate a déclaré à la presse étrangère :

« 99,9 pour cent de la population m'appuie, vous allez voir ce qui va se passer ».

Le quotidien Al Ahrâm a aussi annoncé hier soir, dans sa première édition, que les 12 millions d'électeurs égyptiens ont approuvé à une « écrasante majorité » les mesures prises par le président Sadate contre l'opposition politique et religieuse en Égypte.

Le journal fait état de cet appui populaire unanime, selon lui, au président Sadate, quatre heures à peine après la fermeture des 25.000 bureaux de vote et le début du dépouillement du scrutin.

La première vague d'épuration a déjà déferlé sur le pays. Mille cinq cent trente-six personnes ont été arrêtées pour avoir, selon le rais, favorisé la « sédition confessionnelle » entre chrétiens et musulmans ou porté atteinte à la sécurité de la nation.

Cette opération « coup de poing » du président Sadate contre l'opposition a décapité aussi bien la puissante confrérie des Frères musulmans que l'Église copte orthodoxe.

Contre les intégristes qui voient leur guide suprême, M. Omar Telemssani, leur « émir des émir », M. Helmi Gazzar, et tous leurs émirés arrêtés, le chef de l'État a pris les mesures les plus draconiennes depuis son arrivée au pouvoir il y a 11 ans. Il a saisi leurs biens, interdit leur organe de propagande « Al Daoua » et promulgué une loi menaçant de prison tout membre d'une confrérie religieuse illégale, et de travaux forcés à perpétuité tout participant à une association ayant un caractère militaire ou « organisant des cours de culture physique à des fins combattives ». Cette dernière mesure coïncide avec la découverte d'un centre d'entraînement militaire appartenant aux Frères musulmans, où les intégristes étaient entraînés au maniement des armes et à la fabrication d'engins explosifs.

« Il n'y aura pas un nouveau Khmeiny en Égypte », a dé-

claré mercredi le président Sadate à la presse étrangère, ajoutant : « C'est tout mon peuple et non seulement la police qui écrasera les intégristes ».

Hier matin, l'hebdomadaire gouvernemental *Moussahar* montrait en couverture des femmes en tchador et de jeunes Iraniens « brûlés par les flammes de l'enfer ».

L'épuration annoncée par les tracts du parti national portera vraisemblablement sur toutes les tendances de l'opposition. Déjà la vague d'arrestations a compris des hommes politiques, d'anciens chefs de partis dissous il y a 30 ans, des professeurs d'université, des avocats, des journalistes, des dirigeants intégristes et des dignitaires de l'Église. Tous sont coupables aux yeux du président Sadate d'avoir nui à l'Égypte.

Ces événements n'ont jusqu'ici provoqué aucune révolte dans le pays, où la vie poursuit son cours habituel. Les responsables affirment que l'armée n'est pas en état d'alerte, et le Caire n'a connu que quelques heures de manifestation d'intégristes rapidement dispersés, vendredi dernier. Depuis quelques jours toutefois, on voit patrouiller dans les rues du Caire des camionnettes de la police militaire transportant six soldats au brassard rouge armés de fusils mitrailleurs, baïonnettes au clair.

# Du matériel militaire palestinien en Jordanie?

TEL AVIV (AFP) — Les organisations palestiniennes ont récemment transéré en Jordanie de l'armement lourd, de façon à pouvoir attaquer en temps opportun le port d'Eilat sur la mer Rouge et d'autres localités israéliennes, a affirmé mercredi à Washington le ministre israélien de la Défense, M. Ariel Sharon, dans des propos rapportés hier par la radio israélienne.

Selon l'envoyé spécial de l'État d'Israël, qui accompagne dans leur voyage le premier ministre Menahem Begin et ses principaux ministres, M. Sharon a fait ces déclarations au cours de l'entretien qu'il a eu avec le secrétaire d'État Alexander Haig sur le problème du Liban.

M. Sharon a affirmé, selon la radio israélienne, que ce transfert n'aurait pu se faire sans l'aide des Syriens. Les Jordaniens, a-t-il ajouté, n'ont pas la possibilité d'empêcher totalement les activités des fedayine. D'autre part, a-t-il encore affirmé, au Liban même, les Syriens continuent d'occuper progressivement des secteurs contrôlés jusque là par les chrétiens du Nord-Liban.

Concernant le Liban, Israël, a dit M. Sharon, est prêt à soutenir les efforts des États-Unis pour un règlement politique. Mais, a-t-il souligné, il ne faut pas oublier les faits; les tirs des fedayine sur l'enclave chrétienne du Sud-Liban se poursuivent.

Toutefois selon l'envoyé spécial de la radio israélienne, M.

Sharon a souligné devant M. Haig qu'Israël ne saurait accepter un règlement ne permettant pas le départ du Liban des organisations palestiniennes, une réduction très sensible des forces syriennes, dont les 500 tanks dans ce pays, a-t-il dit, sont une menace constante pour la sécurité d'Israël, et le retrait des missiles syriens de la Bekaa.

De son côté, le secrétaire d'État américain a, selon la radio, déclaré à M. Sharon qu'il ne saurait y avoir d'accord sur le Liban sans l'assentiment d'Israël. Toujours de même source, M. Haig a annoncé la prochaine reprise de la mission de M. Philip Habib en faveur du retrait des missiles et pour un accord politique d'ensemble sur le Liban.

Par ailleurs, dans une interview publiée hier par le quotidien *Yediot Aharonot*, le président Reagan a déclaré qu'Israël « n'avait aucune raison d'être inquiet quant à l'avenir, parce que les États-Unis étaient et seraient à ses côtés ». Le président américain précise dans cette interview que « les relations stratégiques israélo-américaines seront conçues sur une base de réciprocité ».

Selon M. Haig, également cité par le *Yediot Aharonot*, « le président est parvenu à la conclusion qu'un accord de coopération stratégique entre les deux pays est nécessaire ». « Votre sécurité est notre sécurité, votre force est notre force », a encore dit M. Haig.

# Manifestation violente à Kaboul

ISLAMABAD (AFP) — Plusieurs milliers de personnes ont manifesté et se sont affrontées avec la police, mardi à Kaboul, afin de protester contre la récente décision des autorités de mobiliser les réservistes, a-t-on appris de plusieurs sources à Islamabad.

Selon une source proche du groupe dissident afghan Jamiat Islami Afghanistan basé à Peshawar, la police a ouvert le feu afin de disperser la manifestation à laquelle participaient de nombreuses femmes. La fusillade a fait de nombreuses victimes, affirme-t-on de même source, précisant qu'un témoin aurait assisté à l'évacuation de cinq manifestants tués.

Cette agitation aurait été déclenchée par la décision gouvernementale de mobiliser les militaires de réserve âgés de plus de 35 ans. Les autorités de Kaboul avaient déjà vidé la capitale des jeunes de plus de 17 ans, affirmant les rebelles, et la nouvelle loi risque de faire de Kaboul une ville presque exclusivement féminine.

Les manifestations contre le « régime marxiste » et l'Union soviétique, se seraient poursuivies durant toute la journée de mardi.

Selon les sources proches du Jamiat Islami la manifestation de mardi était ouverte par des mères palmadiant : « Sauvez nos fils ».

L'intervention policière aurait, selon la même source, accru le nombre des manifestants. Il y a eu, affirme cette source, des mouvements similaires dans toute la capitale afghane. Les manifestants criaient notamment « Allah-o-Akbar » (Allah est grand) et « La victoire pour le moudjahidine ».

L'ordre de mobilisation a été donné lundi par le chef d'état-major de l'armée afghane, le général Baba Jan qui a averti les contrevenants qu'ils s'exposeraient à la rigueur de la loi. Dans une déclaration à Radio-Kaboul, il a expliqué que le rappel des réservistes était nécessaire pour éradiquer les « contre-révolutionnaires » et faire face à l'intensification de la guerre non déclarée que, selon lui, la Chine et les États-Unis mènent contre le régime.

« 99,9 pour cent de la population m'appuie, vous allez voir ce qui va se passer ».

Le quotidien Al Ahrâm a aussi annoncé hier soir, dans sa première édition, que les 12 millions d'électeurs égyptiens ont approuvé à une « écrasante majorité » les mesures prises par le président Sadate contre l'opposition politique et religieuse en Égypte.

Le journal fait état de cet appui populaire unanime, selon lui, au président Sadate, quatre heures à peine après la fermeture des 25.000 bureaux de vote et le début du dépouillement du scrutin.

La première vague d'épuration a déjà déferlé sur le pays. Mille cinq cent trente-six personnes ont été arrêtées pour avoir, selon le rais, favorisé la « sédition confessionnelle » entre chrétiens et musulmans ou porté atteinte à la sécurité de la nation.

Cette opération « coup de poing » du président Sadate contre l'opposition a décapité aussi bien la puissante confrérie des Frères musulmans que l'Église copte orthodoxe.

Contre les intégristes qui voient leur guide suprême, M. Omar Telemssani, leur « émir des émir », M. Helmi Gazzar, et tous leurs émirés arrêtés, le chef de l'État a pris les mesures les plus draconiennes depuis son arrivée au pouvoir il y a 11 ans. Il a saisi leurs biens, interdit leur organe de propagande « Al Daoua » et promulgué une loi menaçant de prison tout membre d'une confrérie religieuse illégale, et de travaux forcés à perpétuité tout participant à une association ayant un caractère militaire ou « organisant des cours de culture physique à des fins combattives ». Cette dernière mesure coïncide avec la découverte d'un centre d'entraînement militaire appartenant aux Frères musulmans, où les intégristes étaient entraînés au maniement des armes et à la fabrication d'engins explosifs.

« Il n'y aura pas un nouveau Khmeiny en Égypte », a dé-

claré mercredi le président Sadate à la presse étrangère, ajoutant : « C'est tout mon peuple et non seulement la police qui écrasera les intégristes ».

Hier matin, l'hebdomadaire gouvernemental *Moussahar* montrait en couverture des femmes en tchador et de jeunes Iraniens « brûlés par les flammes de l'enfer ».

L'épuration annoncée par les tracts du parti national portera vraisemblablement sur toutes les tendances de l'opposition. Déjà la vague d'arrestations a compris des hommes politiques, d'anciens chefs de partis dissous il y a 30 ans, des professeurs d'université, des avocats, des journalistes, des dirigeants intégristes et des dignitaires de l'Église. Tous sont coupables aux yeux du président Sadate d'avoir nui à l'Égypte.

Ces événements n'ont jusqu'ici provoqué aucune révolte dans le pays, où la vie poursuit son cours habituel. Les responsables affirment que l'armée n'est pas en état d'alerte, et le Caire n'a connu que quelques heures de manifestation d'intégristes rapidement dispersés, vendredi dernier. Depuis quelques jours toutefois, on voit patrouiller dans les rues du Caire des camionnettes de la police militaire transportant six soldats au brassard rouge armés de fusils mitrailleurs, baïonnettes au clair.

commenter le fait qu'il a « un rival », le candidat proposé par l'Organisation de l'unité africaine au cours de son dernier sommet, M. Salim Ahmed Salim, ministre des Affaires étrangères de Tanzanie. En fait, on a toujours estimé à l'ONU que M. Salim éprouverait de grandes difficultés à surmonter les objections que les États-Unis, nantis du droit de veto au Conseil de sécurité, font à ses conceptions du rôle des Nations unies et de leur secrétaire général.

Les observateurs notent par ailleurs que M. Waldheim a effectué, au cours des derniers mois, des visites dans toutes les capitales des pays membres permanents du Conseil de sécurité et qu'il serait surprenant qu'il ait officiellement annoncé sa candidature s'il ne s'était pas senti en mesure de compter sur les appuis nécessaires.

Au cours de sa conférence de presse, M. Waldheim a par ailleurs déclaré que l'Assemblée générale allait se réunir pour sa 36e session, mardi prochain, à un moment où de nombreux aspects de la situation internationale sont grandement angoissants. Il a évoqué à cet égard le fait que les relations Est-Ouest sont au plus bas, les menaces que font peser la course aux armements de destruction massive et l'impasse dans le dialogue Nord-Sud.

# Pinochet prolonge l'état d'exception

SANTIAGO (AFP) — Le gouvernement militaire chilien a décidé de prolonger l'état d'exception de six mois à partir d'aujourd'hui, a indiqué jeudi à Santiago un décret publié au journal officiel.

Selon des dispositions transitoires de la constitution, le président Augusto Pinochet pourra, pendant ces six mois, faire procéder à l'arrestation de personnes dans des lieux qui ne soient pas des prisons,

restreindre le droit de réunion et la liberté d'information pour les nouvelles publications.

Il pourra également faire expulser des personnes du Chili, interdire leur retour ou les confiner en n'importe quel point du pays pour trois mois.

Les peines de prison seront automatiquement prolongées pour ceux qui auront transgressé les mesures prises.

commenter le fait qu'il a « un rival », le candidat proposé par l'Organisation de l'unité africaine au cours de son dernier sommet, M. Salim Ahmed Salim, ministre des Affaires étrangères de Tanzanie. En fait, on a toujours estimé à l'ONU que M. Salim éprouverait de grandes difficultés à surmonter les objections que les États-Unis, nantis du droit de veto au Conseil de sécurité, font à ses conceptions du rôle des Nations unies et de leur secrétaire général.

Les observateurs notent par ailleurs que M. Waldheim a effectué, au cours des derniers mois, des visites dans toutes les capitales des pays membres permanents du Conseil de sécurité et qu'il serait surprenant qu'il ait officiellement annoncé sa candidature s'il ne s'était pas senti en mesure de compter sur les appuis nécessaires.

Au cours de sa conférence de presse, M. Waldheim a par ailleurs déclaré que l'Assemblée générale allait se réunir pour sa 36e session, mardi prochain, à un moment où de nombreux aspects de la situation internationale sont grandement angoissants. Il a évoqué à cet égard le fait que les relations Est-Ouest sont au plus bas, les menaces que font peser la course aux armements de destruction massive et l'impasse dans le dialogue Nord-Sud.

# Waldheim est à nouveau candidat

NATIONS UNIES (AFP) — M. Kurt Waldheim, 62 ans, a annoncé, hier à New York au cours d'une conférence de presse, qu'il était candidat au renouvellement de son mandat quinquennal de secrétaire général des Nations unies.

Après avoir souligné qu'il avait trouvé une source constante d'encouragement dans la coopération et les marques de confiance dont il faisait l'objet, à un moment où la communauté internationale est confrontée à des crises nombreuses et à des problèmes sans solution jusqu'ici, M. Waldheim a ajouté : « Je trouve approprié de déclarer maintenant que si le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale en venait à un nouveau mandat, je considérerais comme un devoir et un honneur d'accepter cette responsabilité ».

M. Waldheim, diplomate autrichien, est devenu pour la première fois secrétaire général des Nations unies en 1971. Son mandat a été renouvelé en 1976. Il s'agit donc d'un troisième mandat de cinq ans. Les secrétaires généraux des Nations unies sont élus par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil de sécurité. Le droit de veto des membres permanents s'exerce dans la procédure de désignation du candidat à proposer à l'Assemblée.

M. Waldheim a refusé de

commenter le fait qu'il a « un rival », le candidat proposé par l'Organisation de l'unité africaine au cours de son dernier sommet, M. Salim Ahmed Salim, ministre des Affaires étrangères de Tanzanie. En fait, on a toujours estimé à l'ONU que M. Salim éprouverait de grandes difficultés à surmonter les objections que les États-Unis, nantis du droit de veto au Conseil de sécurité, font à ses conceptions du rôle des Nations unies et de leur secrétaire général.

Les observateurs notent par ailleurs que M. Waldheim a effectué, au cours des derniers mois, des visites dans toutes les capitales des pays membres permanents du Conseil de sécurité et qu'il serait surprenant qu'il ait officiellement annoncé sa candidature s'il ne s'était pas senti en mesure de compter sur les appuis nécessaires.

Au cours de sa conférence de presse, M. Waldheim a par ailleurs déclaré que l'Assemblée générale allait se réunir pour sa 36e session, mardi prochain, à un moment où de nombreux aspects de la situation internationale sont grandement angoissants. Il a évoqué à cet égard le fait que les relations Est-Ouest sont au plus bas, les menaces que font peser la course aux armements de destruction massive et l'impasse dans le dialogue Nord-Sud.

## VIENT DE PARAÎTRE!

**PAR JACQUES BOUCHARD, L'AUTEUR DES "36 Cordes Sensibles"**

### L'autre PUBLICITÉ

LA PUBLICITÉ SOCIÉTALE

\$16.95 (hors de poste inclus)

ON N'ÉCHAPPERA PAS À LA PUBLICITÉ SOCIÉTALE!

"... elle vise avant tout à sensibiliser l'opinion, à informer, à éduquer..."

(A.C.A. 9-10-80)

"C'était la profession de foi traditionnelle des grandes entreprises de croire que la meilleure stratégie en communication est une qui ne heurte personne et qui ne fait pas de vagues. Mais cela est dépassé."

Irving Kristol, 18-2-78, Wall Street Journal.

"Reste à savoir si la publicité qui arrive à vendre des millions d'automobiles chaque automne peut aussi empêcher les automobilistes de s'entretuer sur les autoroutes."

J. Caplan, Bulletin A.F.C.I., 9-4-79

LE CAS DES ENFANTS MALTRAITÉS DU QUÉBEC

208 pages  
46 illustrations.

JACQUES BOUCHARD

ÉDITIONS HÉRITAGE  
300, rue Arran, St-Lambert, Qué. J4R 1K5

Je veux recevoir \_\_\_\_\_ exemplaire(s) de "L'autre publicité" à \$16.95 l'exemplaire, hors de poste inclus, dans les 15 jours suivant la réception de ce bon de commande. Ci-joint mon chèque (ou mandat-poste) de \$ \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

## les minutes de vérité

(?)

## Les rendez-vous de la librairie HERMÈS

Elisabeth Marchaudon, libraire

Vous avez rendez-vous avec

### FLORA GROULT

Une vie n'est pas assez parue aux Éditions Flammarion

Le vendredi 11 septembre de 15 h 30 à 17 h.

1120 ouest, ave. Laurier (entre Querbes et De l'Épée)  
Outremont, Montréal — Tél.: 274-3669

## TROÏKA

Pour un festin de tsar,  
la Troïka, da! da!

Que ce soit pour un repas d'affaires ou une soirée romantique, la Troïka est l'endroit idéal pour savourer les merveilles de la France et de l'ancienne Russie.

Le poulet à la Kiev, le boeuf Stroganoff ou toute autre savoureuse spécialité s'arrosent de vins français et de vodka authentiquement russe. Le midi, la Troïka vous offre son repas d'affaires gastronomique où l'on retrouve ces délices exotiques que sont le steak tartare, le shashlik Troïka ou les piroshki garnis.

Laissez-vous charmer par les mélodies tziganes et vivez des moments inoubliables au cœur de la Russie des tsars.

Troïka, 2171, rue Crescent, 849-9333.

AMERICAN EXPRESS  
La carte American Express. Ne partez pas sans elle.™



# Le mont Saint-Michel

## Au-péril-de-la-mer

Le mont Saint-Michel est une des plus grandes attractions de France. Il était déjà un lieu de piété au temps des Gaulois qui venaient y adorer leurs dieux. Il se situe en Normandie, au grand dam des Bretons qui auraient bien voulu avoir le mont dans leur province... Car même s'il se trouve sur la limite de la Normandie et de la Bretagne, il est bel et bien en territoire normand.

Les Bretons accusent la rivière Couesnon de cette erreur géographique en disant: «Li Couesnon a fait folle/Si le Mont en Normandie!».

A l'origine, ce rocher de granule était rattaché à la terre ferme et entouré par la forêt de Sissy. Puis un raz de marée l'isola et il ne fut alors accessible qu'à marée basse. Et comme ici se produisaient les plus hautes marées d'Europe, s'étendant sur 15 km de longueur et accusant des différences de niveau de 15 mètres, le mont était au Moyen Age si difficile d'accès qu'on l'appela alors Saint-Michel-au-péril-de-la-mer.

Pour plus d'un pèlerin ce voyage en Normandie était souvent le dernier, à cause des enlacements fréquents qui se produisaient. Ce n'est qu'à la fin du siècle dernier que l'on construisit une digue, rendant l'accès du mont possible en tout temps.

Le mont, surnommé la Merveille de l'Occident, est vénéré depuis plus d'un millénaire tant par les fervents que par les voyageurs, car il attise l'imagination de chacun: joyau sorti de la mer, dominé par une abbatale, ceinturé de

par **Monique Nuytemans**

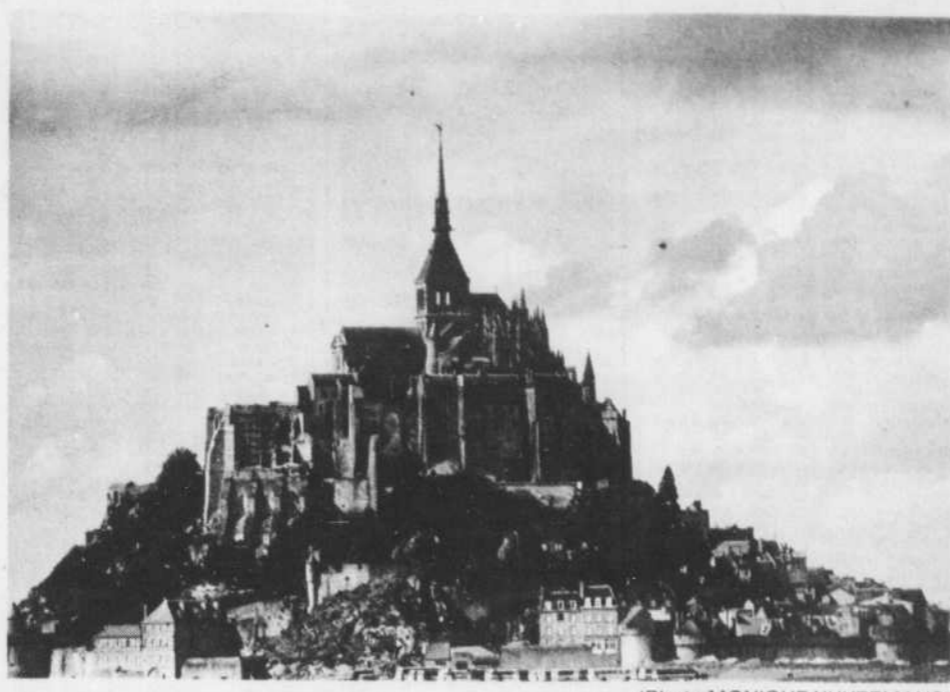
remparts et habite par une centaine de citoyens qui y vivent de la restauration, de l'hôtellerie et du commerce de souvenirs.

La légende raconte qu'au 7<sup>e</sup> siècle l'archange Michel apparut à Aubert, évêque d'Avranches, et lui ordonna d'élever un oratoire sur le mont. Quand un archevêque ordonna et qu'on est évêque, on obéit. La construction fut mise en marche. C'était une entreprise de taille que de construire une basilique sur un rocher.

La finition prit plusieurs siècles. De là les différents styles qu'accuse l'abbatale. On y retrouve du roman dans le goût du temps de son origine, puis du gothique plus tardif, et du gothique flamboyant plus tardif encore.

Les différents niveaux en font une église très spéciale. Le tour complet prend une heure. On s'étonne d'y trouver un cloître, tout au sommet, chose dont on ne se doute même pas quand on traverse la porte donnant accès au mont qui semble totalement surmonté par de la pierre.

C'est en grimpaient par la rue unique bordée de magasins et d'un restaurant célèbre pour ses omelettes — celui de la Mère Poulard — qu'on accède à la basilique. On s'étonne aussi de trouver sur un roc un jardin-potager et d'apprendre que le mont a sa propre mairie, son école, son bureau de poste et son cimetière.



(Photo MONIQUE NUYTEMANS)

### Merveille de l'Occident

Vénéré depuis plus d'un millénaire, le mont Saint-Michel continue d'attiser l'imagination des fidèles aussi bien que des voyageurs. Une centaine de citoyens y vivent de la restauration, de l'hôtellerie et de la vente de «souvenirs».

La visite du mont Saint-Michel devrait se faire en deux fois. Une première pour monter jusqu'à l'abbatale, s'extasier sur ce monument roman d'une part, gothique de l'autre, s'émerveiller de la clarté de la nef, dans son style gothique normand, véritable hymne à la lumière. Passer ensuite par les différentes salles de l'abbaye: la chambre des visiteurs, le réfectoire orné de fines colonnettes agis-

sant chacune comme un puits de lumière.

Dans le cloître les iris étaient en fleurs lors de mon passage et dans la baie, à mes pieds, il y avait la mer et le rocher de Tombelaine que l'on peut rejoindre à pied quand la marée est basse.

Le soir le mont est éclairé et apparaît comme un somptueux et légendaire paquebot au cœur de la nuit et des flots.

C'est pourtant au petit matin qu'il faudrait revenir voir le mont et s'imprégner cette fois d'une vue d'ensemble en faisant la promenade sur les remparts. De là la silhouette élégante et élancée de l'abbaye apparaît mieux encore. En la contournant on est plus à même d'admirer les différents styles dont elle se pare.

L'abbaye devint une prison politique au cours de la Révolution française et le demeura jusqu'en 1863. Mais elle fut classée «monument historique» en 1874.

Lorsqu'il fut question d'abolir le mont comme institution carcérale, les commerçants de l'endroit se rebelèrent. Ils faisaient des affaires d'or avec les familles de prisonniers qu'ils hébergeaient, nourrissaient... au prix fort. En abolissant la prison, ces commerçants croyaient devoir fermer leurs portes.

Mais ils se portèrent très bien merci! Car rares sont aujourd'hui les visiteurs du mont qui ne rapportent soit une poupée, une coquille, des biscuits, l'un ou l'autre souvenir de bazar, si ce n'est quelque chose de plus substantiel comme de la poterie de Quimper... qui est pourtant bretonne. Mais les querelles de clocher ne regardent pas les touristes.

M. Nicolle qui est le maire du mont Saint-Michel règne sur 180 citoyens et, annuellement sur 1,6 million de touristes... Mais il est aussi président des Logis de France. Il fait connaître, à la fois, la beauté de cette attraction unique et la façon de pouvoir en goûter sans qu'il en coûte une fortune.

En effet, que ce soit en Normandie ou ailleurs en France, en logeant dans des logis de France (la liste est à la disposition des touristes aux Services officiels du tourisme français) on s'en tire facilement pour \$20,00 par nuit, pour deux, avec petit déjeuner et salle de bain.

Mais il faut savoir que dans les petits endroits ces «logis» sont souvent beaucoup mieux tenus et beaucoup plus sympathiques que dans les grandes villes, où entrent dans cette catégorie des hôtels à bas prix, souvent bruyants, avec standards peu élevés et qui, par surcroît, ne servent le plus souvent pas de repas. Tandis que dans les campagnes — et je songe à l'hôtel du Tribunal à Mortagne-au-Perche, au K. Motel au mont Saint-Michel, à l'hôtel de la Poste à Falaise — pour n'en nommer que quelques-uns que je recommande particulièrement. Tous ces endroits tiennent également une excellente table à un prix des plus raisonnables.

# Promenade en Irlande

par **Sylvie Gagnon**

les creux et bosses. En dépit du climat, elles ressemblent plus aux habitations espagnoles qu'aux maisons nord-américaines.

Vu à Dublin, un autobus à deux étages complètement tapissé des motifs des chocolats Smarties. Et le Trinity College, une enclave hors du temps, un bel enclos de pierre où l'on (les Tudor) aurait bien aimé voir encourager la culture anglaise en Irlande. Mais cet idéal n'a pas encore été réalisé... Je quitte la ville pour traverser l'Irlande de bord en bord jusqu'à Sligo. Il y a une belle promenade à faire sous la brume autour d'un lac, Lough Gill, où le poète Yeats habita à une certaine époque de sa vie. Ça n'a pas dû tellement changer depuis ces jours-là. Le propriétaire du «Bed and Breakfast» me suggère un bar dans une ruelle. Les tabourets sont de paille tressée. La clientèle est simple. Il y a de vieux tonneaux contenant de

la bière sous pression, des marmittes et bouillottes en cuivre au-dessus du comptoir, un immense foyer et des miroirs annonçant des noms d'«old Irish whisky». Et un éclairage tamisé, multicolore, qui se reflète sur le métal. Pour finir la soirée, nous irons dans le petit cimetière où le poète est enterré, à quelques kilomètres de là. Sous la lune, on entend des bruits. Cet endroit est hanté... par un clochard qui finit sa bouteille.

A Ballina, située plus au sud, au marché de bétail, j'ai rencontré les enfants itinérants. Une petite fille m'a approché avec assurance pour recevoir de l'argent. Elle était habillée de façon comique, avec des vêtements dépareillés, tailles et couleurs. Ses ancêtres erraient comme ça depuis 300 ans en Irlande. Cromwell et ses armées menaient une campagne dans ce pays et certains de ces hommes continuèrent de mener une vie nomade. Et leurs enfants. Le marché de Ballina sous la pluie, c'était le moyen âge. Je marchais à reculons sur

Achill Island, mon sac-à-dos me protégeant un peu de la pluie. J'étais trempée quand un couple de la région m'ont fait monter à bord de leur camionnette. On a fait de la place aussi pour le facteur et sa bicyclette. Il y a toujours une odeur de charbon dans l'air, ou plutôt de cette sorte de briquelette (turk) qu'ils utilisent, qui est du charbon à un stade primaire, de la tourbe. Ils n'ont qu'à se servir du sol des alentours. La pluie cesse. Je poursuis ma promenade et un homme à bicyclette me dépasse. Devant une église, il lâche le guidon pour faire le signe de la croix. J'ai marché une vingtaine de kilomètres aujourd'hui; certaine plage m'a fait penser aux Iles-de-la-Madeleine. Il y a aussi que sur Achill Island les forêts sont aussi rares que là-bas. On prend un café sans enlever vestes et foulards dans un bar perdu, sans enseigne, et qui fait aussi épicerie.

Galway, là la broue sur la bière brune est si épaisse qu'on peut y dessiner un trèfle. C'est ce qu'a fait le bar-

man du King's Head, le pub que tous m'ont recommandé. Les six pennies de monnaie étaient attachés avec du papier collant au paquet de cigarettes lorsqu'il est tombé de la distributrice. La vie irlandaise fonctionne à une échelle humaine, quoi! J'ai passé l'après-midi à lire mes nouvelles acquisitions sur la pelouse du Eire Square et à repenser à la promenade de bord de mer de Currae à Mulrany, un coin très sauvage; pendant des kilomètres il n'y avait que le soleil, les moutons et moi.

Salthill, plus au sud de Galway, c'est quelque chose comme un mélange des Sables-d'Olonne en France et d'Atlantic City. Une station balnéaire hors saison, avec ses stands de machines à boules désertes. C'est triste. On me parle de Lisdoonvarna où, au mois de septembre, il y a de la danse, de grandes soirées de dans et la coutume dit que les Irlandaises y trouvent un mari. De là, je me rendrai à Doolin. C'est un rendez-vous pour les musiciens d'«Iris traditional» à cette époque de l'année. Là, c'est chez McGuinn que ça se passe. Ça dure toute la soirée, toute la semaine. On y connaissait et estimait Ti-Jean Carignan qui s'est rendu en Irlande plusieurs fois. Le lendemain on va sur les falaises crevassées de Doolin d'où la mer surgit de chaque trou. L'Irlande, c'est liquide: champs jaunes, toits de chaume, buée sur les vitres.

L'Irlande: des châteaux gris, des «betting offices» pour les courses de chevaux, un pub à toutes les trois portes, des soupes et du café insipides, du bon bacon, Yeats et Joyce à lire un jour.

la Librairie Ulysse

**SOLDE**

Profitez de réductions allant de 25 à 40% sur nos plus beaux livres

1208 St-Denis, Montréal H2X 3J5

843-7135 Fermé le lundi

VOYAGES va TRAVEL

4824 Côte des Neiges Montréal, Qué. Détenteur d'un permis du Québec

**PRIX IMBATTABLES**

<b>HAÏTI</b> Avion, hôtel, transferts 2 repas par jour. 14 jours. \$699 CAN.	<b>ST-DOMINGUE</b> Avion, hôtel, transferts 14 jours. \$699 CAN.
<b>COSTA RICA</b> 14 jours. \$699 CAN.	6 jrs à San José - 8 jrs de plage Avion, hôtel, transferts, visites.
<b>SPÉCIAL FLORIDE (POMPANO)</b> avion - hôtel 1 sem. \$316 CAN.	<b>SPÉCIAL CARNAVAL DU BRÉSIL</b> 2 sem. Départs les 23 déc. et 18 fév. avion, transferts, app. \$1,499 CAN.
<b>MIAMI</b> Avion - hôtel - 7 petits déjeuners et cuisinette 1 sem. \$289 CAN.	<b>HAWAII</b> avion - hôtel 2 sem. \$895 CAN.
<b>CALIFORNIE - LAS VEGAS</b> possibilité Los Angeles et San Francisco \$332	<b>FIESTA AU PÉROU</b> DÉPART LE 23 DÉCEMBRE 8 jours - 7 nuits \$738 U.S.
<b>EQUITOS, MACCHU PICCHU - LIMA - CUZCO - DE MIAMI</b> avion, hôtel de luxe - quelques repos (occupation double)	<b>Égypte - Le Caire</b> avioa \$799 Can. Luxor et Croisière sur le Nil.

Mme Olivier Tél.: 735-4526/738-3821/376-4215

**NEW-YORK**

Fin de semaine de l'Action de Grâce du 9 octobre le soir au 12 octobre

Départs	Base double
de Montréal	\$159
de Québec	\$169
de Sherbrooke	\$159
de Drummondville	\$169

- Transport aller-retour en autobus climatisé
- 2 nuits d'hôtel au Milford Plaza
- Taxes et service
- Représentant Nortour
- Le Sheraton City Square est également disponible

**Nortour**

Voyez votre agent de voyages

**Amérique du Sud**

Le Grand Circuit de l'autre Amérique en 3 semaines

Voyages accompagnés de Montréal Guides de langue française

6 au 28 novembre 81  
12 février au 6 mars 82  
19 mars au 10 avril 82  
4 PAYS

**PÉROU — BOLIVIE ARGENTINE — BRÉSIL**

Traversée du lac Titicaca en hydroglisseur  
Les chutes Iguassu

Séjour de 5 jours à l'hôtel RIO PALACE sur la plage de Copacabana

Prix — Arr. terrestres U.S. \$1885  
Billet d'avion Can. \$1413

**terratours**

Détenteur d'un permis du Québec

**AEROLINEAS ARGENTINAS**

Consultez votre agent de voyages

**La République Populaire de CHINE 1981**

2 voyages de 22 jours accompagnés de Montréal guides de langue française

18 jours en Chine — 2 jours à Hong Kong  
PÉKIN — NANKIN — SHANGHAI SOOCHOW — KWEILIN — CANTON HONG KONG — VANCOUVER MONTRÉAL

6 au 28 octobre Can. \$4048

16 jours en Chine — 4 jours à Hong Kong  
PÉKIN — NANKIN — YANGCHOW CHENKIANG — SHANGHAI HANGCHOW — CANTON HONG KONG — VANCOUVER MONTRÉAL

13 octobre au 4 novembre Can. \$3925

**terratours**

Détenteur d'un permis du Québec

**CPAir**

Voyez votre agent de voyage

**POUR L'EUROPE**

Réservez vos billets d'avion au prix économique

VOL WARDAIR SUR LONDRES EXCEPTIONNEL \$459 CAD — Vol Air Canada — Air France Vacances (Paris) \* \$459 CDA \* Paris New-York — BRUXELLES ET RETOUR billet ouvert sur un an \$459 US — Stand By aller N-Y Bruxelles \$169 US — New-York Bruxelles aller confirmé \$252 US.

LOCATIONS AUTOMOBILES ET CAMPS, assurances autos internationales, permis international, etc...

**SPÉCIAL ACHAT RACHAT**

LOUEZ HORS TAXE livraison depuis Paris-Bruxelles-Amsterdam-Francfort:

3 semaines assurances internationales incluses Renault 5 GTL \$499 CAD — \* Citroën via spécial \$588 — \* Mini 1000 automatique \$671 — \* Mini 1000 \$591 — Simca Talbot LS \$499 \*\*\* Renault 18 GTL \$649 CAD — Citroën 2 CV \$429 \*\* VW polo-golf — \* Peugeot 104-305 et 505 — \*\* Fiat 65-75 — Renault spécial livraison Francfort et Amsterdam avec surcharge.

**SERVICE EUROPÉEN DE TOURISME AUTOMOBILE**

depuis 28 ANS au service des voyageurs, a inventé et innové pour vous le plan financé dit «Achat-rachat» et le kilométrage illimité... profitez-en au maximum.

tél.: 281-1040

**VOYAGES SETA VOYAGES**

RESERVATIONS BILLETS: AVION-BATEAUX-TRAINS pour l'Europe. TOURS Cuba, Mexique, Club Med, etc...

**MONTRÉAL PARIS à partir de \$459**

**TOURING CLUB DE FRANCE**

2050 Mansfield, Mezzanine B  
Métro Peel — Tél.: 281-1040

\* Livraison aéroport de Bruxelles  
\*\* Fiat: livraison gratuite Nice  
\*\*\* Avec billets d'avion

PERMIS DU QUÉBEC

**LES VOYAGES HONE**

Voyages groupes accompagnés de Montréal guides de langue française

**ROUTE DES VINS ET DES CHÂTEAUX**

Du 25 octobre au 8 novembre

La Touraine - La Bourgogne - La Côte des Nuits - Le Beaujolais - L'Alsace - La Champagne.

Circuit 11 jours - Paris 2 jours.

Prix: \$2,495 Suppl. simple \$299

Tarif aérien inclus — 5 repas non compris.

**LA GRÈCE**

Du 26 sept au 17 oct 81 Départ garanti

Séjour de 12 jours. Circuit en autocar: Grand Tour de Grèce. Croisière de 7 jours sur l'Aquarius.

Billet avion Can \$913 Arr. terrestres et croisière US \$1715

**INDE/NEPAL/SRI LANKA (CEYLAN)**

3 au 28 novembre 81

Bombay — Delhi — Katmandou — Bénarès — Khajuraho — Agra — Jaipur — Udaipur — Colombo — Kandy — Madras.

Billet avion Can \$1787 Arr. terrestre US \$1690

**EXTRÊME-ORIENT**

Japon — Hong Kong — Bali — Singapour — Bangkok — Manille — Honolulu

30 avril au 24 mai 5 au 29 novembre

Arrangements terrestres \$1895 US  
Tarif aérien \$2244 Can

**LES VOYAGES HONE INC.**

1460, AV. UNION — Tél.: 845-8221

MONTRÉAL H3A 2B8

le métro à notre porte - station McGill/Union

Bureau ouvert tous les jours de 8h30 à 18h

Le jeudi jusqu'à 21h

DÉTENTEUR D'UN PERMIS DU QUÉBEC

**Tourbec**

vous fait voyager

Montréal/ Ft Lauderdale a.r. \$175	Montréal/ Paris a.r. \$592
Montréal/ Miami a.r. \$175	Montréal/ Amsterdam a.r. \$499
Montréal/ Los Angeles a.r. \$399	Montréal/ Bruxelles a.r. \$592
New-York/ Bruxelles aller \$199	Montréal/ Athènes a.r. \$869
New-York/ Londres aller \$179	Montréal/ New-York aller \$56

Notes: Ces prix peuvent varier selon les dates de départ et certains tarifs sont sujets à des conditions de réservation, d'annulation et de limite de séjour. Tous ces prix sont sujets à changement sans préavis. Taxes canadienne du U.S.

Ouverts de 8 heures de 1100 à 1800

Tourbec Montréal 1460, rue St-Denis 288-4455 3506, av. LaCombe 342-2961

Tourbec Québec 25, rue d'Auteuil 684-0424

Tourbec Sherbrooke 74, rue Wellington Nord 583-4474

Détenteur d'un permis du Québec

BOURSE ET ECONOMIE

Hausse des cours

Les cours ont repris hier une partie du terrain perdu ces derniers jours, à la Bourse de Toronto, l'indice progressant de 18,80 points à 2067,30, le plus important gain depuis le 1er septembre.

Des dix composantes de l'indice ont avancé, notamment les immobilières et la construction, qui gagnent 262,03 points à 6484,14.

Parmi les autres groupes perdants, les sociétés de gestion viennent en tête avec un recul de 27,79 points à 1951,55.

Le volume s'inscrit à 5,96 millions d'actions contre 7,71 mercredi. Du côté industriel, National Sea Products a gagné 2-8 à \$110-7,8, Miel Cor 1-7-8 à \$30-1,2, Northern Telecom 1-2 à \$44-1,4.

Parmi les mines, United Ken Hill avance de 1-8 à \$24-7,8, Caroll Mines 1-2 à \$25 et Brenda Mines 1-8 à \$16-3,4, Hollinger Argus chute de 2 à \$28 et Afrim Mines 3-4 à \$57.

Du côté des pétroles, Occoel Industries gagne 2 à \$43-3,4, Numac Oil and Gas 1-2 à \$36 et Conventures 1-4 à \$10-8, PanCanadian Pete cède 8 à \$80 et Skye Resources 1-4 à \$9-1,4.

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock prices for various companies including AMCA Int, Abitibi, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

NONI REA

Mitel à \$30,50

Reprise jeudi à la Bourse de Montréal, où l'indice gagne 14,41 point à 331,47, grâce aux gains réalisés par huit de ses 11 composantes.

Au total, 642,434 actions sont traitées, contre 880,535 mercredi. L'indice, les bourses avancent à 474 à \$34,21, les services publics 2,33 à 235,38, les papeteries 0,62 à 224,79 et les industrielles 0,51 à 358,87, tandis que les pétroles perdent 1,70 à 651,64.

Mitel gagne 1-8 à \$30-1,2, Consolidated Bathurst A 7-8 à \$22-3,4, Alcan 3-4 à \$31-8, Banco royale 3-4 à \$26-5,8, Hiram Walker 5-8 à \$25-7,8.

Total Petroleum 3-8 à \$20-3,4, Inco 3-8 à \$17-1,2, Dome Mines 3-8 à \$28-3,8, Dome Pete 3-8 à \$18-5,4, Bell 3-8 à \$12-1,2 et Stelco 3-8 à \$33-1,4.

Du côté des pétroles, Shell chute de 1-2 à \$23, Fairview A 1-2 à \$36-1, et Texaco 1-4 à \$34-3,4, tandis que Gulf gagne 1-8 à \$24-3,8 et BP Canada reste inchangé à \$47.

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

La Capitale

Monsieur Paul E. Grenier, président du conseil, annonce la nomination de monsieur Claude Gravel au poste de directeur général et chef de la direction de La Capitale, Compagnie d'assurance générale.

M. Claude Gravel

Licencié en administration de l'Université Laval et membre de la Société d'Actuaires- et de l'Institut Canadien des Actuaires, monsieur Claude Gravel occupait auparavant le poste de directeur général adjoint et actuaire de la Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec et de sa filiale en assurance générale, La Capitale.

La Capitale offre directement aux employés des secteurs public et parapublic du Québec, de l'assurance-automobile et de l'assurance sur les biens personnels, avec l'avantage de la retenue des primes sur le salaire.

NEW YORK

La tendance a continué à se raffermir, hier, à Wall Street, bien que des prévisions contradictoires concernant l'évolution prochaine des taux d'intérêt aient contenu les gains.

Le bureau du budget du Congrès a prévu que les taux d'intérêt commencent à baisser à partir de la fin de l'année mais que le déficit budgétaire de 1982 serait supérieur de \$23 milliards à l'objectif de \$42,5 milliards fixé par le président Reagan.

Le directeur de la Réserve fédérale de New York a affirmé que cet organisme pourrait augmenter les taux de bases si les crédits diminuaient. Les milieux boursiers craignent cependant que l'accroissement du déficit budgétaire amène l'administration à effectuer des emprunts massifs, auquel cas les demandes de crédit et les taux d'intérêt demeureraient élevés.

En clôture, le nombre des hausses dépasse celui des baisses: 1.152 contre 399, 344 titres ont été échangés.

Texas Instruments a gagné 2-5-8 à \$88, Motorola a monté de 2 à \$66-1,2, Linton a clôturé à \$62-3,8, en hausse de 1-7-8. Honeywell a cédé à \$102-1,4, Washington Light a perdu 3-4 à \$33-1,8.

Parmi les canadiennes, Ashland Oil prend 1 à \$36-3,4, Seagram Co 7-8 à \$51-3,4 et Campbell Red Lake 5-8 à \$18-3,8.

Massey-Ferguson recule de 1-4 à \$2-37,5.

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock prices for various companies including ACI, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

La Capitale

Monsieur Paul E. Grenier, président du conseil, annonce la nomination de monsieur Claude Gravel au poste de directeur général et chef de la direction de La Capitale, Compagnie d'assurance générale.

M. Claude Gravel

Licencié en administration de l'Université Laval et membre de la Société d'Actuaires- et de l'Institut Canadien des Actuaires, monsieur Claude Gravel occupait auparavant le poste de directeur général adjoint et actuaire de la Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec et de sa filiale en assurance générale, La Capitale.

La Capitale offre directement aux employés des secteurs public et parapublic du Québec, de l'assurance-automobile et de l'assurance sur les biens personnels, avec l'avantage de la retenue des primes sur le salaire.

NEW YORK

La tendance a continué à se raffermir, hier, à Wall Street, bien que des prévisions contradictoires concernant l'évolution prochaine des taux d'intérêt aient contenu les gains.

Le bureau du budget du Congrès a prévu que les taux d'intérêt commencent à baisser à partir de la fin de l'année mais que le déficit budgétaire de 1982 serait supérieur de \$23 milliards à l'objectif de \$42,5 milliards fixé par le président Reagan.

Le directeur de la Réserve fédérale de New York a affirmé que cet organisme pourrait augmenter les taux de bases si les crédits diminuaient. Les milieux boursiers craignent cependant que l'accroissement du déficit budgétaire amène l'administration à effectuer des emprunts massifs, auquel cas les demandes de crédit et les taux d'intérêt demeureraient élevés.

En clôture, le nombre des hausses dépasse celui des baisses: 1.152 contre 399, 344 titres ont été échangés.

Texas Instruments a gagné 2-5-8 à \$88, Motorola a monté de 2 à \$66-1,2, Linton a clôturé à \$62-3,8, en hausse de 1-7-8. Honeywell a cédé à \$102-1,4, Washington Light a perdu 3-4 à \$33-1,8.

Parmi les canadiennes, Ashland Oil prend 1 à \$36-3,4, Seagram Co 7-8 à \$51-3,4 et Campbell Red Lake 5-8 à \$18-3,8.

Massey-Ferguson recule de 1-4 à \$2-37,5.

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock prices for various companies including ACI, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

MONSIEUR

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, and others, with columns for company name, price, and change.

Vertical text on the far right edge of the page, possibly a page number or additional page information.

# La Chambre de commerce se donne 12 nouveaux comités afin de poursuivre la relance de Montréal

par André Bouthillier

Sous le thème « Réussir à Montréal », la Chambre de commerce du district de Montréal entreprend sa 95<sup>e</sup> année d'activités avec un nombre impressionnant de 31 comités, dont 12 nouveaux, dans le but de poursuivre la relance de la métropole.

Mais une seule et même question circulait hier dans les couloirs de l'assemblée annuelle de la Chambre: le nouveau président, M. Serge Saucier, saura-t-il sauvegarder l'héritage du président sortant, M. Pierre Lorite?

Déjà, depuis trois, les gens d'affaires locaux travaillent avec une énergie longtemps mise au rancart pour accroître l'influence de Montréal au sein du réseau des grands centres de décisions canadiens et internationaux. Cependant, c'est sous la présidence de M. Lorite que la Chambre a véritablement pris le leadership du renouveau que connaît Montréal.

Les 500 membres de la Chambre doivent, au plus

jeune (34 ans) président de l'histoire de ce regroupement, nommé président de la Bourse de Montréal au cours de son mandat, la formation et la mise en oeuvre d'un programme d'actions jugé fort dynamique par les observateurs. Jamais, en effet, la Chambre n'aura été aussi présente dans le processus de développement de Montréal. C'est d'ailleurs sous la férule de M. Lorite que le Comité de promotion économique de Montréal (COPEM), lequel rassemble des membres de la Chambre et du Montreal Board of Trade, a commencé à se faire entendre dans plusieurs dossiers, dont ceux du port de Montréal et de l'innovation technologique.

L'un des responsables du succès du Sommet sur l'avenir de Montréal, tenu en mars dernier, M. Lorite laisse donc sa place à M. Serge Saucier, âgé de 38 ans, président et chef de la direction du Groupe Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés. D'un économiste, la présidence de la Chambre passe à un compa-



M. Serge Saucier

ble agréé. La vision du développement économique d'un comptable diffère certes de celle d'un économiste. Mais le programme d'action soumis par M. Saucier laisse tout de même comprendre que ce dernier a l'intention de poursuivre le travail de son prédécesseur.

« L'avenir international de

Montréal, nous y tenons tous et la Chambre en fait toujours un important cheval de bataille. Ce dossier va évoluer. Ça, je puis vous en fournir l'assurance », a déclaré M. Saucier en ajoutant qu'il n'avait pas l'intention d'oublier l'expansion des industries locales.

Pour le nouveau président, la Chambre va continuer à jouer son rôle de promoteur économique. À ce sujet, un répertoire des entreprises montréalaises susceptibles de profiter des occasions d'affaires dans l'exploration « offshore » canadienne sera bientôt publiée.

M. Saucier entend aussi intervenir de façon ponctuelle auprès de chacun des gouvernements afin que les politiques adoptées soient conformes aux intérêts des gens d'affaires. Il consacrera également beaucoup de temps au dossier de l'innovation technologique et de l'éducation économique.

Son programme semble ambitieux. Et même téméraire. Il comprend 31 comités de tra-

vail, dont 18 sous la responsabilité du COPEM. De là à penser que la Chambre pourrait un jour se fusionner avec le Montreal Board of Trade, il n'y a qu'un pas... Mais le nouveau président a répondu que les deux organismes « servaient deux clientèles fort différentes ».

La plupart des comités respectent les engagements pris par les participants du Sommet économique; certains axent leurs priorités sur l'innovation technologique, l'une des solutions essentielles au développement industriel de Montréal.

Parmi les 12 nouveaux comités, on note:

- **Foire industrielle:** voir à la création d'une exposition montréalaise pour les chercheurs et les industries de pointe;
- **Banques étrangères (COPEM):** sous la présidence de M. Lorite, ce comité tentera d'attirer à Montréal des institutions financières étrangères afin d'accroître le nombre de transactions autant publiques que privées. Depuis

l'adoption de la nouvelle Loi sur les banques, laquelle permet l'entrée de banques étrangères au pays, la récolte de Montréal est plutôt maigre (trois ou quatre):

- **Énergie nouvelle: hydrogène (COPEM):** encourager l'éclosion de l'industrie de l'hydrogène;
- **Développement du Vieux-Port:** que Montréal reçoive la même enveloppe budgétaire qu'a déjà reçue Toronto pour son vieux port;
- **Retombées du F-18, Boeing et frégates:** d'abord voir à ce que le gouvernement fédéral tienne ses promesses en ce qui a trait aux retombées du F-18; étudier les possibilités pour les entreprises locales de recevoir des contrats de Boeing au moment du renouvellement de sa flotte d'appareils; enfin, faire en sorte que l'industrie navale montréalaise reçoive sa part dans l'adjudication des contrats de réparation et de construction des frégates canadiennes;
- **Biotechnologie:** poursuivre l'inventaire des avantages de Montréal dans ce domaine;
- **Parcs scientifiques (COPEM):** en collaboration avec les universités, définir une position réaliste sur le bien fondé du projet de parcs d'innovation et de recherche industrielle.

Au cours de la prochaine année, la Chambre effectuera seulement quelques voyages de promotion à l'étranger, dont un à Mexico et un autre à Saint-Jean, Terre-Neuve. Les directeurs de la Chambre recevront toutefois la visite de plusieurs délégations. Parmi celles-ci, il faut noter celle de Calgary, en novembre. Visites l'an dernier, les gens d'affaires albertains rendront la politesse en participant à un colloque sur les possibilités d'investissements, à Montréal.

Selon M. Lorite, Montréal, ville internationale, n'est plus un slogan, c'est devenu une réalité. La communauté des affaires de Montréal assume enfin le rôle qui sied aux gens d'affaires d'une métropole. La Chambre de commerce est devenue adulte.

Mais le programme de M. Saucier indique qu'il reste beaucoup de travail à accomplir...

## au jour le jour

### ■ Merrill Lynch à l'amende

Il est rare qu'un organisme semonce publiquement un de ses membres. C'est pourtant ce que vient de faire l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières qui a condamné à une amende de \$250 000 la société Merrill Lynch, la plus grande maison de courtage au monde, qui aurait mal supervisé son personnel au bureau de Calgary. Un employé de Merrill Lynch aurait fraudé le public en manipulant les actions de Brent Petroleum en 1979. Merrill Lynch devra fournir des informations sur son mode de contrôle interne au cours des deux prochaines années.

### ■ Les grues de la Baie James

En raison du ralentissement des travaux à la Baie James, la Société d'énergie de l'endroit a inauguré hier son centre de liquidation du matériel au 3,200 boulevard de l'Assomption, à proximité du village olympique. On mettra en vente par voie de soumissions les pièces d'équipement et de machinerie lourde. Cependant tous les véhicules légers, les matériaux de construction inutilisés et les bâtiments (dortoir, cafétéria bureau...) continueront d'être écoulés au centre de Matagami.

### ■ Les dividendes de l'Iron Ore

En expliquant à son personnel le versement d'un troisième dividende de \$51,2 millions à ses huit actionnaires américains, la direction de l'Iron Ore précise: « Le fait de verser un dividende raffermira la confiance des actionnaires et indique une santé économique en bonne voie de rétablissement ». Ce diagnostic fera sourire les centaines de travailleurs mis à pied à Sept-Îles au cours des derniers mois.

### ■ L'inflation s'atténue

Le Canada se classe nettement dans le peloton de tête dans la course des prix avec un taux d'inflation annuel de 13%. Parmi les principaux pays industrialisés, il n'est devancé que par l'Islande (51%), l'Italie (21%), le Portugal (17,6%) et la France (13,4%). La plupart des pays européens connaissent une progression des prix inférieure à 8%. La meilleure performance revient au Japon avec un taux de 4,3% seulement. On note un net ralentissement de l'inflation qui, pour les six derniers mois, n'a été que de 5,2% dans l'ensemble des pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

### ■ Une mine d'amiante ferme

L'unique producteur d'amiante de Terre-Neuve fermera ses portes en raison de difficultés financières sérieuses. La compagnie Advocate Mines, contrôlée dans une proportion de 30% par Johns-Manville, cessera ses activités à la fin de l'année, entraînant ainsi la mise à pied de plusieurs centaines de travailleurs dans la région de Baie-Verte. Ce malheur pour la province voisine fera cependant le bonheur des cinq producteurs d'amiante québécois et de Cassiar Asbestos, en Colombie-Britannique, qui voient ainsi un concurrent de moins sur le marché. Les actions d'Advocate ont perdu 30 cents pour fermer à 70 cents seulement. Ces actions oscillaient habituellement entre \$2 et \$3.

### ■ En raccourci

L'ancien président de Pétrofin, M. Pierre Nadeau, participera au colloque annuel de la Chambre de commerce du Canada. M. Nadeau est maintenant conseiller de **Camp Investments**, la société de gestion de la famille Bronfman, de Montréal... Le Canada et les États-Unis viennent de s'entendre sur la grille tarifaire pour la **Voie Maritime** du Saint-Laurent. Le Canada touche 71% des revenus totaux... Les actions de **Massey Ferguson** ont baissé à \$2,38 à la Bourse de New York... Les milieux boursiers ne semblent pas faire confiance à la proposition de réorganisation de l'empire **Argus**; les actions de Dominion Stores et de Hollinger **Argus** baissent... Le crédit à la consommation grimpe au rythme de 7% seulement aux États-Unis... La compagnie **Mitel** vient de décrocher un contrat de \$22 millions en Grande-Bretagne. Les actions de Mitel, ont perdu près de \$10 depuis quelques semaines. Le marché regarde la valeur aux livres de cette firme d'Ottawa... Carma et sa filiale **Allarco** entrent dans la bataille pour le contrôle de **Omega Hydrocarbons**. L'offre est de \$16,50 pour un million d'actions contre les \$15 proposés par Oakwood Petroleum. Les dirigeants de Omega pourront ainsi éviter de passer sous le contrôle d'Oakwood. **British Airways** veut licencier 9,000 autres travailleurs soit 16% de son effectif... Le produit national brut de la République fédérale d'**Allemagne** a baissé pour la première fois depuis 1975... Les Mines d'or du **Lac Bachelor** tiendront leur assemblée annuelle lundi prochain à l'hôtel Bonaventure.

Michel Nadeau

# Le fédéral doit déplacer une industrie importante vers Sept-Îles, estime le député André Maltais

par Marie-Agnès Thellier

Le ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce devrait montrer l'exemple et déplacer au moins une industrie importante vers Sept-Îles.

Telle est l'opinion de M. André Maltais, député libéral fédéral de Manicouagan, rencontré récemment par LE DEVOIR. « L'orientation économique n'est pas là et la volonté politique ne semble pas là. Il faudra que M. Herb Gray et ses sous-ministres viennent s'asseoir avec le comité d'adaptation communautaire », poursuit M. Maltais.

Ses idées ne manquent pas au député de Manicouagan: s'il faut construire des plates-formes importantes pour la mer de Beaufort ou explorer Dome Petroleum, s'il faut im-

planter une aluminerie au Québec, s'il faut enfin créer une vraie usine de pêche sur la Côte-Nord, pourquoi pas l'installer à Sept-Îles, Port-Cartier ou leur région?

« Sept-Îles a été le coffre-fort des deux gouvernements pendant sa croissance. Ils doivent nous aider maintenant, estime M. Maltais. Le ministre (fédéral) de l'Industrie et du Commerce nous accorde une marge d'essai pratiquement nulle. Ils veulent la sécurité à 100% », constate M. Maltais, devant la difficulté à faire accepter les quelques projets lancés dans la région. Il souhaite aussi que le MIC fournisse ses études récentes, notamment sur le transport du charbon.

« Nous avons obtenu pour cet hiver \$1,2 million de « Ca-

nada au travail » et \$800,000 pour l'adaptation communautaire, mais ce ne sont que des « joblines » qui nous permettent de tenir, de « passer la vague », explique M. Maltais. Devant la désorganisation industrielle qu'a occasionné le ralentissement des activités de l'Iron Ore, il faut travailler pour le long terme, malgré la « panique actuelle », estime M. Maltais.

Pour relancer l'économie de Sept-Îles, il faudra la collaboration de tous, dit encore le député de Manicouagan:

■ D'abord de l'Iron Ore, « qui doit confirmer ses plans d'avenir, fournir son échéancier, de deux ans en deux ans, et informer sur son carnet de commandes, sinon l'inquiétude perdure », explique M.

Maltais. Il voudrait que toutes les compagnies canadiennes soient obligées par la loi de déposer leurs plans quinquennaux, comme le font les entreprises publiques. M. Maltais doit travailler ce sujet cet automne, car il estime que l'heure du « capitalisme civilisé » est aussi celle d'une meilleure information.

■ Ensuite des travailleurs, qui pourraient être amenés à participer financièrement à la relance de Rayonier à Port-Cartier. Tembec a obtenu \$100,000 pour étudier la faisabilité du projet. « La relance économique prendra plus de deux ans et on demandera aux syndicats et y collaborera », dit M. Maltais.

■ Les deux gouvernements doivent aussi faire leur part.

On attend d'un jour à l'autre les projets que doit financer le gouvernement québécois. Pour Ottawa, « il faut commencer par relocaliser le vieux-qual », pense le député.

« Le comité d'adaptation communautaire n'a que deux objectifs: la relance de Rayonier à Port-Cartier et l'arrivée d'un gros utilisateur du port. Mais s'il faut aller rencontrer aux États-Unis le secrétaire aux Transports ou à l'Énergie, il faudra y aller, estime M. Maltais.

« Le problème fondamental est de laisser tomber l'arrogance et de voir ce qu'on peut se payer... Comment vont se faire les choix? Comment ne pas confondre l'essentiel du caprice? », conclut M. Maltais. Choisir de relancer Sept-Îles plutôt que de fermer la ville...

## carrières & professions

Les postes sont offerts également aux hommes et aux femmes

NOTRE RUBRIQUE  
**CARRIÈRES ET PROFESSIONS**

Téléphonez ou écrivez à:  
**LE DEVOIR**  
211, rue du Saint-Sacrement,  
Montréal H2Y 1X1

Compétence:  
Michelle Turgeon,  
Rens.: 844-3361

INSTITUTION SECONDAIRE PRIVÉE  
recherche

**PROFESSEUR DE CHIMIE**

(niveau secondaire, permis de la province)

Téléphoner au: 523-0805

*fonction publique municipale*

**ASSISTANT-DIRECTEUR ADMINISTRATION**  
Service des Travaux publics

Nous sommes actuellement à la recherche d'un titulaire pour le poste d'assistant-directeur, administration, pour notre service des travaux publics. Celui-ci sera responsable de la coordination de l'ensemble des activités de soutien administratif pour les sept unités du service comprenant quelque 5000 employés, et ce en matière d'élaboration et de mise-en-place de systèmes administratifs touchant la gestion des ressources humaines, financières et matérielles, de même que la gestion de contrats de travaux et de services professionnels.

À ce titre, il exerce un rôle fonctionnel et conseil auprès de tous les gestionnaires du service, de même que de porte-parole auprès des services fonctionnels de la Ville.

**LE CANDIDAT OU LA CANDIDATE RECHERCHÉ(E):**

- détient un diplôme universitaire de premier cycle dans une discipline relative aux sciences de la gestion, ou toute combinaison d'études universitaires reliées à la nature des activités du service et aux attributions du poste;
- a acquis une solide expérience diversifiée, dont au moins 10 ans dans un poste administratif supérieur au sein d'un organisme public ou privé d'envergure.

Cette expérience de généraliste de l'administration lui aura permis de démontrer de fortes qualités personnelles d'analyse, de synthèse, de tact et de jugement, de même que des habiletés administratives supérieures se traduisant par des réalisations notables.

Sa capacité à mettre en commun les efforts de ses collaborateurs de même que son style de gestion dynamique seront des facteurs déterminants de sa réussite au sein de notre organisme.

**LE TRAITEMENT ET LES AVANTAGES ACCESSOIRES:**

Ce poste intéressera les candidats(es) dont la rémunération actuelle est de l'ordre de \$50 000,00.

Les avantages comprennent un fonds de pension, une assurance-vie, un régime de journées de maladie, 5 semaines de vacances annuelles, une allocation de dépenses, la possibilité de participation à un régime de rémunération différée et des augmentations annuelles selon le rendement.

**NOTES:** Il y a possibilité de transférabilité de fonds de pension avec des organismes publics et para-publics.

À compétence égale, une préférence au moment de la nomination sera accordée aux candidats résidant sur le territoire de la Ville de Montréal et s'étant rendu éligibles à l'emploi.

**DEMANDE D'EMPLOI:** Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante, le ou avant le 25 septembre 1981:

Monsieur Yves Lagacé,  
Chef de section - Recrutement  
Service du Personnel  
155, rue Notre-Dame est  
Bureau 125  
Montréal (Québec)  
H2Y 1B5

**ÉCONOMISTE SENIOR**  
PLANIFICATION ET DÉVELOPPEMENT URBAIN ET RÉGIONAL

Filiale du Groupe-conseil Roche Associés Ltée, la firme Urbanex Inc. oeuvrant en urbanisme, en aménagement du territoire et planification du développement, est à la recherche d'un professionnel répondant aux qualifications suivantes:

**FONCTIONS:**

- Chargé de projets et responsable d'une équipe de planification et de développement.
- Direction et/ou préparation de différentes études, telles que:
  - études de marché et de faisabilité
  - études d'impacts socio-économiques
  - études avantages-coûts
  - études de développement régional
  - études financières

**QUALIFICATIONS:**

- Posséder une maîtrise en sciences économiques et 5 ans d'expérience pertinente, ou un baccalauréat en sciences économiques et 8 ans d'expérience pertinente dans les domaines ci-haut mentionnés.

**LIEU DE TRAVAIL:**

- Sainte-Foy (Québec)

**SALAIRE:**

- Salaire très compétitif suivant l'expérience et les qualifications.

**N.B. S.V.P. faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 25 septembre 1981 au Service du personnel.**

**ROCHE** Associés Ltée  
Groupe conseil

2535, boul. Laurier  
Sainte-Foy, Québec  
G1V 4M3, Canada  
(418) 871-9600  
Télex: QBC 051-3814

• Québec • Montréal • Thérèse-Minnes • Trois-Rivières • Sept-Îles • Hauteville • Edmundston

**"MON MOTEUR TOURNAIT MÊME UNE FOIS LE CONTACT COUPÉ"**

"Même après avoir coupé le contact, mon moteur ne s'arrêtait pas immédiatement. Au lieu de cela, il toussotait, vibrait et donnait des contrecoups. Puis j'ai découvert le Traitement pour la gazoline WYNN'S. Mes troubles sont maintenant finis", nous écrit un usager satisfait. Oui, une fois le contact coupé, un moteur qui continue de tourner du à une forte accumulation de carbone peut être non seulement exaspérant, mais aussi très dangereux mécaniquement. Donc, soyez prévenant pour votre voiture et vous-même. Ajouter le contenu d'une canette de Traitement pour la gazoline WYNN'S dans votre réservoir d'essence aujourd'hui même.

**wynn's**

En vente chez  
**Woolco** TIRE and AUTO CENTRES  
**CANADIAN TIRE**  
**HANDY ANDY...**

**BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT**

**ÉCONOMISTE (ATTACHÉ DE RECHERCHE)**  
\$19,955 - \$31,180

Il existe un poste vacant pour un économiste au Service de recherche. Les fonctions consistent à préparer des travaux de recherche pour les membres des deux chambres du Parlement, les comités et les délégations parlementaires. Les candidats doivent posséder une maîtrise dans un domaine approprié, et bien connaître la théorie économique. Une expérience de recherche en économie appliquée est souhaitable et une bonne connaissance de l'économie canadienne est une exigence importante. Une spécialisation en économie régionale ou en économie des ressources naturelles serait un avantage, mais le candidat choisi devra pouvoir effectuer des études dans des domaines économiques très variés. À qualifications égales, la préférence sera accordée aux candidats capables de s'exprimer oralement et par écrit dans les deux langues officielles.

Le salaire initial dépendra de l'expérience et des qualifications. Les personnes intéressées doivent adresser un curriculum vitae détaillé avec les noms et adresses de trois référents. Ils doivent être adressés au:

**Directeur de l'Administration et du Personnel**  
Bibliothèque du Parlement  
Édifice du Parlement  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A9

au plus tard le 30 septembre 1981.

Les candidats choisis pour une entrevue devront subir une épreuve écrite.

**Veuillez indiquer le numéro du concours: 81-R-16.**

**BANQUE NATIONALE DU CANADA**

Offre d'échange d'actions ordinaires de **BANQUE NATIONALE DU CANADA** contre toutes les actions privilégiées nouvelles en circulation de **LA FINANCIÈRE LAURENTIDE LTÉE**

**AVIS DE PROROGATION**

**Aux détenteurs inscrits d'actions privilégiées nouvelles de La Financière Laurentide Ltée**

Banque Nationale du Canada (la "Banque") vous donne, par la présente, avis qu'elle reporte au 30 octobre 1981, 16h30, heure locale, la date d'expiration de l'offre d'échange de ses actions ordinaires contre toutes les actions privilégiées nouvelles en circulation de La Financière Laurentide Ltée (la "Laurentide").

Vous pourrez donc vous prévaloir de l'offre de la Banque jusqu'au 30 octobre 1981 inclusivement, de la manière indiquée dans la circulaire d'offre, datée du 15 juin 1981, envoyée à tous les détenteurs d'actions privilégiées nouvelles inscrits le 15 juin 1981 dans les registres de la Laurentide.

La Banque se réserve le droit de proroger à nouveau la date d'expiration de cette offre, si besoin était.

Pour tout renseignement ou pour obtenir des formules d'échange, vous pouvez vous adresser à la Banque, à Mme Solange Beaulieu (514) 281-3385 ou 281-6312 à Montréal, à M. Stephen Schwartz (416) 864-9060, poste 61, à Toronto et à M. William Aldridge (604) 683-1161, à Vancouver.





## Le kathâkali, danse indienne à découvrir

par Suzanne Asselin

La danse classique indienne appelée kathâkali sera maintenant enseignée à Montréal. Ainsi, ceux qui s'intéressent à ce style particulier pourront éventuellement suivre des cours qui seront donnés à l'Institut de Kathâkali nouvellement formé.

Le lancement a eu lieu mercredi soir au Centre d'essai du Conventum qui présente habituellement des danseurs indépendants, entre autres. Mais ce n'est pas la première fois que le public montréalais peut voir du kathâkali. En effet,

certaines se souviendront du passage, en mai dernier, de la célèbre troupe Kerala-Kalamandalam au Cégep de Vieux-Montréal. Elle avait également été des nôtres lors du festival mondial d'Expo 67.

M. Gopala Krishnan, un danseur réputé du Kerala (un État du littoral sud-ouest de l'Inde) et Richard Tremblay, artiste de kathâkali de chez nous, étaient là pour expliquer les exercices de base ainsi que les éléments d'expression propres à cette danse. Mais les autres soirs et cela jusqu'à dimanche, le public assistera à un spectacle proprement dit,

soit des scènes extraites de la *Bhagawdd-Gita*.

Lors de ces représentations, les artistes feront revivre les héros des épopées indiennes. Sylvie Belleau, qui a étudié avec Kalamandalam, fera également partie de la distribution. Le spectacle de ce soir et dimanche sera différent de celui de demain: les 11 et 13, il y aura trois scènes extraites de *Santanagopalam* (Krishna et les enfants) et le 12 vous pourrez voir deux scènes extraites de *Duryodhana wadham* (la mort de Duryodhana).

Le kathâkali, une des formes

théâtrales les plus célèbres de l'Asie, a pris naissance au 15<sup>e</sup> siècle et s'est développé sous les auspices de riches rajahs et d'autres membres de la noblesse. Une des particularités de ce style de danse-théâtre vient de la qualité dramatique de la présentation: des dieux et des héros, des démons et des esprits, costumés et coiffés de façon terrifiante, sans oublier les savants maquillages, semblent sortir d'un univers de mythes. Aussi, le kathâkali occupe une place à part dans les danses de l'Inde: de toutes les danses classiques indiennes, elle est celle qui a le plus emprunté aux arts martiaux.

À première vue, le kathâkali apparaît comme la danse des pieds, des mains et des yeux. Le danseur utilise habilement le côté extérieur des pieds et se tient souvent en équilibre sur le bout des orteils; ses pieds s'accrochent au sol, puis glissent et le martèlent violemment pour indiquer le rythme. Les jambes en grande ouverture deviennent par le fait très arquées et sont souvent tenues en position «pliée». Le torse est très droit et les bras se déplacent souvent en parallèle tandis que les doigts

et les mains dessinent des hiéroglyphes qui ont tous une signification particulière (il y a 24 signes des mains).

Puis vient le langage des gestes appelé mudra et le vocabulaire en compte au moins 800 (Béjart a d'ailleurs fondé des écoles sous cette appellation, dont celle de Dakar, au Sénégal). Les mudra sont des positions des mains qui représentent un mot, un personnage, une idée, une action. Ils permettent donc de raconter des histoires, d'exprimer des sentiments et des situations. Puis aux mudra viennent se greffer le mime du corps et du visage (rasa) qui exprime les émotions des personnages. De plus, la musique joue un rôle fondamental dans la conception du théâtre dansé. Il crée le climat et indique le rythme des gestes.

Déjà les universités de Montréal et du Québec s'intéressent à l'enseignement de cette gestuelle. L'Institut de kathâkali organisera bientôt des cours à l'intention des jeunes et des danseurs qui désirent acquérir une formation. Pour tout renseignement supplémentaire, téléphonez à Richard Tremblay au 525-9879.

## Une «vitrine» à La Cité pour le Musée d'art contemporain

par René Viau

Un centre d'exposition en art actuel pourrait voir le jour au beau milieu du centre commercial La Cité en plein centre-ville de Montréal.

Dans cet endroit fréquenté et accessible, un espace de plusieurs milliers de pieds carrés aurait été offert par les promoteurs de ce complexe résidentiel et hôtelier à certains organismes culturels montréalais et le Musée d'art contemporain envisagerait sérieusement la question. Isolée à la Cité du Havre, le musée pourrait bénéficier de la sorte d'une vitrine au centre-ville propre à des activités d'animation.

Insistant sur le fait que plusieurs propositions sont à l'étude, un porte-parole de la direction de La Cité n'a pas toutefois dé-

menti l'information. Sans nommer les organismes consultés, le porte-parole n'a pas nié l'intérêt porté par le Musée. «Des discussions ont lieu et une décision pourrait être annoncée dès la semaine prochaine. De fait nous envisageons un petit musée de 5.000 pieds carrés», a-t-il déclaré.

On sait que déjà plusieurs galeries d'art actuel, dont notamment les galeries Véhicule, Motivation V, la galerie Gilles Gherbrant, la toute nouvelle galerie Joliet et la galerie France Morin se regroupent non loin.

À première vue La Cité semble être un emplacement privilégié tant pour les amateurs d'art qui «font le circuit» que pour le grand public fréquentant le complexe. Il reste à savoir si l'espace offert convient aux exigences particulières qu'impliquent la présentation d'oeuvres d'art.

Kébec Spec et le Théâtre des Voyagements présentent

# MOUSSE

EN REPRISE

avec  
Véronique LeFlaguais  
Linda Sorgini  
Danielle Fichaud

«De la 'Mousse' super-délicieuse»  
— La Presse  
«Un spectacle du plus haut comique»  
— Le Devoir

PRÉSENTÉMENT À L'AFFICHE

## du 9 au 27 septembre

La Comédie Nationale  
1450, rue Sainte-Catherine est, Montréal  
Réservations: 523-1131

semaine: 20h30  
samedi: 19h30 - 22h30  
prix: \$12.50  
relâche: le lundi

## ENEZ VOIR

la Maison de Radio-Canada  
Samedi, de 13h00 à 18h00  
et dimanche, de 10h00 à 18h00

10 ans, ça se fête,  
Venez fêter avec nous!  
1400 est, boulevard Dorchester  
Station de métro Beaudry

CARREFOUR  
NIZANTIPAL

DU 7 AU 13 SEPTEMBRE 1981  
à 19h.30

## ANITA

de RASSOUL LABUCHIN.

également au programme  
SIMPARLE  
avec Maria Jean-Claude

à 21h.30

NICARAGUA: SEPTEMBRE 1978 / SALVADOR: LA RÉVOLUTION OU LA MORT

Deux documents exceptionnels  
du réalisateur hollandais FRANK DIAMAND.

CINÉMA PARALLÈLE 3682 ST-LAURENT, MONTRÉAL 843-4725

“QUELLE INTELLIGENCE! QUEL FILM! J'AI MIS DU TEMPS À AIMER ROHMER. ET CE FILM NE ME FAIT PAS CHANGER D'IDÉE.”  
SERGE DUSSAULT - LA PRESSE

... C'EST MERVEILLEUX. LES DIALOGUES SONT BRILLANTS, LA TENDRESSE-TOUJOURS PRÉSENTE, LA CAMÉRA ATTENTIVE ET LES COMÉDIENS RENVERSANTS”  
RICHARD GAY ET FRANCINE LAURENDAU - LE DEVOIR

“UN BONHEUR SUBTIL”  
CLAUDE-MARIE TREMOIS - TELERAMA

“UN DES MEILLEURS FILM DE ROHMER ET UNE MAGISTRALE LEÇON DE CINÉMA”  
PASCAL BONITZER - CAHIERS DU CINÉMA 322

“UN DES DEUX FILMS LES PLUS AMBITIEUX DE CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES AVEC APOCALYPSE NOW, MAIS LE FILM DE ROHMER EST SANS DOUTE LE PLUS ABOUTI.”  
JOEL MAGNY - CINÉMA 81

COMÉDIES ET PROVERBES

ERIC ROHMER

## la femme de l'aviateur

ou  
on ne saurait penser à rien

PHILIPPE MARLAUD MARIE RIVIERE  
ANNE-LAURE MEURY MATHIEU CARRIERE

POUR TOUS

DÈS AUJOURD'HUI! ELYSÉE 1  
35 MILTON 842-6053 Sam. dim.: 1.00, 3.00, 5.00, 7.05, 9.10. Semaine: 7.05 et 9.10.



## GAGNANT "MEILLEUR SCÉNARIO" festival des films du monde

« À voir pour le beau duel que se livrent deux excellents comédiens »  
Francine Laurendeau (Le Devoir)

...Un affrontement entre deux bêtes de cinéma...  
Luc Perreault (La Presse)

« Un excellent suspense »  
Francine Grimaldi (Radio-Canada)

« Miller nous accroche avec habileté »  
Franco Nuovo (Journal de Montréal)

cinémasplus présente

LINO VENTURA • ROMY SCHNEIDER • MICHEL SERRAULT

# GARDE-AVUE

Un film de CLAUDE MILLER  
Dialogue de MICHEL AUDIARD  
Musique de GEORGES DELERUE

le DAUPHIN 1  
BEAUBIEN PRES D'IBERVILLE 721-6060

Sam. & dim.: 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30. Sursemaine: 7.30 - 9.30.

SUJET - COURT  
Prix spécial du Jury Cannes 81  
« ZEA »

ARTS ET SPECTACLES

# «Guernica» rentre en Espagne après quatre décennies d'exil

par Charles Saint-André

MADRID (AFP) — Les Espagnols ont fêté hier en accueillant le *Guernica* de Picasso le retour du dernier exilé de la guerre civile espagnole.

L'expression figurait dans plusieurs journaux madrilènes. Elle a été reprise à sa descente d'avion par le ministre espagnol de la Culture, qui a accompagné la toile dans son voyage depuis New York, où elle était exposée depuis 41 ans au Musée d'art moderne. Le retour de *Guernica* est également présenté comme le signe d'une réconciliation nationale, six ans après la fin du franquisme. La toile la plus politique du peintre, communiste et antifranquiste, a été escortée par les motards de la garde civile, alors qu'un hélicoptère survolait le convoi.

Le *Guernica* a touché le sol espagnol, à 6 h 30 GMT hier au milieu d'un important dispositif policier déployé en raison des craintes d'agression de l'extrême droite qui, par le passé, a déjà détruit plusieurs œuvres du «peintre rouge».

Par un itinéraire dont le tracé avait été tenu secret, le tableau est arrivé peu après 8 h, au milieu des applaudissements d'une foule de badauds, au Casón del buen retiro, annexe du Musée du Prado, où la toile sera présentée au public le 25 octobre, jour du centième anniversaire de la naissance du peintre. Le tableau sera alors protégé, notamment par un vitrage blindé.

Le retour du *Guernica* paraît unanimement salué par les Espagnols, qui ont pu suivre en direct sur leurs radios les péripéties de l'événement.



«Guernica», la célèbre toile de Picasso, est accrochée depuis hier dans une annexe du musée du Prado, à Madrid, après avoir passé 41 ans au Musée d'art moderne de New York. (Photolaser AP)

Pratiquement tous les journaux espagnols consacrent leurs premières pages ou leurs éditoriaux à ce jour historique. Certains ont même tiré des éditions spéciales.

Les seules notes discordantes concernent le lieu — Madrid — où le tableau sera exposé. Dans un passé récent, Malaga, où le peintre est né, et Barcelone, où il a passé sa jeunesse, ont réclamé la toile. Dès hier soir, les élus de la cité basque de Guernica ont exprimé leur hostilité à la solution madrilène.

La solennité de l'accueil réservé à l'œuvre la plus connue de Picasso contraste singulièrement avec l'indifférence et l'hostilité qui ont prévalu pen-

dant quatre décennies vis-à-vis du peintre exilé. La célébration de son 90e anniversaire, en 1971, avait été marquée par des interdictions, des arrestations et d'importantes déprédations contre les quelques expositions organisées en son honneur.

Évalué à \$4 millions, le *Guernica* va prendre place dans le salon central du Casón de buen retiro, grande salle d'environ 20 mètres sur 12, au plafond décoré d'une fresque baroque de l'italien Lucas Jordan. Le bâtiment, construit en 1632 par Philippe IV,

abrite des collections de peintures et de sculptures du 19e siècle.

Le tableau, symbole des atrocités de la guerre civile espagnole, relate le martyre de la localité de Guernica, ville sacrée des Basques, rasée le 26 avril 1937 par l'aviation al-

lemande opérant aux côtés des troupes nationalistes. Le tableau fut commandé à Picasso par le gouvernement républicain pour le pavillon de l'Espagne à l'Exposition universelle de 1937 à Paris. Le retour du *Guernica* en

Espagne a été longtemps retardé par des polémiques autour des volontés de Pablo Picasso, qui désirait que son œuvre ne revienne en Espagne que lors du rétablissement des libertés publiques. Le retour de la toile, décidé majoritairement par les héritiers du

peintre disparu voici huit ans, peut ainsi être interprété comme une consécration du caractère démocratique de la monarchie parlementaire instaurée en Espagne après la mort de Franco.

GRAND PRIX DE LA PRESSE INTERNATIONALE — 1981

ICC présente

Toute une époque... POUR TOUS

## Les Plouffe

un film de GILLES CARLE d'après le roman de ROGER LEMELIN

avec ÉMILE GENEST • JULIETTE HUOT • DENISE FILIATRAULT

GABRIEL ARCAND • PIERRE CURZI • SERGE DUPRE • ANNE LETOURNEAU

Gerard Poirier • Paul Berval • Louise Lapare • Donald Pilon et Rémi Laurent dans le rôle de Denis Boucher

Une production de JUSTINE HÉROUX et DENIS HÉROUX • Une distribution CINE 360

DÈS AUJOURD'HUI RIVOLI 1 Sam. dim. 12.05, 4.05, 8.00 Semaine: 8.00 p.m.

ST DENIS ET BELANGER 277-3125

du 7 au 12

Une semaine très spéciale de télévision

## VENEZ VOIR

19h00



**Terre humaine**

De retour pour la nouvelle saison, dès lundi à 19h30!

19h30



**Howard Hughes**

Suite et fin...

20h30



**Evasion d'Iran**

Un documentaire passionnant de Les Harris qui vous fait revivre l'évasion d'Iran de six diplomates américains, avec le concours de l'ambassadeur du Canada et de Kenneth Taylor, notre ambassadeur à Téhéran, à l'époque.

21h30



**Quand 1200 enfants s'accordent**

En l'honneur du 15e anniversaire du Mouvement Vivaldi, fondé par Claude Létoirneau, un concert-reportage mettant en vedette de jeunes musiciens dont l'âge varie entre 3 et 18 ans. Animatrice: Suzanne Lévesque. Réalisation: Pierre Morin.

23h15



**Love**

Version française de «Women in Love» de Ken Russell, avec Glenda Jackson et Oliver Reed, d'après un roman de D. H. Lawrence. Des passions dévorantes...

01h25



**La Clé sur la porte**

...Et notre blitz cinématographique continue avec cette comédie dramatique d'Yves Boisset mettant en vedette Annie Girardot, Patrick Dewaere et Stéphane Jobert. A Ciné-nuit.

## La revanche de Picasso

MADRID (AFP) — Officiellement boudé dans son pays d'origine pendant les 40 années du franquisme, Pablo Picasso, né à Malaga le 25 octobre 1881, prend, en cette année du centenaire de sa naissance, une revanche posthume sur l'histoire grâce à son tableau le plus politique, *Guernica*.

La majesté de l'accueil réservé par les autorités espagnoles au retour de l'œuvre historique de Picasso contraste avec l'indifférence et l'hostilité qui ont prévalu pendant quatre décennies à l'égard du «peintre rouge». Ces sentiments se sont exprimés avec le plus de force à l'automne 1971, alors que le monde entier retentissait d'expositions et de manifestations exceptionnelles à l'occasion du 90e anniversaire du peintre. En cet automne 1971, les initiatives abondent pourtant en Espagne. Elles émanent de personnalités ou associations désirant que l'événement ne passe pas inaperçu dans cette Espagne où Picasso est né, mais dont il n'a pas foulé le sol depuis la guerre civile, dans ce pays où il a laissé, à Barcelone, le «Musée Picasso» le plus important du monde.

A l'absence de tout hommage officiel s'ajoute le 25 octobre l'interdiction, au dernier moment par la police, d'une conférence sur Picasso pourtant autorisée par les responsables universitaires. La police arrête le conférencier, Jose Maria Orenó Galvan, et cinq autres personnes.

Quelques heures plus tard, le peintre espagnol Eusebio Sempere, prenant la parole dans un cabaret madrilène, dénonce en termes très durs l'arrestation de Moreno Galvan. Il est arrêté à son tour par des policiers assistant au spectacle.

Dix jours plus tard, le 5 novembre 1971, un commando de huit jeunes gens, se réclamant d'un «Comité de lutte anti-marxiste», attaque la galerie d'art Théo, de Madrid, où se tient depuis deux semaines une exposition consacrée à l'art graphique de Picasso.

Après avoir immobilisé et bâillonné la gardienne de la galerie et l'unique visiteur qui s'y trouve, ils détruisent, par des jets de peinture et d'acide, 24 des 26 gravures de Picasso, dont chacune est évaluée à plus de \$6,000.

Le 22 novembre, des inconnus lancent plusieurs cocktails Molotov dans l'ancien atelier de Picasso à Barcelone, au cœur du vieux quartier gothique de la ville.

Deux jours plus tard, d'autres cocktails Molotov détruisent partiellement une librairie de Barcelone qui exposait des livres et lithographies du peintre. Les dégâts s'élevaient à \$20,000. Enfin, trois jours après, toujours à Barcelone, le directeur de l'atelier Picasso est attaqué alors qu'il se dirige vers la poste pour y déposer des lettres. Trois inconnus le maîtrisent puis, le menaçant avec un couteau, le blessent et lui prennent \$300 et une enveloppe contenant des dessins.

## COURS DE PEINTURE

Dessin — modèle vivant  
anatomie  
technique de la peinture à l'huile  
technique ancienne — modelage

Inscription :

9, 10 et 11 septembre

Pour renseignements:  
de 10h00 a.m. à 21h00 p.m.

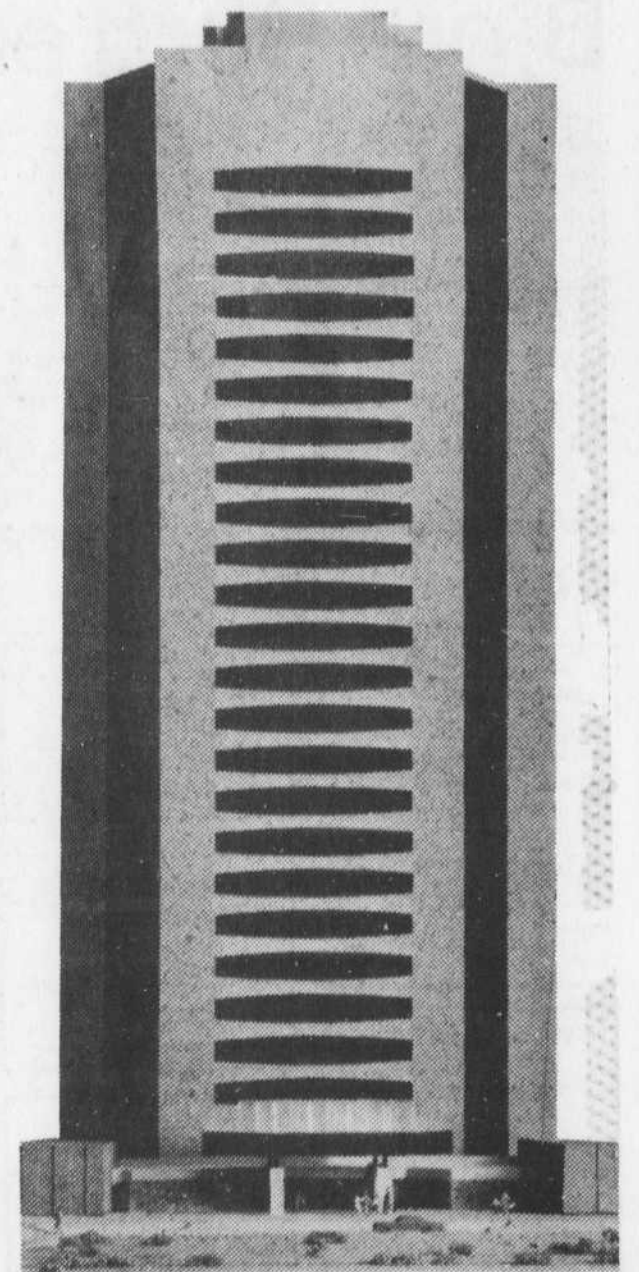
731-1623

Au bout de chaque cigarette  
Un seul filtre: vos poumons



# RADIO-CANADA D'ABORD

10 ans, ça se fête,  
Venez fêter avec nous!  
1400 est, boulevard Dorchester  
Station de métro Beaudry



Au cours de cette visite très spéciale à l'occasion du lancement de notre nouvelle programmation et des 10 ans d'existence de la Maison de Radio-Canada, vous verrez:

- les plus grandes vedettes de vos émissions de variétés et téléromans favoris
- les têtes d'affiche des émissions d'information et de sports
- les héros des émissions jeunesse
- les studios, les loges et les salles de maquillage
- les décors d'émissions telles que *Bobino*, *Terre humaine* et *Femme d'aujourd'hui*
- les recoins secrets des services des costumes et des accessoires
- la nouvelle salle des nouvelles
- la magie des arts graphiques
- les hauts-lieux de la production radiophonique et beaucoup plus encore...

En demi-finale contre les États-Unis

# Notre match le plus important (Bossy)

(PC) — Les joueurs d'Équipe-Canada n'ont pas eu tellement de temps pour savourer leur écrasante victoire de 7-3 remportée mercredi soir face à l'une des équipes favorites du tournoi de la Coupe Canada, l'Union soviétique.

Cette confrontation était attendue depuis longtemps. Pour Équipe-Canada, il s'agissait en quelque sorte de venger son échec de la Coupe du Défi en 1979. Les torts ont été réparés, mais les équipiers de Scotty Bowman ont dû vite oublier cette victoire et se remettre à l'oeuvre.

Ils étaient sur la patinoire de l'aréna de Ville St-Laurent hier midi où ils ont été soumis à un exercice d'une heure et demie en vue de leur match de demi-finale ce soir contre la surprenante équipe des États-Unis.

«Il faut oublier pour l'instant le match contre les Soviétiques. Il ne faut penser qu'au match de vendredi. Si on perd un seul match, tout est fini», a mentionné Marcel Dionne, qui a récolté un but et une passe mercredi quand il a remplacé Gilbert Perreault aux côtés de Wayne Gretzky et Guy Lafleur.

Dionne, qui s'est bien tiré d'affaires à l'aile gauche, n'a pas voulu commenter sa performance.

«Je vous dirai dimanche soir si je suis satisfait et pas avant».

Bien sûr, cette victoire face aux Soviétiques est très satisfaisante pour les membres d'Équipe-Canada. Dans toutes les compétitions internationales depuis déjà quelques années, les Soviétiques représentent l'équipe à battre. Mais cette victoire ne signifiera plus rien si le Canada subit une défaite au cours des deux pro-

chains matches.

«Nous en sommes rendus au point où il ne nous reste plus que deux matches à disputer, a mentionné l'ailier droit des Islanders de New York, Mike Bossy. Nous voulons gagner le tournoi. Nous avons travaillé pendant cinq semaines et nous ne sommes plus qu'à deux ou trois jours du but. C'est l'attitude que nous avons adoptée. Notre match le plus important, c'est celui de demain contre les Américains».

Bossy ne s'attend pas à un match facile contre les Américains, qui ont terminé quatrièmes de la ronde préliminaire.

«Nous ne savons pas ce que les Américains décideront de faire, mais j'ai l'impression que toute leur stratégie sera de nous empêcher de marquer et de ne pas ouvrir le jeu. Je suis persuadé d'une chose, c'est que nous avons la force et nous sommes en assez bonne condition pour jouer pendant trois périodes comme nous l'avons fait en troisième contre les Soviétiques».

Bossy était le premier à admettre que les Canadiens avaient dominé les Soviétiques en première et troisième périodes quand ils avaient pratiqué de l'échec-avant constant.

«Nous avons cessé de le faire en deuxième et il est difficile de comprendre pourquoi. Il faut toujours attaquer, c'est encore et toujours la meilleure façon de se défendre».

L'autre match de demi-finale à Ottawa opposera les Tchécoslovaques aux Soviétiques et Bossy pense que les Soviétiques pourraient encore se faire jouer un vilain tour.

«La meilleure équipe que nous avons rencontrée jusqu'à présent, c'est celle des Tchéques qui étaient sur la pati-



Les joueurs d'Équipe-Canada ne se sont pas reposés sur leurs lauriers hier. Un autobus les a amenés à l'aréna de Ville Saint-Laurent où ils se sont entraînés pendant une heure et demie.

noire samedi à Winnipeg. Je pense bien que les Tchéques l'emporteront s'ils jouent de la même façon qu'ils l'ont fait contre nous. C'était un match de hockey exceptionnel qu'ils nous ont livré. Hier, (mercredi), notre match ressemblait plus à un match de la ligue Nationale».

Bossy, auteur d'un but contre l'URSS, a mentionné par ailleurs qu'il n'était pas complètement satisfait de sa propre performance.

«Bien sûr, j'ai marqué six buts depuis le début du tournoi, et c'est ce qu'on attendait de moi, mais je ne suis pas entièrement satisfait. Je n'ai pas

joué aussi bien que j'aurais prévu. Je pense aussi en fonction de notre trio, (avec Bryan Trottier et Clark Gillies), nous avons connu quelques bons matches, mais nous n'avons pas produit comme prévu».

Le seul absent à l'exercice d'hier était le défenseur Paul Reinhart, qui s'est fort bien débrouillé depuis le début du tournoi. Il s'est fait une entorse à une cheville et a été exempté de l'exercice. Le soigneur Yvon Bélanger a mentionné qu'il serait prêt pour le match et Scotty Bowman a laissé entendre qu'il comptait sur Reinhart.

Par ailleurs, l'ailier gauche

des Canadiens de Montréal, Bob Gainey, devenu père pour la troisième fois 90 minutes avant le match de mercredi soir contre l'équipe de l'Union Soviétique, a reçu de ses adversaires un cadeau inattendu.

Les Soviétiques lui ont en effet remis les clés d'une automobile en témoignage de leur appréciation pour son travail lors des précédentes rencontres internationales.

Le pilote de l'équipe soviétique Viktor Tikhonov a en effet déclaré que Gainey était le joueur doté de la meilleure technique dans le monde du hockey.

# Speier, Parrish et Scott sur le banc?

par Richard Milo

CHICAGO — Jim Fanning et ses instructeurs ont tenu une réunion spéciale, hier soir, et Rodney Scott, Chris Speier ou peut-être même Larry Parrish ne commenceraient pas le match de cet après-midi contre les Cubs de Chicago au Wrigley Field.

«Il n'est pas question de prendre des décisions sans réfléchir, a dit Fanning, au cours de l'après-midi. J'ai demandé à mes instructeurs de penser à un ou deux changements après la défaite de 11-8 contre les Phillies, et nous discuterons de la situation ce soir (hier)».

Sous Fanning, les Expos ont perdu deux matches d'affilée, et l'équipe a maintenant perdu huit de ses 11 derniers matches. Mercredi, Rodney Scott a commis une erreur impardonnable, en jonglant avec une balle à double-jeu en huitième, et les Phillies ont ensuite pris l'avance grâce au circuit de trois points de Gary Matthews. Speier ne frappe plus, et Parrish a été incapable de déposer un amorti-sacrifice pour être ensuite retiré sur trois prises, mercredi.

Si Scott joue sur le banc, il serait remplacé par Jerry Manuel, qui a frappé un circuit de deux points, mardi. Mike Phillips peut jouer à l'inter de façon adéquate tandis que Brad Mills et Tim Wallach peuvent remplacer Parrish au troisième-but. Au sujet de Wallach, on se souviendra que le gérant des Bears de Denver, Felipe Alou, a dit de lui qu'il est meilleur en défensive que Parrish, après l'avoir vu à l'oeuvre l'hiver dernier en Amérique latine.

Il y a aussi Tim Raines, qui peut jouer au deuxième-but, ce qui permettrait à Fanning d'employer Jerry White ou Terry Francona au champ gauche, et ainsi donner guère de puissance à l'attaque que Scott (.206) Speier (.221) et Parrish (.218) n'aident guère depuis la reprise des activités. Warren Cromartie pourrait également céder sa place au champ droit à la suite de ses erreurs en défensive.

Cromartie n'est pas le meilleur voltigeur de droite du circuit, a dit Fanning. Il sera préférable de le remplacer dans les dernières manches, s'il joue à cette position.

«Toutefois, je ne connais pas les trois lanceurs que les Cubs utiliseront, ce qui nous compliquera la tâche pour apporter des changements s'il y a lieu.»

Un fait demeure: Fanning ne craint pas les changements. En deux matches, depuis qu'il a succédé à Dick Williams, Fanning a utilisé 37 joueurs, 18 mercredi et 19 mardi, n'hésitant pas à faire appel à des frappeurs suppléants lorsque la situation l'exigeait. Les Expos comptent présentement 37 joueurs — tous sont disponibles sauf David Palmer — parmi lesquels Steve Rogers qui est prêt à revenir au jeu en fin de semaine.

Rogers a lancé pendant vingt minutes devant Fanning et l'instructeur des lanceurs Galen Cisco, hier après-midi au Wrigley Field. Il a effectué tous les lancers de son répertoire, sans effort, et Cisco estime qu'il pourrait lancer de cinq à six manches samedi lors du deuxième match de la série. Il s'est blessé en glissant comme coureur suppléant, le 30 août, et il aura donc manqué quatre départs à cause de sa blessure, une fêlure de la sixième côte, du côté gauche.

«Rogers se dit prêt, il a lancé sans effort aujourd'hui, et Ramos (Roberto) qui a agit comme receveur n'a pas noté de différence. Il lancera donc tel que prévu samedi», a dit Cisco.

Cet après-midi, Ray Burris (7-5) se mesurera à Mike Griffin (1-2) lors du premier match de la série. Doug Bird (4-2) doit lancer demain et Scott Sanderson (7-6) fera face à Ken Kravec (1-4), dimanche. Griffin et Bird sont droitiers, Kravec est gaucher.

Les Cubs traversent présentement une excellente période. Ils ont battu les Cards de St-Louis trois fois en autant de matches, ces jours derniers, limitant les puissants frappeurs des Cards à six points et 20 coups sûrs au cours de ces rencontres. Les responsables: Bird, Kravec, Mike Krukow, Willie Hernandez, Randy Martz et Dave Geisel.

A l'attaque, Bill Buckner a frappé au moins un coup sûr à ses neuf derniers matches, réussissant durant cette période 18 coups sûrs en 40 présences, pour une moyenne de .450. Il a aussi produit 10 points. Bobby Bonds a quant à lui claqué quatre circuits en trois jours, deux lundi et deux mercredi.

Ce qui explique pourquoi les Cubs sont maintenant de la course au championnat dans la section Est après avoir connu une première tranche désastreuse avant la grève des joueurs.

# Jimmy Connors affrontera Bjorn Borg en demi-finale

FLUSHING MEADOW (AFP) — L'Américain Jimmy Connors (no 4) s'est qualifié hier soir pour les demi-finales du simple-messieurs des Internationaux de tennis des USA.

Il a battu son compatriote Eliot Teltscher (no 8) en trois sets, 6-3, 6-1, 6-2.

Connors affrontera, demain, en demi-finale, Bjorn Borg (no 2). Les deux joueurs s'étaient affrontés lors des demi-finales de Wimbledon il y a deux mois, Borg avait alors gagné en cinq sets, après avoir perdu les deux premiers.

Auparavant, le Suédois Bjorn Borg a vaincu hier son sempiternel rival Roscoe Tanner 7-6, 6-3, 6-7 et 7-6, en quart-de-finale des Internationaux de tennis des États-Unis.

Borg, qui n'a pas encore remporté cette classique, a eu finalement raison de Tanner qui a résisté jusqu'à la fin avec trois points de match. Borg affrontera, en demi-finale, le gagnant du match Jimmy Connors-Eliot Teltscher en soirée.

Le rival du champion John McEnroe, en demi-finale, sera

Vitas Gerulaitis, qu'il a vaincu en finale en 1979.

Les demi-finales féminines opposeront, vendredi, la championne Chris Evert-Lloyd à Martina Navratilova et Tracy Austin à Barbara Potter.

«Ce fut certes mon meilleur match dans le tournoi, a dit Borg. Mes services et mes coups brossés étaient meilleurs qu'à l'habitude».

Borg a eu besoin d'un bris d'égalité pour remporter le premier set, mais a triomphé facilement dans le deuxième, au compte de 6-3.

Tanner s'est toutefois retrouvé dans le troisième en l'emportant 7-6. Enfin, Borg a triomphé dans le quatrième set par 7-6.

Les deux joueurs ont été victimes de mauvaises décisions et d'erreurs des juges, mais ont su conserver leur sang froid.

Deux Américains sont, pour l'instant, qualifiés pour les demi-finales du simple-messieurs: McEnroe, tenant du titre depuis deux ans, et Gerulaitis. Un troisième Américain, Jimmy Connors ou Eliot Teltscher, accèdera au même stade de l'épreuve.

McEnroe, le champion de Wimbledon connu les pires difficultés pour atteindre les demi-finales. Il battit l'Indien de 20 ans Ramesh Krishnan — le fils de l'ancien champion Ramanathan — mais ce fut au prix d'une lutte très indécise de quatre sets. L'Américain, qui avait survolé les débats depuis le début de l'épreuve, se montra sous son plus mauvais jour, ce qui ne l'empêcha pas de triompher d'un adversaire réussissant tout ce qu'il entreprenait.

Pour sa part, Gerulaitis (numéro 15) se qualifia également

en quatre sets contre son compatriote Bruce Manson, lequel avait réussi l'exploit d'éliminer l'Argentin Jose Luis Clerc (numéro 5). L'Américain, vainqueur, quant à lui, du Tchécoslovaque Ivan Lendl (numéro 3) au tour précédent, l'emporta avec une relative facilité, confirmant son net retour en forme.

En simple-dames, la domination américaine est tout aussi importante puisque ce sont quatre Américaines qui disputeront les demi-finales.

Tracy Austin (numéro 3), vainqueur du titre en 1979, se qualifia, mercredi, aux dépens de la finaliste 7-6 de Roland-Garros: l'Allemande Sylvia Hanika (6/4, 6/3). Elle aura pour adversaire Barbara Potter (numéro 15) qui obtint sa place en demi-finale contre sa compatriote Barbara Gerken (7/5, 7/5).

## cartes d'affaires

INVESTISSEZ AVEC MESURE. ANNONCEZ DANS LE DEVOIR

DAVID, BOULVA CLEVE ARCHITECTES 1253 ave McGill College Suite 800 MONTRÉAL - 866-8621

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS ASSOCIATES Fondée en 1892 Brevets d'invention Marques de commerce Dessins industriels • Droits d'auteur 1514, Docteur Penfield Montréal H3G 1X5. Tél. (514) 934-0272 Téléc. 05-268656. Cable MARIION. Télécopier international Xerox 400

MADELINE ARBOUR BERNARD MORISSET DÉCORATEURS ENSEMBLIERS DESIGNERS D'INTERIEURS 878-3846 266 est. St-Paul, Vieux Montréal

VERMETTE, DUNTON, RUSKO, DE WEVER, CARON & RAINVILLE Avocats Suite 2104, Tour de la Bourse 800, Square Victoria Montréal, Canada H4Z 1H1 Téléphone: (514) 966-6743

les architectes LONGPRÉ MARCHAND Montréal - 842-1401

## en bref...

### ■ Sévigny sous contrat

(PC) — Le gardien Richard Sévigny a signé hier un contrat de plusieurs saisons avec le Canadien de Montréal. On n'en a pas dévoilé les termes. Sévigny, âgé de 24 ans, a participé à 33 matches la saison dernière avec le Canadien et a alloué 71 buts. Il a enregistré deux blanchissages et a terminé la saison avec une moyenne de 2.40 buts par match, avant de croquer en série huitième-de-finale contre les Oilers d'Edmonton.

### ■ En deux mots...

Le quart-arrière Jeff Knapple, qui vient

d'être congédié par les Broncos de Denver, de la Ligue nationale de football, a accepté hier les termes d'un contrat de trois ans que lui a offert les Stampers de Calgary... Le Yougoslave Borut Petric a causé une énorme surprise en remportant la finale du 400 mètres libre des championnats d'Europe de natation, qui ont lieu à Split, en Yougoslavie, devant le Soviétique Vladimir Salnikoy, le champion olympique... Les Cardinals de St-Louis ont fait l'acquisition du lanceur de relève Doug Bair, des Reds de Cincinnati. En retour, les Cards ont cédé le joueur de champ intérieur Nail Fiala... Punch Imlach, le gérant général des Maple Leafs de Toronto, repose dans l'unité des soins intensifs de l'hôpital général de Toronto. Il aurait subi une troisième défaillance cardiaque, une seconde au cours des 13 derniers mois... Les jumelles Sylviane et Patricia Puntoso, de Montréal, participeront à la course d'élite du Marathon international de Montréal...

Message spécial à la communauté italienne de Montréal...

Lors de la semaine de l'importation italienne qui se tiendra du 1er au 17 octobre au magasin Eaton de Montréal, LE DEVOIR publiera une section spéciale empruntant, à son tour, le thème

# ITALIA

Publiées le 3 octobre prochain, ces pages traiteront principalement de l'implantation du marché italien au sein de notre société et susciteront un intérêt particulier chez les consommateurs québécois.

Pour toute information concernant la publicité, veuillez communiquer avec

Robert Campeau  
844-3361

# LE DEVOIR

N.B.: La date de tombée pour la publicité a été fixée au 21 septembre 1981.

# ÉTUDIANTS ET ENSEIGNANTS,



- LE DEVOIR vous suggère un moyen peu coûteux d'enrichir votre année scolaire.
- LE DEVOIR vous offre tous les matins une information nationale, internationale et régionale, choisie et présentée avec soin sous une forme accessible.
- LE DEVOIR vous propose ses analyses, ses éditoriaux, ses commentaires, ses billets et une gamme étendue d'opinions du milieu.
- LE DEVOIR a aussi ses mots croisés, ses annonces classées et un bulletin de météo qui ne se trompe jamais...

←—————→

Veuillez remplir ce coupon et nous le faire parvenir avec votre chèque ou mandat-poste payable à l'ordre de: Le Devoir, Case Postale 6033, Montréal, P.Q. H3C 3C9.

Ci-inclus \$..... pour une période de..... mois à compter du.....

Nom.....

Adresse.....

# TARIFS

d'abonnement période scolaire

DURÉE	TARIFS
6 mois	\$38.00
7 mois	\$43.00
8 mois	\$48.00
9 mois	\$53.00
10 mois	\$59.00
aussi disponible	
12 mois	\$70.00

Être mieux informé à meilleur compte

**SPORTS**

**SOCCER**

**Ligue Nord-Américaine**  
Séries quarts de finale

**Mercredi**  
Montréal 3, Chicago 2  
New York 6, Tampa Bay 3  
Jacksonville 2, San Diego 1  
F. Lauderdale 3, Minnesota 0

**Samedi**  
Chicago 4, Montréal 2  
Tampa Bay 3, New York 2

**Dimanche**  
San Diego 2, Jacksonville 1  
F. Lauderdale 3, Minnesota 0  
(F. Lauderdale gagne la série 2-0)

**Mercredi**  
New York 2, Tampa Bay 0  
(New York gagne la série 2-1)  
San Diego 3, Jacksonville 1  
(San Diego gagne la série 2-1)

**Hier**  
Montréal 2, Chicago 4  
(Chicago gagne la série 2-1)

**HOCKEY**

**Coupe Canada**  
**Mardi, 25 août**  
Canada 9, Finlande 0  
États-Unis 3, Suède 1  
Tchécoslovaquie 1, URSS 1

**Jeudi, 27 août**  
Canada 8, États-Unis 3  
Tchécoslovaquie 7, Finlande 1  
URSS 6, Suède 3

**Samedi**  
Canada 4, Tchécoslovaquie 4  
Suède 5, Finlande 0  
URSS 4, États-Unis 1

**Lundi**  
Canada 4, Suède 3  
États-Unis 8, Tchécoslovaquie 2  
URSS 6, Finlande 1

**Mercredi**  
Canada 7, URSS 3  
Finlande 4, États-Unis 4

Tchécoslovaquie 7, Suède 1

**Aujourd'hui**  
Demi-finale à Ottawa  
Demi-finale à Montréal

**Dimanche**  
Finale à Montréal, 20 h

**Les meneurs**

Gretzky, Can	5	6	11
Lafleur, Can	2	8	10
Parreault, Can	3	6	9
Bosny, Can	3	6	8
Trotter, Can	3	5	8
Kasatonov, URSS	1	7	8
Makarov, URSS	3	4	7
Hedberg, Sué	4	2	6
Dudacek, Tché	4	2	6
Krutov, URSS	3	3	6
Potvin, Can	2	4	6
Gare, Can	1	5	6
Fetsov, URSS	1	5	6
Broten, E.-U.	3	2	5

**COUPE CANADA**

	pt	g	p	n	bp	bc	pts
CANADA	5	4	0	1	32	13	9
URSS	5	3	1	1	20	13	7
TCHÉCOSLOVAQUIE	5	2	1	2	21	13	6
ÉTATS-UNIS	5	2	2	1	17	19	5
SUÈDE	5	1	4	0	13	20	2
FINLANDE	5	0	4	1	6	31	1

**BASEBALL**

**Ligue Nationale**  
**Mercredi**  
Philadelphie 11, Montréal 8  
New York 5, Pittsburgh 3  
Chicago 7, St-Louis 3  
Cincinnati 5, San Diego 4  
Atlanta 9, Houston 0  
San Francisco 6, Los Angeles 3

**Hier**  
aucun match au calendrier

**Aujourd'hui**  
Lanceurs prévus  
Montréal, Griffin (1-2), 14 h 35  
Philadelphie, Carlton (11-3) à

Pittsburgh, Rhoden (8-2), 19 h 35

San Diego, Wise (2-3-6) à Atlanta, Perry (6-6), 19 h 35

Los Angeles, Reuss (8-3) à Cincinnati, Soto (8-8), 19 h 35

New York, Zachry (7-10) à St-Louis, Forsch (7-10), 20 h 35

San Francisco, Blue (8-5) à Houston, Sutton (7-7), 20 h 35

**Les meneurs**

Madlock, Pit	242	82	339
Rose, Phi	344	115	334
Dawson, Mon	300	96	320
Howe, Hou	293	93	317
Guerrero, LA	287	91	317
Concepcion, Cin	327	103	315
Schmidt, Phi	293	92	314
Buckner, Chi	336	105	313
Durham, Chi	256	80	313
Hernandez, St-L	282	88	312

Circuits: Schmidt, Phi., 25; Dawson, Mon., 22.  
Points produits: Foster, Cin., 72; Schmidt, Phi., 70.  
Bats volés: Raines, Mon., 68; Moreno, Pit., 32.

**Les frappeurs**

	pb	cs	cc	pp	bv	moy.
Biggs	4	1	0	0	0	250
Carter	281	68	14	55	1	242
Cromartie	282	81	3	32	1	287
Dawson	300	96	22	52	25	320
Francona	24	8	0	4	0	333
Jahson	0	0	0	0	1	000
Manuel	27	0	2	7	0	222
Mills	12	2	0	0	0	167
Milner	62	15	3	8	0	242
Office	18	2	0	0	0	111
Parrish	252	57	6	23	0	218
Raines	301	91	4	35	68	302
Ramos	37	7	1	2	0	189
Robney	1	0	0	0	0	000
Scott	267	55	0	21	27	206
Speier	243	54	2	22	1	222
Wallach	141	32	3	9	0	227
White	79	19	2	9	4	241

**Les lanceurs**

	g-p	vs	mi	rab	mpm
Bahsen	-2-1	1	43.0	22	5.44
Burris	-7-5	0	101.2	37	3.00
Engle	-0-0	0	2.0	2	18.00
Fryman	-5-3	4	32.1	17	2.53
Gorman	-0-0	0	5.1	4	0.00
Gullickson	-4-7	0	126.1	87	2.93
Jackson	-0-0	0	2.0	2	18.00
Lee	-5-4	0	63.3	31	4.27
Lee	-2-4	4	59.2	23	2.70
Reardon	-1-0	5	20.2	13	1.34
Rogers	-9-6	0	127.1	57	3.69
Sanderson	-7-6	0	110.0	58	2.78
Sosa	-1-2	3	29.0	12	4.96
Smith	-0-0	0	0.2	0	0.00

Assistance: 1,129,066

**Ligue Américaine**  
**Mercredi**  
Minnesota 3, Toronto 1  
New York 5-3, Milwaukee 2-5  
Cleveland 8, Baltimore 5  
Boston 6, Detroit 5  
Seattle 3, Chicago 1  
Kansas City 7, Californie 3  
Texas 9, Oakland 4

**Hier**  
Toronto 2, Seattle 0  
Cleveland 4, Baltimore 1  
Chicago 12, Milwaukee 6

**Aujourd'hui**  
Lanceurs prévus  
Seattle, Clay (0-5) à Toronto, Leal (5-10), 19 h 30

Boston, Eckersley (7-5) à New York, Righthet (5-2), 20 h

Cleveland, Walts (6-8) à Detroit, Cappuzzello (0-0), 20 h

Baltimore, Martinez (6-5) à Milwaukee, Haas (8-5), 20 h 30

Chicago, Burns (8-3) à Minnesota, Williams (3-8), 20 h 35

Texas, Darwin (8-7) à Californie, Forsch (11-7), 22 h 30

Kansas City, Hammaker (0-1) à Oakland, Keough (8-5), 22 h

**LIGUE NATIONALE**

Section Est

	g	p	moy.	diff.
ST-LOUIS	15	12	.556	—
MONTREAL	14	14	.500	1½
CHICAGO	15	15	.500	1½
NEW YORK	15	15	.500	1½
x-PHILADELPHIE	12	17	.414	4
PITTSBURGH	12	20	.375	5½

Section Ouest

	g	p	moy.	diff.
HOUSTON	19	11	.633	—
x-LOS ANGELES	18	12	.600	1
SAN FRANCISCO	17	12	.586	1½
ATLANTA	16	13	.552	2½
CINCINNATI	15	14	.517	3½
SAN DIEGO	9	22	.290	10½

**LIGUE AMÉRICAINNE**

Section Est

	g	p	moy.	diff.
DETROIT	19	11	.633	—
BALTIMORE	17	12	.586	1½
MILWAUKEE	18	13	.581	2
x-NEW YORK	17	13	.552	2½
BOSTON	16	13	.552	2½
CLEVELAND	16	15	.516	3½
TORONTO	13	15	.464	5

Section Ouest

	g	p	moy.	diff.
KANSAS CITY	16	14	.533	—
x-OAKLAND	14	14	.500	1
TEXAS	12	16	.429	3
MINNESOTA	13	18	.419	3½
CHICAGO	12	17	.414	4
SEATTLE	12	17	.400	4
CALIFORNIE	11	17	.393	4

**Clôture d'une saison mémorable**

**Le Manic succombe devant le Sting 4-2**

par Francis Millien

**Sting de Chicago 4 — Manic de Montréal 2**, hier soir au Comiskey Park de Chicago. Terrain naturel et sec. Température tiède et humide. Bon arbitrage de John Carpentier. Assistance: 27,489 spectateurs.

**Manic:** B. Rigby, D. Stiveski, R. Martinovic, R. Vosmaer (M. Corre 80e), C. Marcantonio, A. Parkinson, F. O'Brien, T. Towers, A. Lynch, A. Willey (S. Askew 77e), G. Hill, Entr. E. Firmani.

**Bats:** Manic: Parkinson 37:13, Hill 47e. Sting: Granitz 21:25, Tyma 80e, Steffenhagen 84:34, Mathieu 88e.

Une fois de plus, le Manic a fait passer ses partisans par toutes les émotions possibles et imaginables avant de succomber face au puissant Sting de Chicago par 4 à 2.

Le Manic a tout d'abord tiré de l'arrière, puis égalisé avant de prendre les devants, s'est ensuite fait rejoindre pour se faire distancer en toute fin de match.

L'échec avant s'est fait seulement aux abords de la zone

de réparation, alors qu'il aurait été plus profitable, avec un but d'avance, de s'imposer à l'adversaire dès la ligne des 35 mètres, durant toute la deuxième mi-temps.

Le match avait commencé à vive allure avec un coup de pied de coin au bénéfice de chaque équipe en moins de deux minutes. Ensuite le Sting a contrôlé le centre du terrain et une passe de Arno Steffenhagen permettait à Karl Heinz Granitz d'ouvrir la marque à la 21e minute.

Le Manic a égalé le jeu et du même coup les chances en inscrivant un but à 37:13, d'une belle tête de Andy Parkinson, reprenant un centre de Fran O'Brien. Ce but a permis au Manic d'atteindre la fin de la première demie sans tirer de l'arrière, à cause, il faut bien l'avouer, de l'imprécision de certains avant du Sting et de quelques belles sorties du gardien Bob Rigby.

Le tout s'est donc joué en deuxième période quand le Manic a pris les devants, très tôt après le retour au jeu.

l'obtention du deuxième rang de la section Est.

Il est encore bien tôt pour faire des bilans sur les divers événements entourant la saison, mais il en est un qui a surpris tout le monde, même les plus avertis, c'est l'intérêt soudain du public montréalais pour le soccer bien sûr, mais surtout pour le Manic, ce regroupement de joueurs forts sympathiques qui ont fait de cette première année d'existence une saison inoubliable. Le repos forcé que leur pro-

cepté finalement avec soulagement par tous les joueurs, mais peut-être par les dirigeants qui commencent à craindre de ne rien pouvoir faire de plus l'année prochaine...



Julio Cruz, des Mariners de Seattle, semble voler dans les airs après avoir lancé la balle au premier but alors que Charlie Beamon, des Blue Jays de Toronto, glisse au deuxième coussin. Les Blue Jays ont remporté la victoire 2-0 hier soir dans la Ville-Reine. (Photolaser CP)

**Froissé, Tikhonov semonce ses joueurs**

OTTAWA (PC) — Le pilote soviétique Victor Tikhonov a pointé le défenseur Vyachelav Fetsov du doigt hier, lors de l'exercice et lui a servi quelques commentaires épiques.

Il a fait mie même à l'endroit du défenseur Alexei Kasatonov.

Le pilote n'était guère de bonne humeur lors de l'exercice de 90 minutes en vue de la demi-finale de Coupe-Canada contre la Tchécoslovaquie ce soir.

Évidemment, il n'avait pas oublié la cinglante défaite de 7-3 subie devant le Canada la veille et les joueurs ont écopé.

Boris Mayorov, chef de la délégation soviétique, a admis que «le Canada avait été définitivement meilleur dans ce match», mais a rappelé que l'URSS n'avait pas utilisé le gardien Vladislav Trotiak et le défenseur Vasily Pevukhin, laissant ainsi entendre qu'ils seraient en uniforme ce soir.

Mayorov prôvait «un match dur contre la Tchécoslovaquie, car c'est toujours le cas».

**QUELLE MAGNIFIQUE SAISON!**

**MANIC**

**DES JOUEURS DU TONNERRE. DES PARTISANS EN OR.**

**La Brasserie Molson**

**VENEZ VOIR**

la Maison de Radio-Canada  
Samedi, de 13h00 à 18h00  
et dimanche, de 10h00 à 18h00

10 ans, ça se fête,  
Venez fêter avec nous!  
1400 est, boulevard Dorchester  
Station de métro Beaudry

## Des attentes à demi satisfaites

DANS le tintamarre des opinions contradictoires et parfois passionnées qui animent le débat sur la professionnalité scolaire, on attendait du Conseil supérieur de l'éducation des propos crédibles et de nature à faire progresser le débat. Le rapport rendu public mercredi sur cette question comble effectivement ces attentes par ce qu'il dit mais déçoit en même temps par ce qu'il ne dit pas.

Une première recommandation retient d'abord l'attention. Le Conseil demande que «le droit et la liberté de religion et le principe de non-discrimination orientent les nécessaires modifications au système scolaire. L'affaire paraît aller de soi. C'est cependant une fausse évidence car, dans les faits, l'école catholique actuelle «éprouve de la difficulté à respecter les droits et les libertés de tous». La formule est respectueuse. Le message n'en est pas moins clair.

Aurait-on du reste des doutes sur la portée du diagnostic que le remède proposé suffirait à les dissiper. L'avenir de l'école confessionnelle, n'hésite pas à dire le Conseil, dépend en grande partie de la promptitude avec laquelle on abandonnera le régime d'exemption pour passer à un régime d'option et l'on garantira aux enseignants la liberté d'enseigner ou non la religion. Pour «assurer le respect des droits de tous», le Conseil recommande que ces changements soient formellement inscrits dans la loi sur l'éducation même si, à court terme, on peut arriver aux mêmes fins par un amendement au règlement du Comité catholique.

Cette double recommandation risque d'être rejetée par ceux qui tiennent à situer le débat avant tout au plan des principes. Les uns y verront une concession inacceptable à l'hydre qui s'appelle le pluralisme, une atteinte grave aux droits de la majorité qui devra se plier ainsi à une exigence dictée par une infime minorité, une contradiction avec la nature d'une école catholique authentique.

À l'autre extrême, on s'opposera à ces mesures parce qu'elles ne remettent pas en cause le contrôle idéologique de l'Église sur l'école publique et qu'elles risquent même de retarder le moment où celle-ci lâchera son emprise. On ne fera que relâcher la pression mais on retardera ainsi le débat de fond.

Il convient en fait d'examiner la recommandation du Conseil pour ce qu'elle est. Le sys-

tème actuel est effectivement porteur de discrimination et toute mesure susceptible de la supprimer doit être prise rapidement. D'ailleurs cela aurait dû être fait depuis longtemps déjà car la discrimination, même légale, demeure une chose inadmissible dans une société démocratique. On a sans doute oublié, volontairement peut-être en certains milieux, que la Commission des droits et libertés de la personne avait posé en décembre 79 le même diagnostic que le Conseil supérieur de l'éducation sur le système d'exemption des enfants et des enseignants.

Le Conseil constate aussi que le système actuel est juridiquement bloqué. La mise en application des recommandations précitées constituerait très certainement un premier déblocage. On mettrait fin ou on réduirait grandement la marginalité à laquelle trop d'enfants sont confinés par le régime d'exemption. En obligeant les parents de foi catholique à une démarche positive, à un choix délibéré en faveur de l'enseignement religieux, on augmenterait à coup sûr la qualité de cet enseignement. Il en irait certainement aussi de même si l'on mettait enfin les enseignants à l'abri des pressions qui les obligent à troquer leurs convictions, peut-être même leur conscience, pour leur sécurité d'emploi.

Que l'on supprime rapidement les éléments les plus nettement discriminatoires du système actuel ne résout toutefois pas la question plus fondamentale du caractère discriminatoire du système confessionnel en lui-même quand, comme c'est le cas actuellement, il est le seul à exister.

On comprend donc que pour résoudre cette difficulté, le Conseil souhaite voir apparaître dans le cadre des structures actuelles une diversité d'écoles et notamment des écoles pluralistes ou à cohabitation confessionnelle. Il recommande à cet égard «que tous les intervenants en éducation, les autorités gouvernementales, scolaires et ecclésiastiques, facilitent l'instauration de ce type d'écoles».

Malheureusement, le Conseil n'a pas su trouver ni dire comment faire surgir concrètement ces types d'écoles. En effet le moyen qu'il propose laisse très sceptique. Il suggère en effet que chaque milieu s'emploie «à faire la vérité» sur son vécu scolaire. Ce vécu ayant été bien analysé, chacun s'emploiera à trouver

son bien là où il se trouve vraiment.

C'est là malheureusement une vision très naïve et idéalisée de la réalité. Elle part du postulat que la vérité est universelle et comme indépendante de la situation réelle des gens.

Pour les bons catholiques du diocèse de Montréal, «faire la vérité», c'est se conformer à ce «devoir de conscience» de promouvoir l'école catholique que leur dictait il y a un an leur archevêque. Les déficiences des écoles catholiques ne sont qu'un motif supplémentaire, non pas à sombrer dans le «défaitisme facile», mais à «travailler davantage à découvrir et à réaliser les conditions les meilleures pour l'accomplissement de leurs missions».

Pour l'administrateur scolaire, sa vérité c'est que le pluralisme est plutôt une source d'embêtement car il complique le système. Pour un comité d'école, faire la vérité sur son vécu confessionnel, c'est voir s'abattre sur lui l'animateur de pastorale, le curé de la paroisse, l'Association des parents catholiques, l'évêché, etc.

En réalité, le Conseil supérieur pense vraiment que le désir de faire la vérité est plus fort que celui de rester dans la confusion, que la volonté de changement l'emporte sur le conservatisme. Il oublie en fait une donnée essentielle: le vécu des gens est indissociable de leurs intérêts et de ceux de leur groupe d'appartenance. Or on peut, à coup sûr, mesurer les possibilités réelles de changement en évaluant les rapports de force entre ceux dont les intérêts divergent. On peut mieux ensuite proposer des solutions conformes à la justice. Le Conseil s'en est abstenu. C'est dommage.

Plutôt que de se mettre à la recherche des véritables moyens de faire advenir la diversité, le Conseil a choisi de lancer une invitation solennelle «aux corps constitués et à tous les citoyens à examiner leurs attitudes, à dépasser leurs préjugés, à développer leur tolérance et à sortir de leurs chasses gardées». C'est généreux mais hélas fort peu efficace. Dans l'antique sagesse biblique, les Prophètes n'omettaient jamais, en interpellant le peuple, de brandir en même temps quelque menace pour lui indiquer où se trouvait son véritable intérêt. Ils réussissaient parfois à faire bouger les choses.

Jean-Pierre PROULX

## LETTRES AU DEVOIR

### ■ Lettre ouverte à M. Trudeau

Toute une série de déclarations passées me portent à croire que vous serez sensible à la demande que je veux vous faire. Je fais allusion surtout à tout ce qui a été dit à propos des rapports Nord-Sud et du rôle positif et original que pourrait jouer la politique canadienne pour faciliter la compréhension et l'aide mutuelle entre pays riches et pays pauvres et diminuer les tensions internationales qui ont souvent de graves répercussions dans les pays du Tiers-Monde, enjeu assez évident des grandes puissances.

Je suis assuré que vous devez être préoccupé par la situation en Amérique centrale. Vous savez à quel point telle orientation de notre politique peut avoir des conséquences extrêmement importantes pour les peuples concernés, je pense tout particulièrement aux événements du Guatemala et du Salvador. En ce qui concerne ce dernier pays, mon voyage mouvementé de décembre dernier, mes rencontres avec l'évêque de San Salvador, Mgr Ribera Y Damas, et plusieurs personnalités locales au moment même d'ailleurs où quatre religieuses américaines venaient d'être assassinées (j'avais rencontré deux d'entre elles peu de temps avant le tragique événement), m'ont continuellement incité à ne rien négliger dans la mesure de mes moyens limités pour aider tous ceux qui veulent la fin de ce cauchemar et l'avènement d'une solution politique juste.

À la suite du récent geste, si lourd de signification, des gouvernements mexicains et français pour reconnaître le Front démocratique révolutionnaire comme force représentative authentique du peuple salvadorien, il me semble que le Canada doit réviser sa position et tout au moins jouer un rôle plus actif auprès de ses alliés pour hâter la fin de ces malheureux événements qui font tant de victimes chaque jour.

Dans cet esprit, je sollicite une brève rencontre avec vous pour vous exprimer mon point de vue et celui de milliers de chrétiens d'ici. Mgr Adolphe Proulx, évêque de Hull, a manifesté le désir de se joindre à moi pour cette démarche.

Même si je suis destiné à travailler bientôt à Madagascar, je me sens tout autant concerné par les événements d'Amérique centrale parce qu'il m'apparaît impossible de s'intéresser aux questions du Tiers-Monde sans garder toujours présents à l'esprit les problèmes les plus aigus vécus dans l'un de ces pays. Vous conviendrez que le martyre de ce petit pays d'Amérique centrale interpelle vivement notre conscience humaine.

Comme ex-ministre de l'Immigration du Québec, j'ai eu à constater très souvent la complexité des problèmes et les marges de manoeuvre réduites des gouvernements. J'ai aussi appris que, face à tout problème grave qui affecte l'existence de milliers d'hommes et de femmes, on ne devait jamais se priver de toute contribution qui puisse nous aider à trouver une solution plus juste.

Jacques COUTURE  
Montréal, 10 septembre

### ■ La grande bourgeoisie

Quel tour de force! Epoustouffant! Marie-Christine Charbonneau parvient à faire un compte-rendu de la version française de l'étude de Peter Newman sur la grande bourgeoisie canadienne, sans jamais invoquer ce terme. Peut-être, est-ce par un exercice de style — car après 542 pages de Newman ce ne serait pas l'ignorance — elle parle de l'élite, de la classe sociale supérieure, du monde des affaires, de la haute société, des hommes d'affaires et des administrateurs du premier plan et bien sûr de l'establishment canadien, mais jamais le terme exact, la grande bourgeoisie, n'apparaît. Pourtant, l'information c'est aussi appeler les choses par leur vrai nom.

N.J. NARCELLE

Québec, 30 août

### ■ Volkswagen à Blainville

(Lettre adressée à M. Francis Fox, député fédéral de Blainville Deux-Montagnes.)

Depuis quelque temps, il est question d'implanter en Ontario une usine de la firme allemande Volkswagen. Pourquoi ne serait-elle pas construite dans notre circonscription électorale? Voilà mon propos. Ce geste contribuerait à corriger, en partie, le profond déséquilibre créé par les politiques fédérales qui ont amené la construction de l'industrie automobile en Ontario.

Dois-je vous rappeler qu'à chaque fois qu'un Québécois achète une voiture, il exporte involontairement une partie de nos capitaux et crée des emplois en Ontario. En effet, les Québécois achètent 26% des voitures fabriquées au Canada, mais n'en assemblent que 8% et ne fabriquent même pas 1% des pièces. C'est en Ontario que s'effectuent 91% de l'assemblage et 98% de la fabrication des pièces. Vous connaissez les conséquences de ce déséquilibre: 210.000 personnes travaillent dans l'industrie automobile en Ontario contre à peine 10.000 au Québec.

Dois-je vous rappeler que le gouvernement, dont vous faites partie, a perdu récemment de remarquables occasions de réduire le déséquilibre. Faut-il rappeler la subvention à l'usine de moteur Ford au coût de \$40 millions; l'aide fédérale de \$150 millions à Chrysler pour maintenir l'emploi en Ontario; l'importante aide à Massey-Ferguson pour maintenir ses usines, notamment en Ontario; le refus d'une aide fédérale qui a contribué à l'abandon par G.M. de son projet de fonderie d'aluminium au Québec.

Je ne vous rappellerai pas le choix de votre gouvernement du F-18. Les retombées promises se font attendre et les pires hypothèses sont en voie de se réaliser!

La décision concernant l'usine de pièces destinées à la «Rabbit» relève entièrement de votre gouvernement. C'est vous qui détenez le pouvoir exclusif d'établir les conditions quant aux investissements et à la localisation de telles usines. Allez-vous choisir Hamilton, Barrie ou Windsor en Ontario ou encore votre propre circonscription électorale, au Québec?

Puis-je vous faire valoir, entre autres, que Blainville a tous les atouts nécessaires à une telle implantation. Elle aura très bientôt, grâce à votre collaboration, un vaste parc industriel. Au cours de l'été pro-

Les «Lettres au DEVOIR» doivent être signées. L'adresse, de même que le numéro de téléphone, ne sont requis que pour fins d'identification dans nos dossiers. LE DEVOIR demande à ses correspondants de bien vouloir s'en tenir à moins de deux feuillets dactylographiés à double interligne. LE DEVOIR se réserve le droit d'abréger les textes trop longs.

chain ce parc sera relié à l'autoroute des Laurentides par une nouvelle sortie que notre gouvernement est à aménager. L'Hydro s'apprête à la desservir en électricité. Le C.P. longe déjà de ses rails le territoire désigné. La Ville de Blainville sera aidée dans l'implantation des services grâce à un programme à frais partagés de nos deux gouvernements. Le gazoduc traversera bientôt Blainville, apportant une source d'énergie absolument requise à l'implantation de l'Usine Volkswagen.

Même s'il n'y a pas de député libéral dans Joliette, il y a pourtant 74 députés québécois au Parlement fédéral, c'est-à-dire 98,6% des sièges. Puis-je vous suggérer, qu'avec leur aide, leurs électeurs aient une part accrue de 2% à 3% de l'industrie automobile canadienne?

Dans l'espoir que vous saurez convaincre vos collègues à l'occasion du caucus général du 15 septembre prochain.

Elie FALLU  
député de Groulx  
Sainte-Thérèse, 2 septembre

### ■ À quand la 2 CV?

À quand l'apparition des automobiles 2 chevaux? C'est la question qu'on est porté à se poser avec les augmentations successives du prix du carburant!

Pas besoin d'être grand clerc pour prévoir la disparition prochaine des 6 cylindres et des puissants V8 dont les années sont comptées. Les 4 cylindres répondent à merveille aux besoins présents d'économie de l'énergie. Leurs performances sont satisfaisantes compte tenu des limitations de vitesse. (nos policiers sont très chateouilleux sur les excès de vitesse et parfois la tentation est trop forte avec un V8 modifié.)

D'un autre côté, les 2 cylindres répondront bientôt à un nouveau besoin de l'automobiliste, surtout quand l'essence sera à \$5.50 le gallon! La 2 chevaux est depuis toujours très répandue en France (pays de l'essence chère). Si la 4 cylindres est satisfaisante, la 2 cylindres le sera sûrement davantage. Et pourquoi pas? Les routes sont, règle générale, très bien entretenues, et dans plusieurs cas fraîchement pavées, exception faite de certaines régions éloignées.

C'est plus qu'évident, la 2 cv répond déjà à un besoin. Quand les concessionnaires américains, européens et japonais la mettront-ils sur le marché?

Alain DUFAULT,

Granby, 8 septembre

### ■ Une assemblée qui laissera des marques

Seydou, Shelagh, Carolyn, Moeketsi, Michael, George, Simon, Mafaida, Moggie, Maximus, vous êtes en ce moment ce que j'ai de plus beau, vos noms résonnent en moi comme autant de cloches annonçant la venue de jours où personne ne connaîtra plus l'oppression. Vous êtes la merveilleuse gerbe de fleurs en moi... Je ne peux pas réprimer mes sanglots. Et pourquoi les réprimerais-je??? Ce que nous avons vécu était chose rare dans la vie de minuscules êtres humains comme nous: une semaine surgie comme cela dans notre vie. Bien sûr, nous nous y étions préparés, bien sûr, lectures, réflexions précédaient cette semaine, mais cela dans le cadre de notre vie habituelle. Et puis voilà! Plus rien n'est pareil.

Comme on est grossier à côté de la finesse de Hermany, qui écoute avec attention quand l'on parle, et qui parle avec douceur et calme et l'on écoute et tout est différent. Quoi répondre quand Seydou nous dit que boire un café est un grand luxe pour lui, qu'il lui est difficile de nourrir sa famille, alors que son pays est entouré de pays grands producteurs de café? Mais ce café-là, il n'est pas destiné aux Africains. Et quoi dire à l'Américain sur le respect des cultures? Et que faire devant Moeketsi lorsqu'il me raconte que, en Afrique du Sud, il y a des magasins pour les Noirs et d'autres pour les Blancs et que non, on ne le regardera pas, on ne le servira pas s'il ose seulement mettre le pied dans ces derniers? Et que répondre à cette autre qui nous parle de la Fleur, de cet état de vie qui, mine tout l'être, à cet autre qui se sait traqué chez lui parce qu'il ose chanter sa vie??

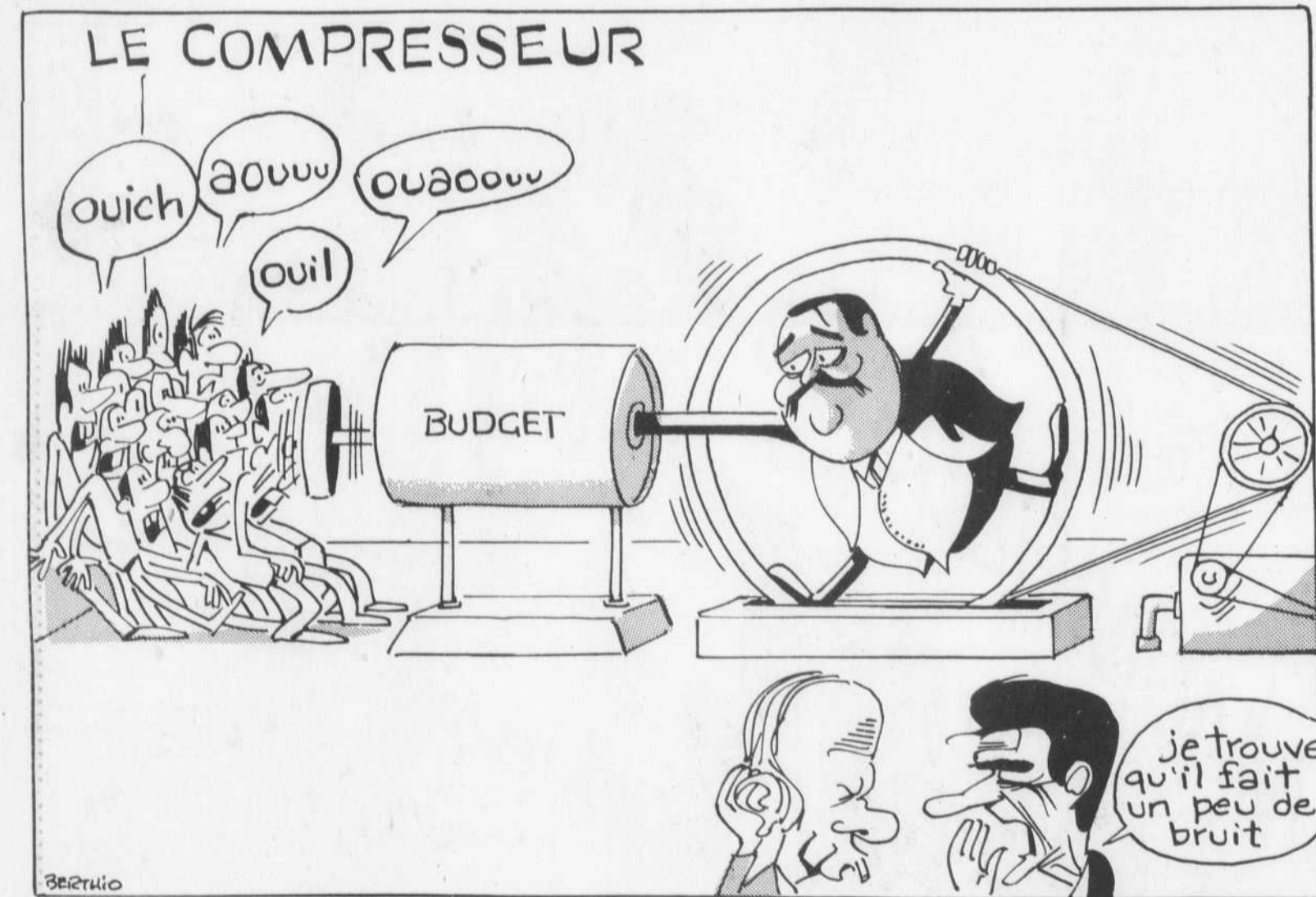
Une honte terrible... quelle réponse pouvais-je trouver lorsque certains de mes amis me faisaient remarquer que l'on mange beaucoup ici, simplement, comme ça. Mais un d'entre eux venait du Mali, l'autre des Indes, voilà.

Comment la vie peut-elle être semblable après? Toute cette nourriture que l'on jette, tous ces aliments exotiques que l'on exige, mais qui sont souvent cause de malnutrition chez eux. Tous les gadgets, toutes les futilités, et notre égoïsme, notre vanité pour telle maison, telle voiture, tel bracelet ou que sais-je? Et cela, toujours, bien calmement, en exploitant le Sud.

J'en suis absolument sûr, beaucoup d'entre nous délégués et supporters du «Nord», changerons nos pratiques, dans notre vie la plus quotidienne: là se trouve peut-être la base d'un monde plus juste et plus humain.

Eric NOTEBARET

Montréal, 5 septembre



## Un virage laborieux

Dans une lettre en date du 4 septembre, l'évêque de Saint-Jérôme, Mgr Charles Valois, protestait auprès des autorités fédérales contre la tenue précipitée d'audiences publiques sur la disposition des terres entourant l'aéroport de Mirabel. Après avoir suscité un certain espoir de règlement de ce long et douloureux conflit, en effet, la société formée par le gouvernement fédéral pour administrer ces biens et recommander à leur sujet une politique au cabinet, en est venue à son tour à susci-

ter méfiance et mécontentement au sein de la population de la région.

On croit comprendre que même si la «Société immobilière du Canada (Mirabel) Ltée» doit elle-même faire rapport au gouvernement dans des délais relativement courts, ses administrateurs sont prêts à se montrer souples et à recevoir, même après délai, les mémoires ou les suggestions qu'elle a invités les intéressés à lui faire tenir publiquement. Cette souplesse s'impose d'autant plus que les personnes et les groupes intéres-

sés à l'avenir de ce qui fut la communauté agricole de Sainte-Scholastique n'ont pas tous les mêmes ressources pour répondre à l'invitation des représentants fédéraux.

Il faudra d'ailleurs cependant qu'une simple extension des délais ou des audiences publiques pour dissiper l'ambiguïté dans laquelle agit le nouveau mandataire fédéral. Alors en effet que le ministre, M. Paul Cosgrove, a clairement laissé entendre aux agriculteurs que les terres expropriées en trop pourraient leur être rétrocédées, tel n'est pas, du moins pas encore, le mandat de la société qui a été formée au début de l'année, ni la politique qui pourrait éventuellement en sortir.

Il va sans dire qu'il fallait d'abord assainir l'administration de ce patrimoine, de ses immeubles souvent délabrés, et des quelque 2.600 baux signés par le ministre. En procédant à un nettoyage discret mais poussé des écuries de l'ancienne administration, la société que préside M. Jean-Pierre Goyer, tout en économisant d'importants fonds publics, s'est trouvée à donner implicitement raison aux contestataires qui, depuis des années, dénoncent ce scandale.

Mais la définition de l'avenir importe plus encore que le nettoyage du passé. Or avant même que débute les audiences publiques, ne serait-il pas essentiel d'établir certains principes de base? Par exemple, le gouvernement fédéral ne doit-il pas éviter de s'ériger lui-même en promoteur immobilier? Ne doit-il pas respecter la vocation rurale traditionnellement reconnue à cette région? N'est-il pas de justice élémentaire de réparer les torts sociaux imposés à celles de comportement à l'endroit des groupes de la région devraient aussi être reconnues. Après des années de remous et de polémique, la tentation est grande pour la société fédérale de choisir ses inter-

locuteurs. Elle peut d'autant plus le faire qu'étant en même temps le propriétaire de quelque 9.000 locataires, elle est à même de favoriser les uns et d'intimider les autres. Cette situation la place en quelque sorte en conflit d'intérêts alors que son mandat l'oblige à recommander, en toute sérénité, une politique pour l'avenir au cabinet fédéral.

Dans les circonstances, on ne peut guère songer à modifier la structure de l'organisme auquel Ottawa a confié les terres de Mirabel. En revanche, une responsabilité morale accrue pèse sur les épaules des administrateurs qui ont été nommés au conseil de la société immobilière. Il ne suffira pas qu'ils siègent publiquement pour satisfaire aux exigences de leur mission. Le rapport et les recommandations qui sortiront des audiences et de leurs délibérations devraient être rendus publics avant que le cabinet n'ait à s'engager plus fermement pour les années à venir.

Entre-temps, la société immobilière doit, en toute logique, s'en tenir sur le plan administratif à des actes conservatoires et éviter, dans toute la mesure du possible, de prendre des engagements ou de signer des contrats qui présument de l'avenir. À bon droit, la population ne veut plus se faire imposer une politique du fait accompli. M. Goyer et ses collègues ont été sévèrement critiqués pour avoir vendu, en dehors du parc industriel déjà établi, un emplacement qui va servir à une entreprise de fabrication. Même s'il semble que cette décision soit valable et ait reçu l'approbation du gouvernement du Québec, elle devrait être l'exception. En tout cas, les transactions du genre devraient se faire publiquement.

Autrement, la Société fédérale donnera raison à ceux qui craignent que ces terres expropriées pour un aéroport finissent entre les mains des amis du régime.

Jean-Claude LECLERC

## BIEN

### Au travail!

Les écoles donnent le la de la rentrée. Les enfants prennent leur carton, leur autobus et leur mine matinale de papier mâché. C'est le retour au travail qui impose son ordre, sa loi.

Le boulot qui, en été, ne faisait pas sérieux, redonne à chacun la priorité, la préoccupation majeure, la raison d'être de son existence.

Avec septembre, dont la sonorité du mot rebute, sonne le glas de l'été qui prend son dernier coup de vieux. La nature donne des signes d'épuisement. Il y a réduction de chaleur dans l'air, compression de la lumière le jour.

La sève de la végétation achève de s'épuiser; le peu qui reste se coagule. La livrée des arbres passe du vert au rouge, au jaune, au

mauve, magnifique coloris de paradis avant la chute. Les oiseaux s'affairent en préparatif pour la grande migration.

L'homme sédentaire lui, aménagé à l'intérieur de ses quatre murs son matériel de plein air. Il organise son propre enfermement; ressort de ses tiroirs, armoires, placards son fourmillement de saison morte.

Il se jette à corps perdu dans le tumulte artificiel des occupations, des passe-temps, des obligations, des contraintes, des distractions sur mesure, produisant, consommant, se consumant neuf mois sur douze pour quelques dollars sans valeur et sans âme.

C'est la vie... ne dérangez pas... âme au travail.

Albert BRIE

# La confessionnalité scolaire Faire la vérité et permettre l'existence de la diversité

QU'IL soit ou non familier avec la confessionnalité scolaire au Québec, l'observateur est vite conscient de l'extrême complexité du sujet dont il découvre les multiples facettes. Il devient en même temps sensible aux nombreuses mises en garde qui peuvent l'influencer dans son travail: il n'y a pas, lui dit-on, de solution aux problèmes de la confessionnalité; ils ne savent pas ce qui les attend ceux qui veulent «toucher» à la confessionnalité scolaire; il n'y a pas d'urgence qui oblige à modifier maintenant la confessionnalité scolaire au Québec.

La nécessité de faire apparaître des voies d'évolution nouvelles de la confessionnalité scolaire au Québec ne semble pas venir d'un caractère d'urgence mais d'un état endémique qui ne donne pas de signes évidents d'amélioration. Certains symptômes laissent plutôt entrevoir des insuffisances très nettes et de plus en plus affirmées. La confessionnalité scolaire est devenue une question posée dans diverses couches de la population.

Pour approfondir cette difficile question, il n'est pas sans intérêt de savoir à qui elle est posée et qui la pose. Dans les visites et les consultations, il apparaît clairement que la question est d'abord posée à la majorité québécoise francophone. Ceux qui posent la question appartiennent à la fois à cette majorité et à di-

verses minorités.

Même si les exemptés de l'enseignement religieux catholique, les anglo-catholiques, les franco-protestants et d'autres minorités religieuses comme les juifs et les orthodoxes ne posaient pas la question de la confessionnalité, elle serait mise de l'avant par des francophones catholiques. Par là même, la question ne peut être éludée par les anglo-protestants, constitués en majorité dans leur secteur scolaire, mais minoritaires aux plans politique, linguistique et religieux.

La confessionnalité scolaire doit être soumise à la discussion publique parce qu'elle est au carrefour de deux grandes tendances qui représentent des choix de société.

Que voulons-nous faire de la confessionnalité? Un instrument de conviction, d'identité religieuse ou nationale? Alors, il importe d'assurer d'une manière quasi

indéfectible la participation des parents, l'engagement personnel des maîtres et un dialogue intense entre l'école et la communauté. Ou encore, dans une société pluraliste, voulons-nous permettre, dans toute la mesure du possible, l'expression non seulement des identités mais celle des différences? Alors, il faut pratiquer des ouvertures plus grandes à la diversité, dans le respect des droits de tous?

Si nous conservons, du moins provisoirement, les deux tendances ou si nous parvenons à un choix de société qui les équilibre, deux tâches demeurent relatives à la confessionnalité scolaire au Québec: «faire la vérité»; permettre l'existence de la diversité.

La première tâche se rattache à la confessionnalité comme conviction. «Faire la vérité» est une tâche qui a été soulignée par des groupes appartenant à la majorité francophone catholique et à des minori-

tés religieuses. Cette tâche revient d'abord aux parents, aux diverses Églises, aux personnes et aux groupes en vertu de leur appartenance religieuse. Cette tâche relève, en définitive, de tous ceux qui, dans la population, recherchent une adéquation entre l'étiquette et le vécu confessionnel.

La deuxième tâche — permettre l'existence de la diversité — aura besoin d'appuis concrets. Elle traduit une tradition d'ouverture des Québécois, assortie d'une certaine prudence. Lorsque les parents sauront qu'il existe des écoles vraiment éducatives autres que celles conformes au schéma traditionnel de la confessionnalité, alors seulement ils pourront vouloir que ces écoles existent en plus grand nombre. Les gens ne voudront vraiment choisir des écoles nouvelles pour leurs enfants que si ces écoles ont d'abord eu la chance d'exister véritablement. C'est pourquoi l'existence d'écoles «pluralistes» ou «à cohabitation confessionnelle» est liée à des initiatives préalables qui pourront montrer concrètement la valeur de telles écoles.

L'une et l'autre tâches supposent que soit donnée une réponse valable à une question posée avec insistance au cours des consultations: quel est le prix à payer, individuellement et collectivement, pour que soient tracés, d'une manière viable, des voies d'évolution nouvelles de la confessionnalité au Québec? La question implique-des conditions de deux ordres. Quel prix est-on prêt à payer? — Cela signifie d'abord: quel investissement les personnes et les groupes sont-ils prêts à consentir pour qu'existent une «vraie» confessionnalité et une «vraie» diversité? — Cela signifie également: quelles ressources financières la société et l'État qui la dirige veulent-ils et peuvent-ils consacrer à l'aménagement de la confessionnalité et du pluralisme? Le rapport sur la confessionnalité con-

duit à des recommandations et à autre chose que des recommandations. Il comporte un appel à la population en même temps que des recommandations du Conseil du ministre de l'Éducation. Il incite la population à se renseigner sur la confessionnalité et à s'efforcer de la comprendre le mieux possible. À cet égard, le présent rapport manquera son but si l'on n'a pu réussir à éclairer le débat actuel sur la confessionnalité scolaire. Il invite les corps constitués et tous les citoyens à examiner leurs attitudes, à dépasser leurs préjugés, à développer leur tolérance et à sortir de leurs chasses gardées. Sur ce point, les attentes relevées par les visites et les consultations contribuent certainement à ouvrir les perspectives habituelles sur les structures confessionnelles. Quant aux voies d'évolution de la question de la confessionnalité, elles reposent en bonne partie sur les attitudes de la population mais elles dépendent aussi d'une action gouvernementale.

Le Conseil conclut à des actions immédiates capables de faire évoluer la question de la confessionnalité scolaire au Québec. S'il ne conseille pas de procéder subitement à des chambardements radicaux, il suggère néanmoins d'associer sans délai le vécu ou l'expérience concrète aux études de droit et aux hypothèses administratives. Les vraies solutions au débat sur la confessionnalité scolaire viendront respectivement de la vie des écoles et des aménagements de structures.

Le présent rapport traite davantage de la vie des écoles et de ceux qui y vivent que de structures. Le Conseil entend au cours de l'an qui vient et en tenant compte des commentaires et des réactions que suscitera le présent rapport, entreprendre l'étude de la question des structures, question délibérément mise entre parenthèses dans un premier temps.

Les recommandations du Conseil s'inscrivent dans l'esprit des orientations générales auxquelles conduisent les travaux sur la confessionnalité et réaffirment des droits reconnus par les Déclarations universelles et la Charte québécoise des droits de la personne. Ces recommandations précisent les actions des divers intervenants en éducation qui contribueront à l'évolution de la question de la confessionnalité scolaire au Québec.

Le Conseil recommande donc: ■ que le droit à la liberté de religion et le principe de la non-discrimination soient respectés comme une exigence du système d'éducation québécoise et orientent, en conséquence, toutes les modifications qui seront apportées à la confessionnalité scolaire;

■ que dans tous les aménagements de la confessionnalité et du pluralisme l'école réponde à trois caractéristiques indispensables: qu'elle soit vraiment éducative; qu'elle rende possible une formation morale ou une formation religieuse; qu'elle soit respectueuse des droits et libertés de tous;

■ que tous les intervenants en éducation, les autorités gouvernementales, scolaires et ecclésiastiques, facilitent l'instauration d'écoles «pluralistes» ou à cohabitation confessionnelle; là où les communautés locales le désirent et ce, dans les deux secteurs scolaires existants, particulièrement dans les régions de Montréal et de Québec;

■ que dans toutes les écoles du Québec, reconnues comme catholiques, il soit désormais rendu possible, en vertu du règlement du Comité catholique, d'offrir à tous les élèves du primaire et du secondaire, le choix entre l'enseignement religieux et l'enseignement moral;

■ que dans les lois en éducation — soit introduit un article qui garantisse, aux parents et aux enfants, la liberté de choix d'un enseignement religieux ou moral conforme à leurs convictions et la liberté de participer ou non aux activités de pastorale

— soit également introduit un article qui garantisse aux enseignants la liberté de dispenser ou non un enseignement religieux confessionnel;

■ que le ministre de l'Éducation poursuive les actions juridiques déjà engagées, à la suite du jugement de la Cour supérieure sur l'école Notre-Dame-des-Neiges, et qu'il éclaire la population sur les possibilités et les limites du droit actuel, particulièrement pour les milieux desservis par la commission des écoles catholiques de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Québec, soumises à l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

## Le marathon vu d'un point de vue médical

par  
Guy Blanchard

L'auteur est médecin et marathonien. Il a couru le deuxième marathon international de Montréal en trois heures et quarante huit minutes. Il livre ici aux lecteurs des informations utiles à la veille du marathon de Montréal qui aura lieu dimanche.

Le coureur est habituellement petit de taille et léger de poids. La grande moyenne des gagnants du marathon de Boston est de 5 pieds 7 1/2 pouces et leur poids de 135,4 livres. Sauf pour Paavo Nurmi, le Finlandais, gagnant des six médailles d'or aux Olympiques de Paris en 1924 et Emile Zatopek de Tchécoslovaquie, le coureur d'élite n'a pas un développement musculaire impressionnant. Il s'agit en fait moins d'une affaire de force que d'endurance.

On ne peut pas cependant s'improviser coureur. Il y a des prérequis: les différents organismes de la santé sousscrivent à un ensemble de critères dont l'application assurait à la population un effet bénéfique sur le plan du système cardio-pulmonaire. On pourrait résumer l'ordonnance comme suit: 1) il faut d'abord s'adonner à la pratique d'exercices respiratoires tels que la course à pied, la natation, le cyclisme avec 2) une intensité suffisante de sorte que la fréquence cardiaque atteigne 70 à 85% de la fréquence maximale possible chez un sujet et ce pendant 3) une durée d'au moins 15 à 20 minutes à la fois et 4) le tout renouvelé au moins trois fois par semaine.

Pour ceux qui n'ont pratiqué aucune forme de sport ou d'activité physique depuis un an, qui sont obèses, qui ont un problème médical particulier ou encore qui ont dépassé 40 ans, il est fortement recommandé de voir son médecin qui verra à obtenir une épreuve à l'effort maximal sur tapis roulant. Il pourra détecter ainsi toute arythmie cardiaque pouvant être associée à l'exercice, de même que connaître la fréquence cardiaque maximale du sujet à un effort soutenu de 3 à 5 minutes, après une période de réchauffement de 5 à 10 minutes.

Cette dernière exigence sera utile, puisqu'en période d'entraînement on demandera au sujet de maintenir en course un rythme cardiaque équivalent à 75% du résultat obtenu au test. Lorsque cette épreuve cardiaque n'est pas faite (comme par exemple chez des sujets en bonne forme physique et qui peuvent s'inscrire directement auprès des différents centres offrant un programme combiné de musculation et de course à pied), on appliquera la règle suivante: on multiplie le chiffre 220 moins votre âge par 75%. Ainsi un sujet de 40 ans obtiendra 220 - 40 = 180 X 75% = 135 battements à la minute; un sujet de 30 ans: 220 - 30 = 190 X 75% = 142 pulsations, etc.

Une fois que le coureur a atteint un rythme de croisière avec un pouls variant, selon l'âge et les critères exprimés antérieurement, entre 125 et 150 à la minute et ce sur une durée de 35 à 40 minutes, il entrera dans une sorte de transe au cours de laquelle il fera abstraction de tous les problèmes qui pourraient le préoccuper. Il ne semblera fournir aucun effort et obéira à un automatisme bien réglé. Pourtant la machine fonctionnera à pleine capacité.

La course à pied chez le coureur de longue distance et surtout chez le marathonien d'élite entraîne parfois l'hypertrophie du ventricule gauche en réponse à la demande physiologique d'un débit cardiaque augmenté. Le débit cardiaque qui est au repos de 5,5 litres par minute passera facilement en course à 35-40 litres. Le rythme cardiaque, qui, en course, pourra atteindre 135 battements à la minute selon les critères de l'âge et du niveau de compétition, sera abaissé à 60, à 50 et même à 40 pulsations à la minute chez un athlète entraîné, ce qui représente une économie de battements projeté sur une base annuelle.

Par ailleurs on trouve de plus en plus dans la littérature médicale mondiale des articles sur le décès de coureurs et

des journées faciles: 48 heures sont en effet nécessaires à la récupération. Lors de la plus longue journée et ce, de semaine en semaine, on augmentera le temps de course de 5 à 10 minutes chaque fois. Pour améliorer la vitesse, on pourra également lors de cette plus longue journée, adopter une recette développée en Suède qui s'appelle jeu de vitesse ou jeu de rythme (farlek).

Alors que l'on alterne sur des distances variant de 200 à 600 mètres deux rythmes (temps) différents, l'un correspondant à la vitesse habituelle en marathon, l'autre à une vitesse plus rapide. Il y a également le travail par intervalle où l'on parcourt très rapidement 200 à 600 mètres à la manière d'un sprinter, suivis d'un jogging très lent sur une distance équivalente. Ceci comporte l'avantage d'un entraînement mixte en aérobie et en anaérobie. Une progression trop rapide dans l'entraînement peut amener toutes sortes de problèmes d'ordre musculo-squelettique et même des douleurs abdominales avec diarrhée et même du sang dans les selles.

Il est nécessaire de porter de bonnes espadrilles. Lorsque le coin du talon s'amenuise trop rapidement il faudra le réparer par coin supinateur externe pour éviter une douleur au genou par débâlement mécanique surtout chez des coureurs aux jambes arquées. Un mauvais alignement biomécanique entre le bassin, les hanches, les genoux et les pieds entraînera également des douleurs aux genoux (30%), aux tendons d'Achille (20%), aux jambes (15%), à des fractures de tension (stresses) (15%), des aponeuroses plantaires (10%), des lombalgies (5%). La correction devra être apportée par la chaussure. En général, un support de l'arc plantaire longitudinal sera prescrit et parfois un renfort interne de la chaussure sera ajouté.

Il faut également prévoir s'abreuver de 6 à 8 onces d'eau ou de jus 15 minutes avant une course et par la suite aux 20 minutes durant la course pour combattre toute déshydratation possible. On devra également dans un marathon (ceci est rarement nécessaire lors de périodes d'entraînement de moins de deux heures) ingurgiter du glucose soit sous forme d'un breuvage appelé TONIK ou sous formes de comprimés de Dextrosol, à compter de la deuxième heure en course et, ce, aux trente minutes pour prévenir une crise d'hypoglycémie en fin de course alors que les muscles vidés de leur glycogène tentent désespérément d'extraire du sang le glucose nécessaire à reconstituer leur réserve pour un travail mécanique.

Enfin, les organisateurs de marathons doivent bien veiller à retirer de la course tout sujet qu'ils soupçonnent ne plus évaluer par transpiration, au stade de l'épuisement par chaleur, surtout en journée chaude et humide alors que le sujet ne se serait pas suffisamment abreuvé de liquides. Ce sujet apparaît vidé, confus, blême et avec une peau sèche et fraîche, contrastant avec la fournaise interne qui amènerait la température rectale à 40°C (104°F). À une température rectale supérieure à 41°C (105°F), le sujet pourrait être victime du coup de chaleur avec des lésions cérébrales, cardiaques et rénales permanentes pouvant même entraîner la mort.

Le traitement préventif de cette complication est l'identification de l'épuisement par chaleur, le retrait de la course à l'ombre, le refroidissement progressif et l'administration rapide de solutés et enfin l'hospitalisation.

Avec une meilleure préparation et une meilleure connaissance des pièges que peut comporter un marathon, le coureur pourra entrer en souriant à la ligne d'arrivée, qu'il ait parcouru la distance en 3 heures et 48 minutes ou mieux, ce qui fut tout mo moins au deuxième marathon international de Montréal. Son nom pourra ne pas apparaître au classement publié après la course (comme ce fut le cas de plusieurs marathoniens) si, par malheur, un autre participant arrive au fil d'arrivée en masquant le numéro qui apparaît sur son gilet à l'oeil magique de l'ordinateur qui doit l'enregistrer. L'important n'est-il pas, après tout, de terminer avec tous ses moyens.



**ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC**  
Corporation professionnelle d'exercice exclusif  
régie par le Code des professions  
690, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec H3A 2S3  
Téléphone: (514) 288-3256

<p><b>ALLAIRE, GOYETTE, NADEAU, ROBERGE &amp; CIE</b> Comptables Agréés 35 Dufferin Granby, Qué. J2G 4W5 Tél.: 514-375-4400</p>	<p><b>DUNWOODY &amp; COMPAGNIE</b> Comptables Agréés 1440, rue Ste-Catherine ouest Suite 810 — 861-9081 Montréal, Québec H3G 1R8 Bureaux dans les principales villes du Canada et cabinets associés à travers le monde</p>	<p><b>MAHEU, NOISEUX, ROY &amp; ASSOCIÉS</b> Comptables Agréés 2 Complexe Desjardins, Bureau 2600 C.P. 153, Montréal H3B 1E8 Tél. (514) 281-1555 Télex 055-60917 Bureaux à Ottawa, Montréal, Laval, Hull, Hawkesbury, Québec, Lévis et Moncton. Société Nationale Collège Barrow Bureaux à Vancouver, Calgary, Edmonton, Winnipeg, Toronto, Montréal, Québec, Halifax et autres villes. Représentation dans les grands centres financiers internationaux.</p>	<p><b>RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ &amp; ASSOCIÉS</b> Comptables Agréés Montréal, Québec, Ottawa Chicoutimi, Trois-Rivières, Hull 17ème étage, Tour de la Bourse Montréal, Québec, H4Z 1G8 Représentation à travers le Canada par DOANE RAYMOND ASSOCIÉS Représentation internationale par GRANT THORNTON International</p>
<p><b>ARTHUR ANDERSEN &amp; CIE</b> Comptables Agréés, 800 Boul. Dorchester ouest, Montréal, H3B 1X9 861-1641 Bureaux à Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Calgary, Vancouver, Société affiliée: Gagné, Vallancourt &amp; Associés</p>	<p><b>ERNST &amp; WHINNEY</b> Comptables Agréés Sept-Isles, Montréal, Ottawa, Toronto, Hamilton, Kitchener, London, Winnipeg, Calgary, Edmonton, Abbotsford, Vancouver, Victoria, Halifax et dans les principales villes du monde. 1200, avenue McGill College Suite 1100 Montréal, Québec, H3B 4G7 871-8901</p>	<p><b>MacGILLIVRAY &amp; BRUNEAU</b> Comptables Agréés Chartered Accountants 1155 Dorchester ouest Montréal, P.Q. H3B 3T9 (514) 871-8868 National MacGILLIVRAY &amp; CO. Bureaux dans les principales villes au Canada et partout dans le monde</p>	<p><b>RICHTER, USHER &amp; VINEBERG</b> Comptables Agréés Montréal / Toronto Associés - Résidents à Montréal Gail Vineberg, C.A. Howard Gilmour, C.A. Alma Richter, C.A. Barry Canine, C.A. Arnold M. Usher, C.A. David A. Viner, C.A. Garrod S. Goffburg, C.A. Alan Winer, C.A. John Kramer, C.A. Jack S. Wood, C.A. J. Yves Trépanier, C.A. Richard S. Vineberg, C.A. Stewart M. Kaufman, C.A. Philip Meyer, C.A. Donald Prinsky, C.A. Patrick H. So, C.A.</p>
<p><b>BERNIER &amp; BISSON</b> Comptables Agréés Georges Bernier, C.A. Marcel Bisson, C.A. 60, St-Jacques, Suite 601 Montréal — 845-0209</p>	<p><b>GAUVIN, DUMAIS ET ASSOCIÉS</b> Comptables Agréés R. Gauvin, C.A. B. Dumais, C.A. R. Forget, C.A. J. R. Boyer, C.A. G. Villeneuve, C.A. J. R. Charette, C.A. M. Durotte, C.A. P. Saint-Julien, C.A. A. Garescu, C.A. 561, boul. Crémazie est Montréal, H2M 1L8 — 384-1430 28, boul. St-Vieljeux Rigaud, J6P 1P0 — 458-7526</p>	<p><b>MALLETTE, BENOIT, BOULANGER, RONDEAU &amp; ASSOCIÉS</b> C.P. 95 1, Complexe Desjardins MONTRÉAL, (Québec) H3B 1B2 (514) 281-1850 Montréal, Québec, Sherbrooke, Rimouski, Magog, Saint-Jérôme, Richmond, Sainte-Agathe-des-Monts, Montmagny, Port-Carlier, Sept-Îles Société Nationale WARD MALLETTE Représentation internationale dans 45 pays BINDER DIKER OTTE &amp; CO.</p>	<p><b>ROBERT SAINT-DENIS &amp; CIE</b> Comptables Agréés 7000, Avenue du Parc, Suite 301 Montréal H3H 1X1 — 274-2797</p>
<p><b>BOISJOLI, HOUGHTON &amp; CIE</b> Comptables Agréés 1440 ouest, rue Ste-Catherine Suite 525 — 861-2868 Louis Albert Boisjoli, C.A. Maurice Sabbah, C.A. Michel Sabbag, C.A.</p>	<p><b>CHARETTE, FORTIER, HAWEY &amp; CIE TOUCHE ROSS &amp; CIE</b> 1 Place Ville-Marie Montréal - H3B 2A2 861-8531 Membre de Touche Ross avec ses bureaux à St. John's, Sydney, Halifax, Saint-John, Fredericton, Ottawa, Toronto, Hamilton, St. Catherine, Kitchener, London, Windsor, Mississauga, Cornwall, Winnipeg, Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton, New Westminster, Vancouver, Victoria, Prince George, Langley, Bermuda, Nassau, Grande Caïman</p>	<p><b>GRIGNON, DE PALMA, POIRIER &amp; ASSOCIÉS</b> Société Nationale CAMPBELL SHARP Comptables Agréés 500 Place d'Armes, Suite 1700 Montréal, Québec, H2Y 2A1 845-7211</p>	<p><b>SAMSON, BELAIR &amp; ASSOCIÉS</b> Comptables Agréés Québec - Montréal - Ottawa - Toronto Calgary - Vancouver - Rimouski - Trois-Rivières - Sherbrooke - Saint-Hyacinthe - Kitchener - Sept-Îles Fort Lauderdale (U.S.A.) Suite 3100, Tour de la Bourse Montréal, Qué. H4Z 1H8 (514) 961-5741</p>
<p><b>CLARKSON - GORDON</b> Comptables Agréés Associés-résidents Montréal - Québec A. Benedetti, C.A. J.P. Graveline, C.A. C.C. Bismuth, C.A. M. Lanthier, C.A. C.W. Blasseger, C.A. A. Lanthier, C.A. T.R. Burpee, C.A. R.E. Lavoy, C.A. M. Camrand, C.A. R. Leduc, C.A. H.M. Carron, C.A. G. Limoges, C.A. G. Chamberland, C.A. J.G. McGregor, C.A. J.P. Deslisle, C.A. R.J. Messier, C.A. R. Fortier, C.A. J.D. Morrison, C.A. S. Fraser-Gagnon, C.A. R.R. Ocker, C.A. G. Fréchette, C.A. R. Paarl, C.A. S.R. Gagné, C.A. L.L. Saint-Pierre, C.A. R. Germain, C.A. W.J. Smith, C.A. G. Gingras, C.A. G.S. Wells, C.A.</p>	<p><b>HAREL, DROUIN &amp; ASSOCIÉS</b> Comptables Agréés 278 ouest, St-Jacques suite 600 Montréal H2Y 1N3 845-9253 Bureaux: Montréal Lévis Repentigny Îles de la Madeleine Maniwak</p>	<p><b>KENDALL, TRUDEL &amp; CIE</b> Comptables Agréés 866 ouest, rue Sherbrooke Suite 1400 288-0988</p>	<p><b>THIBAUT, MARCHAND &amp; CIE</b> Comptables Agréés 110 Place Crémazie Ouest Suite 600 Montréal, Québec H2P 1B9 381-6233 Poissant, Richard et Associés et THORNE, RIDDELL Comptables Agréés 630 ouest, Boul. Dorchester Suite 2500 Montréal, Québec H3B 1W2 Burlington, Québec A l'échelle internationale McIntlock Main Lafrenzt</p>
<p><b>CLOUTIER, COUREY, FONTAINE &amp; ASSOCIÉS</b> 2, Place Laval Bureau 300 LAVAL, Qué. H7N 5N6 382-4010 - 668-8400</p>	<p><b>LALIBERTÉ, LANCTÔT, MORIN &amp; ASSOCIÉS</b> et COOPERS &amp; LYBRAND 836, boul. Dorchester ouest Montréal H3B 1W6 (514) 871-0792</p>	<p><b>LAVALLÉE, BÉDARD &amp; CIE</b> Comptables Agréés 19 ouest, Le Royer — Suite 300 Montréal, H2Y 1W4 844-1153</p>	<p><b>PETRIE, RAYMOND &amp; ASSOCIÉS</b> 1320, boulevard Graham Suite 301 Mont-Royal (Québec) H3P 3C8 Tél. (514) 342-4740</p>
<p><b>COGAN, LANDORI &amp; DUBÉ</b> Comptables Agréés 3901 Jean-Talon O. Ste. 214 Montréal, Québec H3R 2Q5 Ottawa 731-7851 Amprlor</p>	<p><b>LIPPMAN, PTKAC, BENJAMIN, SMALL &amp; COHEN</b> Comptables Agréés Montréal/Toronto 8600 Côte des Neiges Mtl., P.Q. H3S 2A8 (514) 341-5511 Membre: Groupe International des Cabinetiers de Comptables</p>	<p><b>PRICE WATERHOUSE</b> Comptables Agréés 1200 McGill College Montréal, Qué. H3B 3Q4 — 879-9050 21 bureaux à travers le Canada Montréal, Québec, Halifax, Ottawa, Toronto, Mississauga, Hamilton, Kitchener, London, Windsor, Thunder Bay, Winnipeg, Saskatoon, Calgary, Edmonton, Vancouver, Victoria</p>	<p><b>VIAU, ROBIN &amp; ASSOCIÉS</b> Comptables Agréés MONTRÉAL - TORONTO Jacques R. Chadioun, C.A. Jacques Javel, C.A. Louis Baril, C.A. Farid A. Chali, C.A. 4928, ave Verdon, Verdun H4G 1N3 65A, Bissonville Est, Ste-Thérèse, J7E 1L4 769-3871 — 435-6691</p>

